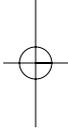
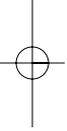
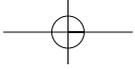


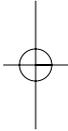
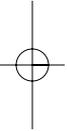
Marine Le Pen

Pour que vive la France





« *L'espérance est un risque à courir.* »
Georges Bernanos



Introduction

L'Histoire de la France « offre un tableau de situations extrêmes, une chaîne de cimes et d'abîmes plus nombreux et plus rapprochés dans le temps que toute autre histoire n'en montre... La France s'élève, chancelle, tombe, se relève, se restreint, reprend sa grandeur, se déchire, se concentre, montrant tour à tour la fierté, la résignation, l'insouciance, l'ardeur et se distinguant entre les nations par un caractère curieusement personnel. »

Nul ne peut nier que notre pays traverse une de ces situations extrêmes évoquées par Paul Valéry. De cette passe si difficile peut sortir le pire, comme le meilleur. Le pire serait qu'elle nous incite à suivre aveuglément ceux qui entendent exploiter la crise, dont ils sont pourtant collectivement responsables : derrière le paravent d'un discours convenu, ils continueraient de briser notre Nation et notre démocratie, nos ultimes biens communs. Le meilleur serait – et de toutes mes forces je veux y croire – que cette mauvaise passe permette une prise de conscience à partir de laquelle il nous sera possible de suivre un autre chemin que celui du renoncement, qui ne peut à terme amener que la servitude et la misère.

Mener le peuple français vers le chemin de la renaissance, telle est la raison de ma candidature à l'élection présidentielle, et de tout mon combat politique.

Cette candidature, qui semble s'inscrire chez mes principaux concurrents dans une ambition portée depuis l'enfance, a été chez moi l'aboutissement d'une longue maturation. J'en fais l'aveu sincère, car la sincérité est pour moi, depuis toujours, non seulement un trait de caractère et une exigence morale, mais aussi une arme politique. Et si j'ai pu obtenir à ce jour quelque succès, je le dois à cette sincérité que me reconnaissent non seulement les électeurs qui me font confiance mais aussi, je le crois, mes détracteurs de bonne foi.

Oui, cette candidature résulte d'un long cheminement personnel, qui s'est nourri à la fois de ma réflexion politique bien entendu, mais aussi de mon expérience, de ma vie.

Ma vie, je ne m'y étendrai pas ici, je l'ai fait dans mon ouvrage autobiographique *À contre flots*. Mais en quelques mots, mon expérience, ce fut l'hostilité en ma qualité de « fille de Le Pen » (et plus tard en tant que cadre du Front national) que j'ai pris très tôt l'habitude d'affronter puis d'analyser ; c'est ensuite mon expérience d'avocat pénaliste ; ce sont enfin mes combats politiques dans le Nord Pas-de-Calais, où j'ai vu au fil des années s'aggraver la pauvreté, la précarité, l'insécurité, l'effondrement de l'école, dans l'indifférence et parfois l'indignité des élus. Cette injustice aurait suffi à motiver mon engagement politique.

Mais elle se double d'une autre injustice, celle qui résulte des mensonges proférés depuis bientôt quarante ans quant aux

causes des crises qui, depuis 1973, se succèdent... Car ma génération entend parler de crise et de chômage depuis qu'elle a l'âge de raison. Une crise qui dure presque quarante ans n'est plus une crise, mais un système complet.

Depuis des décennies, on nous explique que le chômage est inéluctable, que la crise sans cesse recommencée est une sorte de fatalité. Et simultanément, on nous assène que les remèdes ultralibéraux administrés au malade sont les seuls susceptibles de le guérir – la guérison tant annoncée étant cependant sans cesse différée. « *There is no alternative* » disait Madame Thatcher, donnant même naissance à l'acronyme connu « TINA ».

TINA, il n'y a pas d'alternative, psalmodient aujourd'hui encore nos dirigeants et nos sachants.

Purges et saignées, voici ce que les médecins incompetents imposaient déjà au malade imaginaire de Molière. Et ces médecines imposées à Argon, « pour son bien », étaient à l'origine de sa faiblesse continue. La question que je pose est celle-ci : les prétendus remèdes qu'administrent les gouvernements successifs à notre pays depuis des années ne seraient-ils pas la cause de son mal ? Nos innombrables Diafoirus contemporains, politiques, experts ou autres donneurs de leçons ne seraient-ils pas, plus encore que des incompetents, des manipulateurs peu scrupuleux ?

Car cette crise n'en est pas une pour tout le monde, c'est d'ailleurs pour cela qu'elle est programmée ! À la majorité silencieuse, sont réservés le chômage, la diminution du niveau de vie, l'insécurité et l'angoisse des lendemains. À une

minorité toujours plus réduite et toujours plus riche, l'attribution de salaires faramineux, de bonus scandaleux, de plus-values défiscalisées, l'accumulation sans limites de toujours plus de puissance et de richesses.

Il n'est pas facile de garder son indépendance d'esprit face aux messages qui paraissent évidents, mais qui bien souvent sont faux. Aiguiser sa capacité à ne pas prendre pour argent comptant ce que les prétendues autorités morales nous assèment tous les jours, voilà ce qu'il faut ne jamais oublier. Ne jamais prendre le discours des puissants pour parole d'évangile, et au contraire, chercher à renouer avec le bon sens, puiser dans l'intelligence populaire et dans les discours alternatifs d'autres sources de vérité. Écouter d'autres avis que ceux des experts « officiels », et toujours chercher à savoir quel intérêt véritable défend celui qui s'exprime avec aplomb.

Il y a dans notre pays une véritable confiscation de la parole publique par une caste, un petit nombre de personnes, celles qu'on entend toujours et partout, et un mépris permanent pour la sagesse du peuple. Et il y a un monde entre ce que cette nouvelle aristocratie nous présente chaque jour comme l'unique voie possible et les options qu'il faudrait réellement choisir pour enfin travailler à l'intérêt général.

Dans la jungle de la campagne présidentielle, et dans ce contexte de terrorisme intellectuel que nous imposent nos « élites », ce petit livre a pour ambition d'être une boussole. Une boussole qui doit permettre à chaque lecteur de se faire une autre idée de la vie publique, du fonctionnement de

notre économie, des réels enjeux de pouvoir, de l'évolution de notre société. Une boussole qui doit offrir à chacun la possibilité d'y voir clair et de comprendre les grands enjeux qui sont en réalité au cœur de l'élection présidentielle. Une boussole enfin qui doit aussi montrer le cap, la vision que je propose aux Français.

Contrairement à ce qu'exposent sans relâche mes adversaires, je ne fais pas appel à vos émotions, à vos « instincts les plus bas », aux « réactions animales de peur » que politiques et intellectuels prêtent obligeamment à notre peuple, mais bien à votre intelligence et à votre bon sens.

Je m'adresse en réalité à votre raison, à votre clairvoyance pour vous démontrer notamment que cette crise n'est en réalité que le produit de volontés politiques et économiques qui, au service d'un système de prédation, nous ont conduits inexorablement là où nous sommes arrivés aujourd'hui, et entendent mettre à profit le désarroi et l'inquiétude des Français pour pousser plus avant leur projet.

Il me faut vous convaincre que cette situation n'est qu'une parenthèse dans notre histoire, et non pas une fatalité induite par les évolutions mécaniques du monde, à laquelle on ne pourrait que s'adapter (discours de droite) tout en tentant d'en corriger les injustices les plus révoltantes (discours de gauche).

Il me faut vous montrer que la crise est bien le résultat de mauvais choix économiques et financiers, dont tous nos gouvernants successifs depuis bientôt quarante ans partagent l'écrasante responsabilité : ils partagent ensemble une même

idéologie mondialiste née du capitalisme ultralibéral, qui sert les intérêts d'une oligarchie. Que c'est même pour eux l'occasion immorale de faire avancer de manière décisive le projet mondialiste qu'ils servent.

Il me faut vous prouver qu'on peut, et qu'on doit, réhabiliter la légitimité du peuple à prendre en main son destin, et à se dessiner un chemin d'avenir, quand bien souvent on lui dit qu'il n'a qu'une seule voie à prendre, celle que la caste au pouvoir lui indique avec mépris, parfois même avec violence.

Souvenons-nous de la manière dont on nous avait vanté la construction européenne comme moteur de la modernisation, de l'entente entre les peuples et de la prospérité. La « stratégie de Lisbonne » ne devait-elle pas faire de l'Union européenne « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* »¹ ? Le Traité de Maastricht et l'euro qu'il instituait ne devaient-ils pas se traduire, disait la gauche, par « *plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité* »², en d'autres termes, disait la droite, « *une croissance économique plus forte, un emploi amélioré* »³ soit, finalement, « *plus d'emploi, plus de protection sociale et moins d'exclusion* »⁴ ? Enfin, seuls des nationalistes bornés doublés de populistes primaires étaient assez stupides pour ne pas voir que cette nouvelle avancée constituait « *les trois clefs de l'avenir : la monnaie unique, ce sera[it] moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera[it] moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera[it] moins de bureau-*

cratie et plus de démocratie »⁵ ! Et il ne fallait pas avoir peur, car, bien entendu, « chaque État conservera[it] la maîtrise de sa politique budgétaire et fiscale, dans des limites qui ne seront pas plus étroites que celles d'aujourd'hui »⁶. En envisageant de voter non à l'euro, les électeurs français ne percevaient-ils pas, les malheureux, qu'ils feraient « un magnifique cadeau sinon à Hitler, du moins à Bismarck »⁷ et risqueraient de « relancer la guerre dans les Balkans »⁸ ou même de se faire les responsables de « la plus grande catastrophe depuis les désastres engendrés par l'arrivée de Hitler au pouvoir »⁹ ? Les partisans du « non » n'étaient-ils pas en définitive des « apprentis sorciers » à qui, si respectueux de la tolérance et du pluralisme qu'on fût, on ne pouvait faire qu'« un seul conseil : Messieurs, ou vous changez d'attitude, ou vous abandonnez la politique. Il n'y a pas de place pour un tel discours, de tels comportements dans une vraie démocratie qui respecte l'intelligence et le bon sens des citoyens. »¹⁰ Oui, il ne fallait pas s'y tromper, les peuples facilement égarés ont besoin de bergers, car « ce n'est pas un hasard si la construction européenne doit plus aux raisonnements des élites qu'aux impulsions des peuples. Elle est le fruit d'une longue méditation sur l'Histoire. C'est un produit cul-

-
1. Présidence du Conseil européen de Lisbonne des 23 et 24 mars 2000.
 2. Michel Sapin, ministre socialiste des Finances, *Le Figaro*, 20 août 1992.
 3. Valéry Giscard d'Estaing, RTL, 30 juillet 1992.
 4. Martine Aubry à Béthune, 13 septembre 1992.
 5. Michel Rocard, *Ouest-France*, 27 août 1992.
 6. Edouard Balladur, *Le Monde*, 29 avril 1992.
 7. Alain-Gérard Slama, *Le Figaro*, 18 septembre 1992.
 8. Bernard-Henri Lévy, *Le Figaro*, 18 septembre 1992.
 9. Jacques Lesourne, *Le Monde*, 19 septembre 1992.
 10. Jacques Delors à Quimper, 29 août 1992.

turel. Non un élan irréfléchi, un hoquet des masses, arraché dans un mouvement de foule ou une improvisation d'éloquence. »¹¹

Le même rouleau compresseur se remet en route au bénéfice des dites « masses hoquetantes » en 2005 au moment du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Les catholiques devaient bien en être conscients, le non au référendum, c'était « *le non à Jean-Paul II* »¹² (mort quelques jours auparavant, et qui se trouvait par conséquent dans l'impossibilité technique de démentir). La victoire du non signifiait « *un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage, la construction européenne, l'élargissement, les élites, la régulation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité* »¹³.

Le petit jeu des citations pourrait être poursuivi encore longtemps¹⁴. Il est cruel, certes. Mais cette cruauté n'est pas gratuite, elle n'a pour but que de vous convaincre que vous ne devez pas abdiquer votre bon sens, votre intuition et votre intelligence au profit de ces prétendus sages péremptaires et condescendants. Ils se sont tant trompés, par conformisme, bêtise, ou calcul. En votant non au référendum de 2005, vous aviez raison, les événements l'ont montré, et non seulement vous n'aviez pas à croire les clercs qui, menaçants

11. Jean Boissonnat, *L'Expansion*, n° 3, 1992.

12. Odon Valet, Canal +, 4 avril 2005.

13. Serge July, *Libération*, 30 mai 2005.

14. Et vous pouvez le poursuivre en lisant *Le Bétisier de Maastricht* de Jean-Pierre Chevènement (Arléa, 1997), d'où la plupart sont extraites.

comme les médecins de Molière, ont prétendu vous en faire honte, mais vous pouvez en tirer fierté.

Puisse ce livre indiquer des pistes à ceux qui, armés de leur seule intelligence et de leur seul bon sens, sont résolus à ne pas fournir « du temps de cerveau humain disponible » aux hommes politiques et aux « experts » qui, après s'être tant fourvoyés, après nous avoir tant trompés, présentent cette « crise » interminable (dont « la » crise actuelle n'est que le dernier avatar, et le plus menaçant) selon les circonstances, soit comme un événement de force majeure, aussi imprévisible, inévitable et irrésistible que la chute d'une météorite, soit comme le produit des sept péchés capitaux du peuple français, appelé dès lors à battre sa coulpe et à se couvrir la tête des cendres de la rigueur et qui, surtout, espèrent en tirer profit pour mener à terme leur projet.

Servir à cette prise de conscience, telle est l'ambition de ce livre.

Je ferai donc une analyse du projet mondialiste, du rôle joué dans sa réalisation par nos élites politiques, médiatiques et financières, de la guerre qu'elles mènent au peuple, à la République et à la Nation, et de la violence contre la démocratie à laquelle elles sont résolues pour se maintenir en place. Qui parle et pourquoi ? D'où parlent-ils, de quels intérêts dépendent-ils ? Qui dirige vraiment la France, et avec quels objectifs ? Démonter les rouages d'une machine à broyer les peuples, c'est le premier pas nécessaire d'un vrai changement et, j'ose le dire, d'une révolution, de la vraie révolution pacifique et démocratique que notre pays est en droit d'attendre.

Vous comprendrez alors, je l'espère, pourquoi ces élites militent pour le libéralisme économique extrême et la financiarisation, le libre-échange, l'Europe supranationale et l'immigration, en un mot pour l'accomplissement du projet mondialiste.

Vous comprendrez aussi que ceux qui, face à la crise, critiquent maintenant ce qu'ils adoraient hier – pyromanes tout à coup revêtus d'un uniforme de pompier – sont au fond des démagogues tentant de détourner à leur profit l'exaspération des peuples. Car lorsqu'on est sincèrement contre l'idéologie mondialiste, on est alors contre l'Europe supranationale et ultralibérale, contre l'euro et contre l'immigration. Voilà ce qui distingue l'opposant sincère à ce système mortifère des « idiots utiles » du même système, de ses collaborateurs appointés et de ses agents doubles.

Seule une analyse de cette idéologie et des intérêts qu'elle sert peut permettre de sortir des mots creux, de la parole oubliée dès que prononcée, des effets d'annonces, des faux-semblants, en un mot, de ces impostures qui déconsidèrent nos responsables politiques et, de plus en plus, détournent les citoyens des urnes.

Car c'est bien la désespérance face à cette propagande puissante et habile, relayée par toutes les institutions, qui entraîne ce découragement, ce pessimisme généralisé incarné dans la fatalité du « *on ne peut rien contre la crise, contre le chômage on a tout essayé* ». L'abstention fait bien évidemment le jeu du système en place qui, non content de la favoriser, chaque fois qu'il le peut évite l'élection, le référendum, quand il n'impose pas par le Parlement ce que le peuple

a rejeté par ses suffrages, encourageant encore plus, par ce mépris de la voix du peuple, la pratique de l'abstention ; le système en place qui modifie cyniquement les mécanismes électoraux quand ils le défavorisent, charcute les circonscriptions quand c'est utile, organise un système de parrainages publics pour sélectionner les « petits » candidats à la présidentielle qui lui conviennent et tenter d'éliminer les vrais opposants, ceux qui gênent !

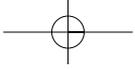
Une fois ce travail d'éclaircissement réalisé, je vous présenterai les valeurs sur lesquelles je m'appuie et les propositions que je défends pour sortir la Nation de la spirale infernale dans laquelle elle se trouve. Confiance dans la France et dans son peuple, volonté de rebâtir les piliers d'une Nation républicaine, conscience du rôle irremplaçable de l'État, sincérité de l'engagement politique fondent le socle des convictions essentielles sur lesquelles un projet réaliste peut être aujourd'hui bâti.

Ce projet, je l'ai construit pour le bien du peuple français dans son ensemble, mais je l'ai surtout pensé pour ceux que j'appelle les oubliés de la politique française. Ceux auxquels les médias ne donnent guère la parole, ou alors pour s'en moquer. Ceux qui ne sont pas aux manettes du système, ceux qui ne bénéficient en rien de la mondialisation, au contraire même en souffrent, ceux qui sont aujourd'hui broyés par une caste toute-puissante. Ces oubliés, ces invisibles, ces anonymes à qui l'on veut retirer toute identité, en leur imposant une immigration massive et déstabilisatrice, en les transformant en machines à consommer, obéissants, serviles face aux injonctions publicitaires ou commerciales des sociétés du CAC 40, je les porte dans mon cœur et je veux les aider à retrouver toute leur dignité.

Les oubliés pour qui je me bats, ce sont les petits salariés, les employés, les fonctionnaires, les ouvriers, les classes moyennes, les retraités, les jeunes ou les seniors sans emploi, c'est cette France qu'on a dédaigneusement qualifiée de « France d'en bas », parfois de « France moisie ». La dignité que je veux leur offrir à nouveau, c'est celle du citoyen, éclairé, participant pleinement aux affaires de la Nation, c'est celle de l'individu libre et affranchi de toutes les manipulations du monde contemporain, celle de cette France autrefois glorieuse et indépendante, aujourd'hui asservie par les puissances financières. La dignité que je place au cœur de mon projet présidentiel est celle de l'homme contre l'argent-roi, celle de la conscience individuelle contre le fanatisme, celle de l'être autonome contre l'assistanat.

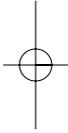
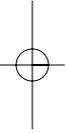
Une France digne sera une France qui respectera son peuple, tout son peuple. Ce sera une France qui sera dirigée par son seul souverain légitime, le peuple français. Ce sera une France où chacun pourra trouver l'occasion de se réaliser et où la solidarité nationale, ce trésor, aidera celui qui souffre. Ce sera une France conquérante et fière d'elle-même, inventive et offrant au monde entier sa meilleure image, celle qu'elle a pu déjà faire briller à certaines grandes heures de son Histoire.

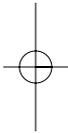
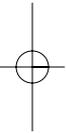
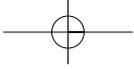
Cette France peut encore exister, elle doit de nouveau se montrer à la face de l'univers. Il ne tient qu'au peuple français de se mobiliser et d'aller exprimer ce choix dans les urnes. Il ne tient qu'à chacun de clamer haut et fort comme je le fais dans ce livre : « Pour que vive la France ! »

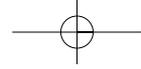


Première partie

**LE MONDIALISME,
HORIZON DU RENONCEMENT**







Chapitre 1

Le mondialisme n'est pas un humanisme

L'élection de Nicolas Sarkozy : l'espérance et l'amertume

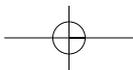
« Dans une crise aussi profonde, aussi grave, chacun d'entre nous, quelle que soit la place qu'il occupe dans la société, a une responsabilité morale. »

Nicolas Sarkozy, discours de Saint-Quentin, 23 mars 2009.

« La crise offre aux élites financières et aux technocraties européennes la tentation de mettre en œuvre la "stratégie du choc", en profitant de la crise pour radicaliser l'agenda néolibéral. »

Philippe Askenazy *et al.*, « Manifeste d'économistes atterrés », 2010.

Le 6 mai 2007, près de 84 % des Français se sont rendus aux urnes pour élire leur nouveau président de la République. Alors que la participation électorale ne cessait de reculer depuis des années, signe d'une grave crise de confiance de notre peuple envers ses élites politiques, elle a fait lors de ce scrutin un bond considérable, retrouvant ses niveaux du



scrutin présidentiel de 1988. Ce phénomène a donné lieu à l'époque à maintes interprétations : les Français retournaient voter parce qu'ils avaient retrouvé foi dans leurs dirigeants, la qualité de la campagne électorale avait permis de revivifier leur passion pour la politique...

En effet, le taux de participation électorale est fort lorsque les électeurs ont le sentiment que l'issue du scrutin peut modifier leur destin. Ainsi, le taux de participation avait déjà été élevé (près de 70 %) pour le référendum de 2005 sur la Constitution européenne.

De la même façon qu'en 2005, les Français ont cru en 2007 être placés face à un choix véritable, qui allait leur permettre de rompre avec l'immobilisme et le fatalisme des mandats précédents.

Pendant des mois en effet, tout a été mis en œuvre pour organiser l'affrontement entre deux candidats prétendument en désaccord sur tout, deux personnalités qu'on a soigneusement cherché à nous présenter comme nouvelles, volontaristes, en rupture avec la classe politique traditionnelle, incarnant chacune une forme différente de modernité politique.

Les Français ont voulu croire à ce simulacre de débat, ont fermé les yeux sur le fait qu'on leur demandait de choisir en réalité entre deux sortants issus d'un système au pouvoir depuis au moins trente ans, ont même fini par oublier que Nicolas Sarkozy était aux manettes sans interruption depuis cinq ans déjà. Et les Français ont accepté d'aller voter en masse pour lui, dans un élan d'espoir dont on perçoit bien à quel point il était très ambigu.

Le soufflé de la participation électorale n'a certes pas tardé à retomber : dès les élections législatives de juin 2007, puis à l'occasion des Municipales de 2008, et plus encore lors des Européennes de 2009, des Régionales de 2010, des Cantonales de 2011... l'abstention a chaque fois battu de nouveaux records. Il faut dire qu'entre-temps a été signé, puis ratifié, le funeste Traité de Lisbonne par lequel les élus du peuple français ont signifié à ce dernier qu'ils ne faisaient aucun cas de son vote de 2005... Ce qui n'a pas depuis lors empêché ces mêmes élus, à chaque soir de scrutin, de verser des larmes de crocodiles sur les plateaux de télévision pour déplorer le niveau toujours plus haut du taux d'abstention. Leurs larmes ne doivent pas leur valoir la miséricorde divine s'il est vrai, comme le disait le grand Bossuet, que « *Dieu se rit des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en chérissent les causes.* »

Mais il est important de garder le souvenir de 2007 : les Français ont sincèrement cru, alors, que le volontarisme politique était de retour. Jamais une élection présidentielle, depuis celle peut-être de François Mitterrand en 1981, n'avait suscité autant d'espairs. Espoir qu'était advenu le temps de la fin du mensonge politique, de la fin des promesses non tenues, de la rupture avec l'immobilisme. Le retour à la réalité, accéléré par la violence de la crise, a été brutal.

Le constat à la fin du quinquennat est si cruel et si largement partagé qu'il me semble inutile de m'y appesantir.

Rappelons juste quelques éléments du bilan de l'action menée depuis cinq ans. Aujourd'hui, la France est un pays

bloqué, en régression sur bien des points. Les crises que traverse le pays sont multiples et laisseront des traces qu'il sera difficile d'effacer. D'un point de vue économique d'abord : la pauvreté se répand dans le pays, le chômage, en hausse bien avant la crise, explose, en particulier chez les jeunes, notre industrie agonise, le pouvoir d'achat des Français ne cesse de se dégrader, alors même que les déficits publics, le déficit de la balance commerciale et la dette de la nation atteignent des niveaux encore inimaginables il y a quatre ans. Les services publics sont exsangues : privatisations rampantes et abandon des territoires, déliquescence de l'école, ruine de l'assurance-maladie sont quelques-uns des éléments d'un tableau catastrophique. La sécurité des Français n'a jamais été aussi mal assurée et sa dégradation entamée dans les années quatre-vingt-dix n'est en rien enrayée : les atteintes violentes aux personnes ne cessent de progresser, alors que l'on réduit d'une manière effrénée les effectifs de la police et de la gendarmerie et qu'on ne prend aucune mesure capable de restaurer l'ordre sur notre territoire. Il n'y a toujours pas de politique cohérente et ferme en matière d'immigration, et le pays est en proie à des arrivées toujours plus massives de clandestins, à la tentation communautaire, à des tensions et rivalités quasi tribales dans nos banlieues, et au saccage des valeurs de la République. Enfin, la France a asservi sa politique étrangère à celle des États-Unis et est en voie d'asservir sa politique budgétaire à des institutions européennes devenues folles.

Jamais, dans notre Histoire récente, le pouvoir politique en France n'a été aussi faible qu'il ne l'est aujourd'hui. Et malgré les efforts de propagande considérables déployés par

Nicolas Sarkozy, malgré le zèle que mettent toujours à le défendre les grands groupes de presse amis, malgré la volonté de contrôler la Justice, les Français ont peu à peu pris conscience de ce qu'il en est vraiment. Ils constatent qu'il n'y a plus d'autorité politique dans notre pays, mais rien d'autre qu'une vaste entreprise d'esbroufe et de cynisme, elle-même en train de se fissurer. La déception est aujourd'hui à la hauteur de l'espérance née en 2007, et se traduit par un niveau de défiance envers la classe politique encore supérieur à ce qu'il était avant l'imposture sarkozyste. La déception pour certains se change en désespoir. Pour beaucoup s'est éteinte l'idée même que puisse exister dans l'action politique une sincérité, une ambition autre que personnelle, une volonté de rompre avec le déclin. Comment dans ces conditions à nouveau croire en la politique et espérer en la capacité d'un candidat à faire bouger la France ? Comment susciter élan et confiance ? Le défi est immense.

« Il est temps que cela se termine » répètent à l'envi des opposants de pacotille. Mais pour faire quoi ? Ignorent-ils, feignent-ils d'ignorer que l'oligarchie mondialisée possède toujours deux fers au feu, qu'un Hollande peut remplacer au pied levé un Sarkozy ou un Strauss-Kahn, sans jamais changer l'essentiel ?

La situation actuelle de la France impose d'aller un peu plus loin dans l'analyse que les habituels constats sur la médiocrité et les erreurs des responsables ou partis au pouvoir. Les racines du malaise français contemporain ne peuvent se réduire à l'action d'un homme ou d'une faction et sont plus profondes. « Sarkozy l'Américain » et l'UMP ne sont en

réalité aujourd'hui que l'incarnation la plus visible et la plus caricaturale d'une idéologie au pouvoir depuis bien longtemps, le mondialisme.

Mondialisation et mondialisme

« La tâche principale des États semble désormais consister à construire un capitalisme mondial intégré. »

Jean-Luc Gréau, *L'Avenir du capitalisme*, Gallimard, 2005.

« Notre thèse est l'idée qu'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert. »

Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Gallimard, 1983.

Je ne confonds pas mondialisme et mondialisation. La mondialisation est un phénomène technique, qui se caractérise par une intensification des échanges entre régions et entre nations. Notre communauté humaine a prospéré depuis cinquante mille ans en partie grâce à ce développement des échanges qui a multiplié les richesses, rapprochant les hommes et apaisant les rapports entre les peuples. Développement d'ailleurs discontinu, car l'Histoire est faite de phases successives de développement et de repli de la mondialisation. La mondialisation ne doit pas être combattue, mais elle doit être maîtrisée par les nations qui doivent pouvoir peser sur la place qu'elles entendent chacune y occuper, en utilisant pour cela tous les ressorts de la coopération,

de la politique économique et de la diplomatie, et tous les outils régaliens de l'État. Le mondialisme vise précisément à empêcher les nations de garder cette maîtrise de leur place dans la mondialisation.

Le mondialisme est en effet une idéologie, qui a pour trait principal de nier l'utilité des nations, leur adaptation au monde « postmoderne », et qui vise à façonner un nouvel homme, sorte d'*homo mondialisus*, vivant hors sol, sans identité autre que celle du consommateur global, rebaptisé « citoyen du monde » pour masquer le caractère profondément mercantile de cet objectif. Le mondialisme est une alliance du consumérisme et du matérialisme, pour faire sortir l'Homme de l'Histoire et le précipiter dans ce que Gilles Lipovetski nomme « l'ère du vide ». Il est en quelque sorte la traduction politique de la doctrine économique ultralibérale, qui se devait, pour assurer sa pérennité et achever dans l'ordre politique ce qu'elle a entamé dans l'ordre marchand, d'étendre à la sphère sociale et politique l'emprise intellectuelle qu'elle a acquise sur la pensée économique. Le mondialisme a ainsi phagocyté la doctrine universelle des droits de l'homme, doctrine de bonnes intentions assez abstraites par ailleurs, pour « vendre » l'idée d'un citoyen mondial uniforme et universel doté de droits abstraits et universels. L'*homo mondialisus* est ainsi un homme vidé de toute croyance, de toute solidarité, de toute identité nationale, de toute référence historique. Il est là pour produire et consommer. L'*homo mondialisus* idéal est le « consommateur moyen global », uniformisé dans ses goûts et ses actes d'achat, peu revendicatif et peu critique, un individu dont on fait en sorte qu'il se pense de moins en moins comme citoyen, c'est-à-

dire comme être capable d'agir sur le cours des choses. Pour cela, il faut l'arracher au cadre de solidarité le plus performant, la nation, foyer de la politisation, et le plonger dans le grand bain du « village global » métissé et de la « *world culture* ».

Le mondialisme est donc avant tout l'idéologie qui permet le règne sans limite d'un marché sacralisé, prétendument « autorégulateur », et qui devient dans les faits divinisé : une entité invisible et éternelle qui secrète naturellement ses propres règles, qui plus est par essence non discutables, n'est-elle pas un concept de nature divine ?

Puisqu'il est déclaré autorégulateur, le marché doit donc être débarrassé des seules protections et espaces de régulation réellement capables de le limiter et de le discipliner, les États-nations, et de la seule force en mesure de s'opposer à la puissance de l'argent, la politique. Ce marché s'incarne dans un hypercapitalisme à dominante financière, qui se répand partout grâce à l'élimination progressive des entraves nationales, et à l'imposition du libre-échange total. Ceci se déroule sous nos yeux dans un nombre sans cesse croissant de pays et de secteurs économiques. Par sa puissance de feu financière mais aussi, nous le verrons, idéologique, cet hypercapitalisme se ménage facilement l'adhésion passionnée des élites qui en font partie et en sont récompensés.

Aux États-Unis, le marché a désormais très largement envahi le secteur de la santé et celui de l'éducation, aboutissant non pas, comme les tenants du tout-marché ont cherché à le faire croire, à des gains d'efficacité et à des réductions de coût, mais à un renchérissement important du coût de ces services,

à une dégradation de leur qualité, et à une augmentation très importante des inégalités d'accès ; le marché y envahit désormais des activités aussi régaliennes que la sécurité (prisons privées) ou même la défense nationale (sociétés de mercenaires qui, en Irak ou en Afghanistan, opèrent désormais, à l'abri de protections juridiques leur assurant l'impunité, une véritable « privatisation » de la guerre). Il en résulte des confusions de genres, des effets pervers, des conflits d'intérêt, des injustices : ainsi, le scandale médiatisé sous le nom de « *kids for cash* » (« des enfants contre de l'argent ») a révélé en 2008 que des juges américains recevaient de l'argent de prisons privées pour mineurs, afin de leur envoyer davantage de jeunes « clients ».

Livré au mondialisme, le travailleur français est désormais placé de façon croissante en situation de concurrence avec tous les travailleurs des autres pays et doit, face à la menace de délocalisation, se plier aux règles de cet hypercapitalisme dans l'espoir, toujours plus incertain, de conserver son emploi.

La lame de fond mondialiste sert les intérêts d'une oligarchie réduite.

Une des conséquences de l'action des idéologues ultralibéraux est en effet que la majorité des États occidentaux ont laissé depuis vingt ans s'élargir déraisonnablement l'échelle des revenus et des patrimoines, grâce à un double phénomène, dont voici le fonctionnement.

D'une part, la mise en concurrence, par le développement du libre-échange, des salariés avec ceux de pays émergents, payés dix à cinquante fois moins, ainsi qu'avec les immigrés

toujours plus nombreux, a permis grâce à l'arme du chômage d'accroître la précarité et de peser à la baisse sur les salaires ; d'autre part, à l'autre bout de l'échelle, l'absence de toute régulation des rémunérations des dirigeants a permis à ces derniers, grâce à la cooptation et aux échanges de bons procédés à l'intérieur de réseaux fermés, de multiplier par dix leurs émoluments.

Ainsi, depuis 2007 on parle à nouveau de crise, mais il ne semble pas que la nécessité des sacrifices s'étende jusqu'aux actionnaires et aux dirigeants. Selon une étude d'EuroRSCG publiée en ce début d'année 2012, les résultats nets des entreprises du CAC 40 ont progressé de 10 % depuis 2006. Au détriment de l'investissement, la part du *cash-flow* revenant à leurs actionnaires a progressé de 31 %, limitant ainsi à 18 % la perte de ces derniers (malgré la chute de 30 % des cours de la bourse). La rémunération de leurs dirigeants a progressé de 34 % malgré leurs mauvaises performances boursières... Pendant ce temps, en cinq ans, les salaires n'ont progressé que de 13 %, comblant à peine l'inflation. Mais surtout, et c'est navrant, la part des emplois précaires a bondi, passant à un tiers de la totalité des emplois.

Dans le même temps, la baisse du poids de la fiscalité sur les hauts revenus et sur les produits du patrimoine (au nom de l'incitation à la création de richesses, bien entendu) a encore accru ces inégalités, ainsi que le déséquilibre des budgets publics.

Les besoins sociaux résultant de la précarisation des travailleurs (traitement social du chômage), et le manque à gagner en recettes fiscales résultant du chômage ainsi que des allègements fiscaux décidés au bénéfice des plus aisés ont creusé les déficits budgétaires, qui ont été financés par la dette publique.

De la même façon dans certains pays, spécialement les États-Unis (où les dépenses sociales sont peu importantes), la stagnation des revenus des classes moyennes, et même leur baisse en termes réels (compte tenu de la hausse importante du coût de l'énergie, de l'alimentation, du logement, de la santé, de l'éducation...) au profit des plus riches, ont été compensées par un recours croissant des ménages au crédit et à l'endettement, puissamment encouragé par le secteur financier et par la législation américaine.

L'explosion de la dette que nous connaissons depuis 1973 participe donc du système mondialiste ultralibéral, bien que ce dernier tente d'en imputer la faute à l'irresponsabilité et à la fainéantise supposées des peuples. Depuis cette date, la croissance se fait de plus en plus par la dette, tandis que la part de l'épargne et de l'investissement dans le PIB mondial ne cesse de régresser. (25 % en 1973, 20 % aujourd'hui).

Le mondialisme contre les États

« Les ministres et les députés n'osent plus guère évoquer l'État, hormis pour dire qu'il y en a trop, le confondant ainsi avec les monstres proliférants de la réglementation. Quant aux partis, ils vont chercher le nom de leurs projets dans des "boîtes à idées", tout fiers de nous sortir une société du care [...]

Ce sont les États qui remodelent les affaires du monde, et les Français cherchent en vain ce qu'est devenu le leur ».
Marie-France Garaud, *Impostures politiques*, Plon, 2010.

Le mondialisme n'avance donc, au nom de la « paix universelle », qu'à condition que les États-nations reculent, qu'ils soient ringardisés, discrédités comme autant de facteurs d'inefficacité, voire comme fauteurs de guerres, contournés, vidés de leur substance, afin qu'ils ne puissent plus agir et protéger leurs peuples.

Le mondialisme est une idéologie profondément antidémocratique, dans la mesure où elle affaiblit ces espaces naturels de la vie démocratique que sont les nations. Il tente alors de sécréter *ex-nihilo* une légitimité démocratique à sa mesure, en fabriquant l'idée d'une « démocratie mondiale » rassemblant les « citoyens du monde » et prétendument seule à même de répondre aux défis du « marché mondial ».

Au-dessus des nations, des instances supranationales doivent donc être créées, qui sont censées tirer leur légitimité des « citoyens du monde », mais dans les faits de façon si indirecte, lointaine, formelle, et bureaucratique, qu'on ne peut plus décemment parler de démocratie. L'exemple de l'une de ces instances du mondialisme, la Commission européenne, est à cet égard éclairant : quelle est la légitimité démocra-

tique des commissaires européens ? Ils n'en ont aucune, et décident pourtant en pratique de choses plus essentielles pour nos vies que n'importe lequel de nos ministres, car les traités européens les ont investis du pouvoir de dire l'« intérêt général » de l'« Union », rien de moins.

Quiconque n'est pas totalement dépourvu de bon sens voit bien que ce serait encore bien pire avec le « gouvernement mondial » appelé de ses vœux par Jacques Attali et d'autres. Pour être effective, la démocratie implique l'existence d'un *demos*, d'un peuple, directement influent. Il est donc par définition impossible qu'une instance supranationale déconnectée ait un quelconque caractère démocratique, et une quelconque légitimité pour arbitrer les conflits d'intérêts entre les peuples ; seule la diplomatie le peut.

On tentera de faire croire le contraire aux naïfs, mais la réflexion politique, associée au bon sens, à l'observation des pratiques quotidiennes, démontrera nécessairement l'inverse. Surtout, dans la vie réelle, ces institutions supranationales éloignées des citoyens seront logiquement la proie des lobbies les plus puissants et les mieux organisés, donc, bien sûr, des puissances d'argent. On voit déjà ce qu'il en est dans des instances telles que l'Organisation mondiale de la santé, qui est régulièrement l'objet de scandales liés à ce qu'on appellera pudiquement des conflits d'intérêt – bien que la presse s'en fasse fort peu l'écho. On tremble d'avance à l'idée de l'usage qui serait fait par ce gouvernement mondial d'une armée mondiale, d'une police mondiale...

C'est cette idéologie du mondialisme qui inspire très largement les dirigeants qui se succèdent à la tête de notre pays depuis quelques décennies. Ce courant de pensée a pu

facilement pénétrer le milieu politique français jusqu'à devenir ultra-dominant au sein des partis officiels, parce qu'il s'est appuyé sur des élites qui, ce n'est pas nouveau dans notre longue Histoire, ne croient plus guère en la France, sont souvent fascinées par les États-Unis et la supposée modernité qu'ils incarnent, et trouvent bien vite leur compte à défendre les intérêts des multinationales et du secteur financier. Cette conviction transpire de tous leurs discours et plus encore de toutes les politiques menées : course à l'Europe et à l'immigration, élimination des frontières et des protections, affaiblissement de l'État, arrogance des technocrates et rupture avec un peuple progressivement écarté, avec dédain, de la gestion des affaires du pays.

Le « modèle » américain, au cœur du projet mondialiste

« La lutte des classes existe bel et bien. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène, et nous sommes en train de la gagner. »

Warren Buffett (milliardaire américain), interview au *New York Times*, 26 novembre 2006.

« Même si cela est désirable, l'Amérique n'est pas suffisamment forte pour faire la police dans le monde entier par sa puissance militaire. Si on tente une telle chose, les bénédictions de la liberté seront remplacées dans notre pays par la coercition et la tyrannie. Nos valeurs chrétiennes ne peuvent pas être exportées dans d'autres pays avec des dollars et des armes. »

Howard Buffett (père du précédent), déclaration au Congrès à propos de la guerre de Corée (cité par Murray Rothbar, *Confessions of a Right Wing Liberal*)

« Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages. »

Nicolas Sarkozy, revue *Banque*, 2007 (cité par *Libération*).

Et les États-Unis, me direz-vous, ne restent-ils pas aujourd'hui un État puissant ?

Les États-Unis sont un grand pays, lié à la France par des relations d'entraide et d'amitié plus que bicentennaires. Hélas, les intérêts des États-Unis – ou plutôt de l'oligarchie qui y détient le pouvoir, et qu'il faut prendre soin de distinguer du peuple américain – ne sont pas toujours ceux de la France.

Or, les États-Unis, sous l'impulsion de leur élite, sont au cœur du projet mondialiste dont ils sont, en quelque sorte, le réacteur nucléaire : leur monnaie, leur langue, leurs banques, leurs pratiques financières, leurs multinationales, leur culture, leurs lobbies, leur diplomatie et leur armée y tiennent le premier rôle. Si l'élite américaine a progressivement affaibli l'État sur le plan intérieur, elle en a fait sur le plan extérieur un outil guerrier au service du projet mondialiste dont elle constitue le principal groupe bénéficiaire. En conséquence, tout alignement excessif des gouvernements français et européens sur les États-Unis, toute admiration inconditionnelle et naïve de leur civilisation dans ce qu'elle a parfois d'admirable, mais parfois aussi de démesuré et de désespérant, n'est pas dans l'intérêt de la France pas plus

d'ailleurs, j'ose le dire, que dans l'intérêt bien compris du peuple américain.

Dans un article publié en janvier 2010 aux États-Unis, intitulé « *Et si les banques centrales américaines et britanniques étaient complices du vol des classes moyennes ?* », Albert Edwards, économiste et stratéguiste financier à la Société Générale, analyste respecté dans la communauté financière internationale, qui ne peut être soupçonné d'être un illuminé ou un extrémiste, développe la thèse selon laquelle les banques centrales anglo-saxonnes ont volontairement participé à la création d'une bulle immobilière pour masquer le hold-up commis sur les classes moyennes au profit des très riches : « *Les raisons avancées pour expliquer que les banques centrales anglo-saxonnes aient fait gonfler cette bulle [sont] l'incompétence, la négligence, et la couardise. Permettez-moi de proposer une thèse alternative. Les banques centrales américaine et britannique ont-elles, de connivence avec la sphère politique, "volé" des mains des classes moyennes les revenus de la croissance nationale pour les remettre aux riches ? [...] Les États-Unis et le Royaume-Uni ont connu une énorme augmentation des inégalités depuis deux décennies, la croissance ayant été détournée presque exclusivement au profit des plus riches. Les classes moyennes ont vu leur revenu stagner, et par conséquent, les marges et les profits des entreprises ont explosé. En laissant gonfler la bulle immobilière, les banques centrales avaient-elles pour objectif de détourner l'attention de la classe moyenne, et de l'endormir quant à la politique de redistribution des richesses ?* »

Le gonflement de la bulle immobilière, qui a artificiellement soutenu la consommation et donc pallié la baisse du pouvoir

d'achat, a été alimenté par un système de garanties publiques aux crédits immobiliers qui a fait en sorte que le contribuable (donc la classe moyenne) soit le dernier à recevoir la « patate chaude », au terme du processus au cours duquel les milieux financiers se sont considérablement enrichis.

Non, ce modèle, où une banque centrale et un gouvernement se font les complices objectifs d'une ploutocratie, ce n'est pas celui que nous voulons pour notre pays. C'est pourtant celui qu'avait prévu de nous imposer Nicolas Sarkozy, si la bulle immobilière ne lui avait pas explosé à la figure juste à temps ; Nicolas Sarkozy qui a créé l'hypothèque rechargeable et qui expliquait pendant sa campagne électorale que les Français n'étaient pas assez endettés.

Sur le plan de la politique extérieure, c'est une des rares grandes actions du président Chirac – et de son Premier ministre de l'époque Dominique de Villepin – que d'avoir tenté de rappeler les États-Unis à la vérité et à la raison à l'aube de leur sanglante équipée irakienne. Neuf ans plus tard on voit bien que cet avertissement était fait dans l'intérêt bien compris des Américains eux-mêmes, et que l'aventure, si elle a considérablement enrichi quelques proches de l'administration Bush (l'« élite », encore !), n'a apporté au peuple américain que ruine financière, deuils, honte et détestation, et au peuple irakien, bien sûr, le chaos politique, des souffrances infinies et des morts par centaines de milliers.

Nous savons que Nicolas Sarkozy ne se serait pas dressé à la tribune de l'ONU pour appeler les États-Unis à la raison, car il l'a dit lui-même. Grâce aux indiscretions de Wikileaks,

nous avons appris que les États-Unis reconnaissent en Nicolas Sarkozy le « *président le plus pro-américain depuis la Seconde Guerre mondiale* ». *Le Monde* du 30 novembre 2010 relate que « *les diplomates de Washington ont suivi pas à pas, élogieux et enthousiastes, l'ascension de Nicolas Sarkozy* » dont ils adorent, selon un télégramme diplomatique, « *le libéralisme, l'atlantisme et le communautarisme* ». Le portrait du parfait petit télégraphiste mondialiste...

Les Trente Glorieuses... et après ?

« Ce qui doit arriver arrive. La crise d'aujourd'hui, le chômage massif insupportable qui le caractérise et qui nous déshonore, la destruction jour après jour de la société française, ne sont que les conséquences des politiques dogmatiques sans cesse mises en œuvre depuis la Grande Cassure de 1974 et qui nous mènent au désastre. Il serait criminel de les poursuivre. »

Maurice Allais

*« Dans une nation libre, on travaille plus pour acquérir que pour conserver.
Dans une nation qui est dans la servitude, on travaille plus à conserver qu'à acquérir. »*

Montesquieu

Pour comprendre ce que la victoire idéologique du mondialisme a changé dans nos vies, il faut faire un retour en arrière. En 1945, la France est ruinée. Mais les fondations sur lesquelles s'opère sa reconstruction vont permettre une période de croissance ininterrompue qui nous mènera jusqu'au milieu des années soixante-dix. Pendant trente ans, l'augmentation continue du pouvoir d'achat va s'accompagner

d'une amélioration constante des services publics et de l'École, et ce malgré une inflation plus ou moins marquée.

Entre autres mesures (notamment la création de la Sécurité Sociale), le Conseil national de la Résistance nationalise la Banque de France et les quatre plus grandes banques, redonnant à la Nation le pouvoir sur la fonction régaliennne que constitue la création monétaire.

Le Commissariat général du Plan, créé sous l'égide du Général de Gaulle qui voyait dans le Plan une « ardente obligation », permet de donner, grâce à l'établissement de plans quinquennaux utilisant les outils de la prévision et de la concertation, des horizons et des perspectives pluriannuelles au développement de l'économie.

La vision du Général de Gaulle consistait en réalité à subordonner l'économie au pouvoir politique, dans son acception la plus noble, ce qui permettrait de mettre l'économie au service de l'Homme et non pas l'Homme au service de l'économie...

Ces stratégies étaient bien loin de nos choix actuels qui n'ont comme seul horizon que le quotidien et ses satisfactions immédiates, l'asservissement de l'État aux logiques médiatiques, aux réclamations communautaristes, aux groupes de pression et aux intérêts privés.

Sur le plan international, il faut rappeler qu'en 1944, avant le sommet de Bretton-Woods qui allait reconstruire le système financier mondial, Franklin Roosevelt avait organisé la Conférence internationale de Philadelphie, pour faire du respect d'un certain nombre de règles sociales une priorité

absolue car, affirmait-il « *il n'existe pas de paix durable sans justice sociale* ». Les membres de la Conférence adoptèrent à l'unanimité une déclaration par laquelle ils se fixaient notamment pour objectifs le plein-emploi et l'élévation du niveau de vie. Comme le rappelle Eddy Lee du Bureau international du travail (*Revue Internationale du Travail*, 1994 – 4) : « *On avait alors la conviction que le jeu des forces économiques aveugles ne permettait pas d'atteindre les objectifs sociaux. Cette idée avait son origine dans l'expérience de la grande crise, lorsque les systèmes de marché ont connu un échec massif et entraîné chômage de masse et détresse sociale.* »

Cela impliquait de définir des règles consensuelles sur les salaires, le temps de travail et le partage entre salaires et dividendes. Sur ces bases se constituait un système relativement équilibré, où sur le plan financier, jusqu'en 1981 selon les statistiques de la Réserve Fédérale, le ratio dette/PIB était stable. Par ailleurs, les règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable de la plus-value entre salariés et actionnaires.

Le plein-emploi et la hausse continue du niveau de vie furent assurés jusqu'en 1974.

Ce rappel des Trente Glorieuses n'est pas motivé par la nostalgie. Évidemment, je sais que la France des années cinquante à soixante-dix n'était pas un jardin d'Éden. Bien sûr, je n'ignore pas que de nombreux problèmes se posaient à notre pays et à nos concitoyens, mais je sais aussi que l'avenir était lisible et que chacun savait que demain serait meilleur qu'aujourd'hui. Cette période possédait sur la nôtre un autre avantage que nous regardons maintenant avec envie : un

emploi permettait à celui qui l'exerçait de vivre de son travail, alors que chacun peut constater aujourd'hui qu'il existe de plus en plus de travailleurs pauvres, et qu'un emploi, de nos jours, ne protège pas forcément de l'exclusion ou de la précarité.

Mais pour que les classes populaires et les classes moyennes bénéficient ainsi des fruits de la croissance, il fallait bien que le secteur financier et les actionnaires voient diminuer corrélativement leur part de la plus-value ainsi produite. Cela entraînait une baisse du taux de profit et une réduction parallèle des inégalités.

La présence en France d'un État influent, arbitre, fort et protecteur, favorisait cette évolution.

Cette amélioration des petits et moyens revenus, et par corrélation la diminution des profits, entraîna une réaction de la caste des privilégiés, décidée à reprendre ce que la période de reconstruction l'avait contrainte à abandonner.

La crise pétrolière de 1974 masque les débuts de ce renversement, qui s'organisa progressivement.

On peut dire que la loi du 3 janvier 1973 qui a prohibé les avances de la Banque de France au Trésor public en constitue pour la France, après l'abandon en 1971 du système monétaire international adopté en 1944 à Bretton-Woods, le point de départ symbolique ; j'y reviendrai.

Mais c'est Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances dans le gouvernement Pierre Mauroy qui sera le grand ordonnateur de la « grande transformation ». Ce qui ne surprendra personne, tant les socialistes français, qu'ils s'appellent Pascal Lamy, Dominique Strauss-Kahn ou

François Hollande, sont devenus, nous le verrons, les plus fervents défenseurs de la doctrine mondialiste et du libéralisme financier le plus extrême, à l'instar de leurs homologues de droite !

Après une première pause dans les réformes sociales, qu'il propose dès 1982, Jacques Delors entame pour défendre la parité du franc et son maintien dans le Système monétaire européen (SME) une politique de rigueur, au prix d'une augmentation continue du chômage.

Voulant juguler l'inflation et retrouver le chemin de la croissance, Jacques Delors choisit de privilégier le profit et la compétitivité des entreprises. C'est donc volontairement qu'il choisit de transférer une part plus importante de la plus-value aux entreprises et aux actionnaires.

L'exposition de la France à la concurrence internationale s'accompagne en outre de la volonté d'appliquer progressivement les principes du libéralisme total à notre économie qui jusqu'alors fonctionnait sous un régime global d'économie mixte. C'est l'époque des privatisations massives et, au-delà, de la dérégulation du capitalisme français, qui s'aligne alors joyeusement sur les valeurs de l'ultralibéralisme mondialisé. C'est par exemple, en 1984, l'abolition par le gouvernement socialiste de l'ordonnance de 1945 qui imposait la séparation des banques d'affaires et des banques d'investissement. Cette période va dans le même temps voir s'accélérer la construction européenne (à partir de l'Acte unique en 1986) et en particulier la politique de libre-échange généralisé (avec le démantèlement progressif du tarif extérieur commun), de libre circulation des capitaux et de déréglementation du secteur financier européen.

C'est à partir de 1974 que se met donc en place une politique progressivement accélérée de libéralisation mondiale des échanges et des mouvements de capitaux, qui s'accompagne d'une réduction continue des contrôles antérieurement exercés par les États sur les banques et les institutions financières.

La politique de Jacques Delors n'était qu'un hors-d'œuvre, plus exactement l'alignement avec des mouvements plus vastes et plus profonds qui allaient permettre la mise en place de la mondialisation incontrôlée, du libre-échange généralisé, qu'il concerne les marchandises, l'argent et les instruments financiers, ou même les Hommes.

Et, vous allez pouvoir le constater, c'est une économie du diable qu'a créée cette mondialisation effrénée, prétendument si bénéfique.

L'économie du diable

« *Diabole : étymologiquement celui qui jette de part et d'autre, qui désunit, qui divise. »*

Dictionnaire Belin des racines grecques

« *Nous savons maintenant qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé. »*

Franklin-D. Roosevelt, discours au Madison Square Garden, 1936.

À partir des années quatre-vingt, les néolibéraux imposent donc à la fois des baisses d'impôts au profit des plus riches, et des politiques de dérégulation financière et douanière qui conduisent au chômage de masse, à une très grande précarité et à la baisse de la part des salaires dans le partage de la plus-value.

Dans les quinze pays les plus riches de l'OCDE, les salaires représentaient 67 % du PIB en moyenne en 1982 ; ils n'en représentent plus aujourd'hui que 57 %. Dans la zone euro, les entreprises prennent chaque année dans la poche de leurs salariés l'équivalent de 1 % du PIB *de plus* que ce qu'elles prenaient l'année précédente. Même si la part de l'investissement et de la recherche restent stable, ces sommes colossales ont été accaparées par un tout petit nombre d'individus, environ 1 % de la population.

Ce changement de la redistribution va inaugurer le début de l'endettement des ménages. Ceux-ci cherchent à maintenir leur niveau de vie vaille que vaille, pendant que les 0,2 % plus riches de la planète entassent une fortune cumulée de 39 000 milliards de dollars.

Dans un rapport de décembre 2011, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) constate que « *le fossé qui sépare les riches des pauvres dans les pays de l'OCDE est au plus haut depuis plus de trente ans* ». Dans sa zone de compétence, qui rassemble pourtant les pays les plus « avancés », le revenu moyen des 10 % les plus riches représente aujourd'hui environ neuf fois celui des 10 % les plus pauvres.

L'organisation constate que la flexibilisation du travail, la progression du temps partiel et des emplois faiblement rémunérés ont certes stimulé la productivité, mais aussi creusé les écarts salariaux.

Elle ajoute que les dispositifs de redistribution ont perdu de leur efficacité dans la réduction des inégalités, dans la plupart des pays, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, et que la baisse de la pression fiscale sur les hauts revenus a également contribué à l'accroissement des inégalités.

Mais surtout, l'OCDE en déduit que ces résultats « balayaient » les hypothèses selon lesquelles « *les bienfaits de la croissance économique se répercutent automatiquement sur les catégories défavorisées et qu'un surcroît d'inégalité stimule la mobilité sociale* » ; en d'autres termes, que ces articles du catéchisme ultralibéral seriné par les économistes qui tiennent le haut du pavé depuis trente ou quarante ans (« *il faut aider les plus riches pour aider l'économie, donc l'ensemble de la population* ») ne résistent pas à l'évidence empirique.

Dans notre pays, où les déséquilibres n'ont pas encore atteint les extrêmes américains, l'OCDE constate que les inégalités augmentent relativement lentement depuis dix ans. Mais les 10 % des ménages les plus riches ont un niveau de vie

sept fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Et ce ratio était de six seulement en 1995.

L'écart est encore plus vertigineux si on prend en compte uniquement les 1 % les plus riches.

En France, les exclus, qui ne vivent que des minima sociaux, constituent en permanence à peu près 5 % de la population pendant que la pauvreté frappe maintenant de 7 à 14 % des Français, selon les critères retenus. Ces pourcentages d'exclus ou de pauvres ne cessent d'augmenter, malgré tous les systèmes d'assistance mis en place.

Le chômage n'est jamais descendu en dessous de 7 % depuis 1983, poussant régulièrement des pointes à 10 %.

Bien sûr, pour dresser le tableau de la précarité généralisée, il faudrait ajouter à ces populations paupérisées la masse croissante de ceux qui sont contraints à ne travailler que partiellement, sont sous-employés, sous-payés, les jeunes et les chômeurs âgés de longue durée. Tous ces oubliés.

Cette longue et inacceptable dégradation de la situation des plus vulnérables de nos concitoyens commence désormais à atteindre la classe moyenne.

Un seul exemple suffira à symboliser cette situation : celui du logement.

Depuis quarante ans, le prix des logements anciens a crû plus vite que le revenu des Français, la divergence s'accroissant à partir de l'année 2000 (entre 2000 et 2009, le prix du logement a augmenté trois fois et demi plus vite que le revenu).

Le poids du logement dans le budget des ménages français est passé de 10 à 25 % en quarante ans, alors que son poids dans l'indice des prix utilisé pour calculer l'inflation a baissé ! Aujourd'hui il n'est pris en compte qu'à hauteur de 6 % (13,5 % avec chauffage et électricité) dans le calcul de l'indice des prix à la consommation, au motif fallacieux que pour les ménages propriétaires, il s'agit d'une dépense d'investissement et non de consommation...

Voilà qui fait justice des statistiques d'augmentation du pouvoir d'achat brandies par le gouvernement, et qui contiennent par ailleurs de nombreuses invraisemblances.

Je n'évoquerai pour finir ce tableau idyllique de la mondialisation triomphante que les délocalisations financières qui voient des entreprises profitables déménager dans des pays à bas coûts de main-d'œuvre pour augmenter leurs bénéfices. Sept cent cinquante mille emplois industriels ont ainsi été perdus depuis dix ans.

C'est sans aucun état d'âme que les grandes sociétés multinationales et en particulier celle du CAC 40 font produire dans des pays comme la Chine, au nom de la création de valeur, par un prolétariat d'ouvriers sous-payés ne bénéficiant d'aucune protection sociale, dans des conditions sanitaires indignes et sans que soient respectées les règles écologiques minimums.

Cette confrontation entre deux univers de production totalement antagonistes, aggravée par le *dumping* monétaire pratiqué par la Chine, a favorisé, outre le chômage de masse et la baisse de la part des salariés dans les fruits de la croissance, la constitution d'excédents financiers monstrueux, qui par

leurs mouvements erratiques dus à la spéculation ont déséquilibré le système monétaire international.

Ce déséquilibre a été accentué, comme nous le verrons, par la dérégulation financière, qui a permis à une caste de spécialistes de la finance de se livrer à une spéculation effrénée.

J'ajouterai à ce tableau l'immigration incontrôlée, qui pèse à la baisse sur les salaires et les revenus de nos compatriotes, avec son coût annuel de 60 milliards d'euros, joint à une insécurité galopante, point d'orgues à cette économie du Diable qui, sapant l'égalité et la fraternité au non de la liberté de quelques-uns de s'enrichir sans limites, divise les Français et détruit le pacte républicain.

Il est d'ailleurs symptomatique que mes détracteurs répètent comme un refrain que le Front national cherche à « diviser et opposer les Français » ; on reconnaîtra là la technique bien connue de la « propagande en miroir » qui consiste à accuser l'adversaire de ses propres turpitudes.

Selon les sages qui nous gouvernent, ce triste constat est la conséquence d'un drame absolu : nous serions trop payés, la protection sociale serait trop généreuse et nous vivrions au-dessus de nos moyens ! Voilà ce qui oblige nos élites à nous imposer des « cures d'austérité », des plans de renflouement qui ne produisent bizarrement qu'un seul effet, la multiplication des bénéfices des banques et des sociétés du CAC 40.

Cela mérite de poursuivre notre examen.

La religion du libre-échange

« L'ouverture du marché est une bonne chose pour tout le monde, même pour ceux qui perdent leur emploi à cause de cette ouverture ».

Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, ancien commissaire européen au commerce extérieur et membre du Parti socialiste, OCDE 2001.

« Ceux qui, à Bruxelles et ailleurs, au nom des prétendues nécessités d'un prétendu progrès, au nom d'un libéralisme mal compris, et au nom de l'Europe, veulent ouvrir l'Union Européenne à tous les vents d'une économie mondialiste dépourvue de tout cadre institutionnel réellement approprié et dominée par la loi de la jungle, et la laisser désarmée sans aucune protection raisonnable ; ceux qui, par là même, sont d'ores et déjà personnellement et directement responsables d'innombrables misères et de la perte de leur emploi par des millions de chômeurs, ne sont en réalité que les défenseurs d'une idéologie abusivement simplificatrice et destructrice, les hérauts d'une gigantesque mystification. »

Maurice Allais, Lettre ouverte à Jacques Myard, 1995.

« Les partisans de cette doctrine sont devenus aussi dogmatiques que les partisans du communisme avant son effondrement avec la chute du mur de Berlin en 1989. Pour eux la mise en œuvre d'un libre-échange mondial des biens, des services, et des capitaux s'impose à tous les pays et si des difficultés se présentent dans sa mise en œuvre elles ne peuvent être que temporaires et transitoires. En réalité, les affirmations de la nouvelle doctrine n'ont cessé d'être infirmées aussi bien par l'analyse économique que par les données de l'observation. »

Maurice Allais, Lettre ouverte à Jacques Myard, 1995.

« Le libre-échange intégral et la démocratie sont incompatibles, tout simplement parce que la majorité des gens ne veut pas du libre-échange. Donc, soit la démocratie gagne et on renonce au libre-échange, soit on supprime le suffrage universel parce qu'il ne donne pas les résultats souhaités par les libéraux. Le seul pays à avoir jamais inscrit dans sa Constitution le libre-échange a été les États américains sudistes, esclavagistes. Le Nord, industriel et démocratique, derrière Lincoln, était protectionniste. Normal, puisque le protectionnisme définit une communauté solidaire et relativement égalitaire, alors que le libre-échange suppose des ploutocrates et une plèbe. »
Emmanuel Todd, interview à *Télérama*, 2007.

Je comparais la situation sociale de notre pays pendant la période des Trente Glorieuses avec ce que nous constatons aujourd'hui.

Je ferai la même comparaison sur le plan économique en vous rappelant certains chiffres pour combattre cette idée qui est devenue une vérité d'évangile : *« Le libre-échange généralisé des marchandises et des biens a entraîné un développement économique considérable, il faut donc le maintenir et même l'accentuer »*. Voilà le Credo de la nouvelle religion du capitalisme libéral mondialisé.

C'est pourtant un monstrueux mensonge, une contre-vérité proprement incroyable.

Maurice Allais, seul Français prix Nobel d'Économie, n'a cessé de le clamer dans le désert, le rappelant encore dans une lettre ouverte à Jacques Myard (député des Yvelines) en 1995. Ses analyses d'une brûlante actualité prennent aujourd'hui une dimension étonnante, qui doit être rappo-

chée de l'omertà universitaire et médiatique dont il a souffert, jusqu'à sa mort en 2010. Elles méritent d'être rappelées un peu longuement.

L'ouverture généralisée des frontières à partir de 1974, écrivait Maurice Allais il y a quinze ans, a entraîné « *une croissance massive du chômage, une très forte diminution des effectifs de l'industrie et un ralentissement très marqué de la croissance. De 1950 à 1974, le taux de chômage est resté constamment inférieur à 3 %. De 1975 à 2005, pendant les trente années suivantes, il s'est progressivement élevé pour atteindre 12,5 % en 1997 et se stabiliser durablement autour de 10 % à partir de 2005. Alors que de 1955 à 1974 les effectifs dans l'industrie s'étaient accrus d'environ 50 000 par an pour atteindre un maximum d'environ 6 millions en 1974, ils ont décliné d'environ 50 000 par an de 1974 à 2005. De 1980 à 2007, l'industrie française a perdu 1 913 500 emplois (passant de 5 327 400 emplois à 3 414 000), ce qui représente une baisse de 36 % de ses effectifs. La majorité de ces pertes d'emplois a eu lieu dans l'industrie manufacturière (96 %). Sur la même période, le recul de l'industrie dans la valeur ajoutée évaluée en prix courants apparaît significatif puisque sa contribution au PIB est passée de 24 % à 14 %. De 1950 à 1974 le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant a été de 4 %. De 1974 à 2000 le taux moyen de croissance a été de 1,6 %, soit une diminution de 60 %.* En fait, une seule cause peut et doit être considérée comme le facteur majeur et déterminant des différences constatées entre les deux périodes 1950-1974 et 1974-2005 : la politique à partir de 1974 de la libéralisation mondialiste des échanges extérieurs organisée par le GATT et l'Organisation de Bruxelles et de la libéralisation des mouvements de capitaux [...].

En fait, ce que l'on a constaté, c'est que la politique de libre-échange mondialiste poursuivie par l'Organisation de Bruxelles a entraîné à partir de 1974 la destruction des emplois, la destruction de l'industrie, la destruction de l'agriculture, et la destruction de la croissance [...].

*Toute cette analyse montre que la libéralisation totale des mouvements de biens, de services et de capitaux [...] n'est possible, n'est avantageuse, n'est souhaitable **que dans le cadre d'ensembles régionaux économiquement et politiquement associés, groupant des pays de développement économique comparable, chaque Association régionale se protégeant raisonnablement vis-à-vis des autres.***

En fait, une analyse correcte de la théorie du commerce international ne conduit en aucune façon à la conclusion que l'application à l'échelle mondiale d'une politique généralisée de libre-échange pourrait correspondre à l'intérêt réel de chaque pays, que ce soient les pays développés [...], ou que ce soient les pays en voie de développement [...] ».

Maurice Allais continuait son propos en rappelant que ceux qui brandissent l'expérience des années trente pour faire croire que le protectionnisme entraîne la récession, le chômage, le totalitarisme et la guerre font une mauvaise analyse de cette période. En effet, la dépression des années trente a pour origine essentielle les désordres monétaires et les excès d'endettement qui ont caractérisé la période précédente, ainsi que la mauvaise réponse qu'y ont apportée les gouvernements, qui ont mené à contretemps des politiques déflationnistes : en somme, des désordres fort comparables à ceux que nous connaissons aujourd'hui ! Mais le protectionnisme

n'a été qu'une réponse des États plongés dans la récession et la misère sociale, non la cause de ces fléaux. Ces fléaux qui, eux, ont pesé dans la montée des régimes autoritaires et le déclenchement de la guerre, et dans lesquels nos gouvernements sont en train de nous replonger aujourd'hui...

Selon le Prix Nobel, si cette politique libre-échangiste n'avait pas été appliquée, « *le PIB réel par habitant en France serait aujourd'hui d'au moins 30 % plus élevé qu'il ne l'est actuellement, et il serait certainement au moins égal au PIB réel par habitant aux États-Unis* » (le PIB français par tête représente environ 85 % du PIB américain).

Avec un PIB par habitant supérieur de 30 % ou même de seulement 15 % à ce qu'il est réellement depuis trente ans, la France ne connaîtrait ni chômage, ni déficits publics, ni dette publique.

Les principes de concurrence sauvage qui animent aujourd'hui l'action de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont à l'opposé de l'esprit de la charte de La Havane rédigée sous l'impulsion du président Roosevelt en 1948, qui ne fut hélas jamais ratifiée.

De la même manière, l'Europe de Bruxelles a peu à peu trahi son esprit initial. À l'origine, la construction européenne était conçue pour bâtir un « marché commun » qui, précisément, n'avait pas pour vocation d'être commun avec l'ensemble du monde... C'était la fonction de la préférence communautaire et du tarif extérieur commun que de protéger le marché européen de la concurrence de pays ne possédant pas le même niveau de protection sociale, ou de permettre aux industries européennes naissantes de se développer jusqu'à ce qu'elles puissent affronter la concurrence

internationale. Mais le tarif extérieur commun a été peu à peu démantelé sous les coups de boutoir mondialistes, dont le premier fut l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché Commun en 1973 : ayant très tôt fait le choix de l'arrimage aux États-Unis, de la financiarisation à outrance et du sacrifice de leur agriculture et de leur industrie, les élites anglaises ont toujours été furieusement libre-échangistes, et elles ont servi de cheval de Troie au mondialisme au sein des Communautés européennes (c'est pourquoi le Général de Gaulle s'était opposé par deux fois à l'adhésion du Royaume-Uni). Leur succès aujourd'hui a sans doute dépassé leurs espérances, pour notre plus grand malheur.

Le culte du veau d'or : l'euro

« On a fait en sorte que sortir ce ne soit pas possible... on a soigneusement oublié d'écrire [dans le traité de Maastricht] l'article qui permet de sortir [de l'euro]... Ce n'est peut-être pas très démocratique, mais c'était une grande garantie pour rendre les choses très difficiles ! »

Jacques Attali, intervention à l'« université participative » organisée par Ségolène Royal sur le thème « La crise de l'euro », 24 janvier 2011.

« Quand on a accepté de s'endetter, surtout dans les pays démocratiques [...], quand les démocraties s'endettent, il faut en payer le prix, c'est-à-dire qu'il faut rembourser. Il faut rembourser. On a beau manifester, la dette elle est là, on l'a faite de façon démocratique, si on veut bien croire à la démo... Faut la, faut la rembourser ».

Jacques Attali, France 24, 11 novembre 2011.

« Bien que j'aie été un partisan de la première heure de l'euro, je considère désormais que cet engagement a

constitué ma plus grande erreur professionnelle. [...] Trois raisons à mon changement de sentiment. Premièrement, les politiciens ont violé toutes les promesses du traité de Maastricht ; [...] la règle du déficit limité à 3 % a été violée plus de cent fois ; les pénalités n'ont jamais été appliquées ; cerise sur le gâteau, la clause de non-renflouement des États a été balayée dès le premier plan de sauvetage grec. Deuxièmement, l'euro « taille unique » s'est révélé n'aller à personne : en accédant aux niveaux de taux d'intérêt beaucoup plus bas offerts à l'Allemagne, les politiciens grecs ont pu empiler des montagnes de dettes ; la Banque d'Espagne a assisté à la formation d'une bulle immobilière sans avoir la possibilité de relever les taux ; privés de la possibilité de dévaluer, les pays « du Sud » ont perdu leur compétitivité. Troisièmement, au lieu d'unir l'Europe, l'euro accroît les frictions. Les étudiants à Athènes, les chômeurs à Lisbonne, les manifestants à Madrid ne se plaignent pas seulement des mesures d'austérité, ils manifestent contre Angela Merkel, le Chancelier allemand. De plus, l'euro élargit le fossé entre les pays membres de la zone et les autres. [...] Enfin, le mécontentement au sujet de l'euro pèse sur le niveau d'acceptation de l'Union européenne dans son ensemble ».

Hans-Olaf Henkel (ancien président de la Fédération de l'Industrie Allemande) *Financial Time*, 29 août 2011.

« L'Europe est plus durement et plus durablement affectée par la crise que le reste du monde. Cela tient aux modalités mêmes de construction de l'union monétaire. [...] La rigidité monétaire et budgétaire, renforcée par l'euro, a permis de faire porter tout le poids des ajustements sur le travail. On a promu la flexibilité et l'austérité salariale, réduit la part des salaires dans le revenu total, accru les inégalités. »

Philippe Askenazy *et al.*, « Manifeste d'économistes atterrés », 2010.

C'est la même inspiration mondialiste qui présida à la création de l'euro.

Les initiateurs et les adoreurs de l'euro ont fait ce pari insensé, dont nous faisons les frais aujourd'hui, de créer une monnaie unique déconnectée d'un appareil d'État, prévoyant qu'elle entraînerait mécaniquement la création d'une Europe fédérale (faisant fi au passage de l'avis des peuples). Pari risqué, d'autant plus qu'il portait en lui le fardeau de la lâcheté initiale de n'avoir pas franchement proposé aux électeurs européens un véritable choix.

Pourquoi n'avoir pas offert aux peuples une alternative claire, pourquoi penser leur imposer en catimini une union politique ? Pourquoi refuser un débat qui n'était pas médiocre et aurait opposé les tenants des nations, des identités souveraines, dans un dialogue respectable, avec les défenseurs des abandons de souverainetés au profit d'une entité européenne fédérale ?

Mais pour cela, il fallait sortir de la prévention contre la démocratie qui habite en réalité nos élites technocratiques, et ne pas considérer les souverainistes européens comme des « crypto-fascistes » ou des imbéciles attardés, mais bien comme les défenseurs d'une ligne politique respectable.

Je suis opposée à cette Europe fédérale, mais je respecte, moi, les tenants sincères de la construction européenne s'ils l'assument dans la clarté et en acceptent les conséquences dans le cadre du libre-échange généralisé.

Mais la création de l'euro servait aussi un autre projet : les tenants du libéralisme mondialisé considéraient que la

France était à la fois un mauvais exemple et un obstacle au projet mondialiste.

La France, avec son économie mixte, son État influent limitant le libre jeu des puissances économiques, sa législation sociale protectrice et son salaire minimum, ses services publics « coûteux », son école et sa fonction publique « non rentables », son système de santé généreux, ses grands monopoles du gaz, de l'électricité, des transports, de la Poste soustraits au règne du système marchand, était très loin de l'idéal rêvé par les ultralibéraux. La France était le mauvais élève de la classe à l'école du mondialisme.

Car plutôt que le chômage, la baisse du niveau de vie, la destruction des services publics et de l'école et les délocalisations, elle choisissait la dévaluation compétitive. C'était la monnaie qui était, pour nous depuis toujours, la variable d'ajustement. Ainsi pouvions-nous conserver notre industrie, puisque par l'acte de dévaluer nos produits redevaient compétitifs, et les produits importés plus chers, ce qui en limitait leur expansion.

Cette situation était bien évidemment favorisée par la géniale intuition du Général de Gaulle qui avait entamé une politique d'indépendance énergétique fondée sur le développement accéléré du nucléaire.

Inacceptable politique, inadmissible position de principe qui choisit le travail et le bien-être des Hommes plutôt que l'adoration du taux de change et la préservation de la rente, le niveau de vie plutôt que les cours de bourse, qui met en réalité l'économie au service de l'Homme et non l'Homme au service de l'économie !

Bien sûr, cette économie devait être réformée progressivement, pour la mettre en mesure de s'insérer sans trop de heurts dans le développement accéléré du commerce international.

Bien sûr, cette politique organisée à l'époque autour de quelques grandes sociétés exportatrices et d'une agriculture puissante ne mesurait pas suffisamment l'importance du secteur des PME pour l'économie nationale. Bien sûr, la réduction des inégalités sociales et culturelles semblait à l'époque ne pas progresser assez vite... Mais la comparaison paraît très cruelle avec la situation actuelle où l'ascenseur social est bloqué pour de bon, et le descenseur social s'est mis en marche, malgré l'ensemble des prétendues réformes de démocratisation de l'enseignement.

Mais ce n'était pas de ces améliorations nécessaires dont il s'agissait pour les tenants du projet mondialiste. Il fallait ouvrir l'ensemble de notre économie nationale au capitalisme mondialisé. Et quoi de mieux, pour ce faire, que d'arrimer d'abord la monnaie française au mark allemand dans le SME. En Europe, le mark était une monnaie forte et le franc une monnaie faible, et cela en raison des niveaux de développement respectifs de nos économies. Ce fut fait en 1979 par Giscard. D'un seul coup, nos produits se renchérirent à l'exportation de 20 à 30 %. L'augmentation mécanique de nos produits, et donc leur difficulté à être exportés, permit de diffuser à l'envi l'idée, devenue vérité d'Évangile ensuite, que les travailleurs français étaient trop payés, nos coûts de production trop importants et qu'évidemment la protection sociale dont bénéficiait l'ensemble de la population française était un obstacle à la compétitivité.

L'entrée dans l'euro accéléra ensuite le phénomène qui, appuyé sur l'ouverture généralisée des frontières exposant nos produits à la concurrence de ceux des pays à bas coûts de production, vit dans le même mouvement le chômage augmenter, la protection sociale diminuer, et les délocalisations se succéder.

Formidable projet qui a été, comme vous le voyez, mené à son terme par la droite des affaires, celle des Giscard, Sarkozy et consorts, en association avec la gauche socialiste, ce qui n'est pas surprenant tant l'une s'est rapprochée de l'autre via les lobbies d'affaires, mais avec aussi le concours d'intellectuels de gauche et de partis de l'extrême gauche, ce qui est chose plus surprenante, mais que je tenterai d'expliquer dans la suite de ce livre...

L'euro a bien entendu été à la hauteur des craintes exprimées par ses détracteurs : Jean-Marie Le Pen, mais aussi Philippe Séguin, Philippe de Villiers, Jean-Pierre Chevènement, Jimmy Goldsmith, Jean-Jacques Rosa, Philippe Villin, etc.

D'un point de vue économique d'abord : au lieu de faire converger les économies comme le croyaient béatement ses promoteurs, il les a fait diverger en raison de l'impossibilité pour les économies moins productives de dévaluer, et donc de compenser leur écart de compétitivité. Il a permis de financer à crédit des investissements peu productifs en raison des taux d'intérêt artificiellement bas dont ont bénéficié les partenaires de l'Allemagne au sein de la zone euro. Il a créé des déséquilibres commerciaux gigantesques au sein de la zone, au profit quasi exclusif de l'Allemagne, et au détriment

des autres pays qu'il mène peu à peu vers la ruine. Ce faisant, au lieu d'assurer une plus grande cohésion et d'avoir le rôle pacificateur annoncé, il a eu l'effet inverse, accroissant à la fois les conflits entre membres de la zone euro (voir la vague de critiques envers l'Allemagne qui a suivi le sommet européen du 9 décembre 2011) et les tensions entre les pays de la zone et ceux qui n'en sont pas membres (voir la polémique avec le Royaume-Uni, consécutive au même sommet). Il a créé une machine infernale, un engrenage de déséquilibres et de déficits, comblés par toujours plus de dette et de déficit.

D'un point de vue social ensuite : en faisant une idole du cours de la monnaie, en lui sacrifiant pendant des années, comme à un Moloch jamais rassasié, la souffrance des familles de chômeurs et l'avenir de millions de jeunes européens, les mercantilistes qui ont présidé à la création de l'euro porteront une lourde responsabilité historique.

D'un point de vue politique enfin : comme le rappelle ci-dessus Hans-Olaf Henkel, les hommes politiques européens ont allègrement et durablement violé le Traité de Maastricht qui imposait des plafonds en matière de déficit et d'endettement (rendant le débat actuel sur la « règle d'or » parfaitement surréaliste), et interdisait par principe de renflouer les pays en difficulté.

Ce faisant, ils ont violé le mandat que les peuples leur avaient confié, en adoptant le Traité par référendum. À cette forfaiture s'ajoute celle qui a consisté, lors de ces référendums, à ne pas dévoiler leurs intentions véritables quant à l'utilisation de l'euro comme déclencheur d'un engrenage vers l'unification politique.

Puis est venu le putsch perpétré au nom de l'euro contre la Grèce, le Portugal, l'Italie, mais aussi contre les autres peuples de la zone, à travers les mécanismes de solidarité institués de manière non démocratique. Politiquement, l'euro est donc triplement frappé du sceau de l'infamie antidémocratique, et de cela non plus il ne se remettra pas.

La financiarisation organisée de l'économie

« Pour le capitaliste financier, le processus de production apparaît comme un simple médiateur inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. Toutes les nations capitalistes sont dès lors périodiquement saisies d'une tentation fiévreuse de faire de l'argent sans intervention du processus de production. »

Karl Marx, *Le Capital*.

« Pourquoi la décision de [voter la loi de] 1973 a-t-elle paru évidente aux gouvernants d'alors ? Pour des raisons idéologiques. [...] Le vieux fantasme selon lequel ce qui se fait en Amérique est a priori plus moderne, qui inspire tant de nos réformes, jouait déjà à plein. [...] Que les conséquences de cette loi, en particulier l'accumulation des considérables déficits actuels, aient été catastrophiques, que le système bancaire ait, dans la dernière période, tiré un avantage exorbitant de cette situation, sans doute, qu'il faille abroger cette loi, certainement [...]. Comme très souvent, les mauvaises décisions apparaissent, sur le moment, tellement évidentes qu'elles ne sont même pas matière à débat. »

Roland Hureaux, *Marianne* 2, 9 janvier 2012.

La révolution mondialiste comprend aussi un volet financier (dont l'euro, monnaie conçue par et pour les banquiers, est

partie prenante) qu'il nous faut également analyser non pas comme le résultat inéluctable d'une évolution économique naturelle, mais bien là aussi comme la résultante de choix délibérés.

Pour la France c'est une mesure, aujourd'hui oubliée mais fondamentale, qui marque le point de départ de cette révolution.

La Loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France est votée sous la présidence de Georges Pompidou mais sous l'impulsion de Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

L'article 25 de cette loi dispose que : « *le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France.* »

Cet article, repris tel depuis Maastricht dans les traités européens, interdit au Trésor public d'emprunter directement à la Banque Centrale à un taux d'intérêt faible ou nul, comme il en avait jusqu'alors le droit. Le gouvernement français perd ainsi sa faculté d'emprunt à bon marché, ou plutôt y renonce, et doit dès lors trouver d'autres sources de financement. Comment ? En empruntant à des taux d'intérêts plus élevés sur le marché international des capitaux (banques, sociétés d'assurance). Ce dispositif augmente mécaniquement depuis lors, par l'accumulation des intérêts, et des intérêts des intérêts, la dette publique de la France.

Cette réforme a simultanément eu pour effet de transférer largement aux banques privées le droit régalien de création

monétaire appartenant depuis des siècles à l'État national. Ainsi, si la nationalisation de la Banque de France opérée en 1945 n'était pas ouvertement remise en cause, la fonction régaliennne dont elle avait le monopole, la création monétaire, devint, elle, en grande partie privatisée au profit d'autres établissements.

Depuis cette loi de 1973, inscrite dans le marbre par les traités européens, les marchés et les banques bénéficient ainsi d'une sorte de rente garantie.

Notre dépendance de plus en plus forte vis-à-vis des marchés vient précisément de là. C'est à eux exclusivement qu'on peut emprunter, parce qu'ils ont un monopole et qu'ils peuvent nous soumettre leurs conditions, nous imposer des taux d'intérêt élevés.

Et cela d'autant plus facilement qu'ils s'appuient sur les agences de notation qui sont, rappelons-le, des organismes privés soumis par nature aux intérêts particuliers. Est-il paranoïaque d'imaginer des opérations d'initiés, qui permettraient à certains de connaître à l'avance la dégradation par lesdites agences de la note de tel ou tel État, facilitant ainsi des spéculations financières assurées d'être gagnantes ?

Ce soupçon est permis quand on constate que le monde de la finance s'exonère en permanence de toute responsabilité, de toute réglementation. Qu'il se fait sa propre justice, s'octroyant en permanence blanc-seing et circonstances atténuantes. Goldman Sachs, par exemple, après avoir participé au maquillage des comptes de la Grèce, s'est ensuite fait disculper de tout crime par le FMI.

Et que penser du fait que Mario Draghi, ancien associé de Goldman Sachs, « *vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs International, entreprises et dette souveraine* » devienne Président de la Banque centrale européenne ? C'est un peu comme si Bernard Tapie devenait président de la commission de déontologie du MEDEF !

Alimentée par la privatisation de la création monétaire, la montée en puissance de la finance résulte également de l'effacement de la distinction entre banques de dépôt et banques d'investissement ou de marché. Aux États-Unis, on a abrogé en 1999, le fameux *Glass-Steagall Act* adopté en 1933 pour tirer les leçons de la crise de 1929. Ce dispositif distinguait deux grands types d'activités bancaires : la banque de dépôt, qui regroupe les activités de prêt et de dépôt, et la banque d'investissement, qui pratique pour son propre compte des opérations sur titres et valeurs mobilières. Le *Glass Steagall Act* instituait entre elles une incompatibilité destinée à protéger les dépôts des épargnants des risques générés par les activités spéculatives de la banque d'investissement, et à empêcher que les banques puissent financer avec des moyens considérables et presque infinis leurs opérations de spéculation en les adossant aux dépôts des particuliers et des entreprises.

Cette loi prudentielle subissait depuis les années soixante-dix les assauts de la communauté financière. Elle fut abrogée sous la présidence du démocrate Clinton en 1999, ouvrant la voie aux mégafusions bancaires et au développement effréné des activités de marché.

Soyons justes : pour une fois, la France était en avance sur l'Amérique, et de quinze ans encore, puisque dès 1984, sous

la présidence de François Mitterrand (et avec l'impulsion de Jacques Delors, icône économique de la gauche), le gouvernement socialiste mit fin à la spécialisation bancaire qui était la règle depuis 1945, permettant ainsi aux grandes banques devenues « universelles » de prendre en otage les dépôts des épargnants.

On en a vu la conséquence dans le dossier Dexia, privatisée dans l'ambiguïté en 1993 mais sauvée en 2011 à grand renfort d'argent public franco-belge, après des années de dérive insensée et d'enrichissement considérable de ses dirigeants. En effet, si Dexia n'est pas une banque de dépôt en France, elle est une importante banque de dépôt en Belgique, ce qui interdisait aux pouvoirs publics de se désintéresser de son sort.

Mais la dérégulation du système financier a bien d'autres aspects sombres.

Depuis le « Big Bang » financier des années quatre-vingt, les banques ont créé un univers de produits dérivés qui a échappé de manière croissante aux marchés réglementés, avec la bénédiction des gouvernements imprégnés de la religion du « marché autorégulateur ». En 1999, la présidente de la Commission américaine de supervision des marchés dérivés démissionna pour protester contre une loi qui interdisait à son administration de réglementer ces produits « hors marché ». Nous en payons le prix aujourd'hui avec l'explosion incontrôlée des « *Credit Default Swaps* » et autres engagements hors bilan des banques.

Pour échapper aux réglementations, les banques ont aussi largement déplacé leurs activités à risques dans la sphère du

« *shadow banking* », la banque de l'ombre, peu ou pas réglementée. Les régulateurs avaient parfaitement la possibilité de le leur interdire ; noyautés par le lobby bancaire, ils ont obligeamment laissé faire.

Aujourd'hui, le marché des produits dérivés, c'est-à-dire des contrats financiers de couverture, le plus souvent spéculatifs, représente plus de 100 000 milliards de dollars sur les marchés organisés et 520 000 milliards de dollars sur le marché de gré à gré.

Le simple bon sens conduit à comparer la richesse réelle produite par l'économie du monde, soit 56 000 milliards de dollars, avec des flux financiers déconnectés de cette réalité et qui représentent dix ou quinze fois sa valeur réelle, soit aux environs de 800 000 milliards de dollars.

Voilà le terrain de jeu des traders, des spéculateurs des gérants de *hedge-funds*, des patrons de banques d'investissement !

Comment, dans ces conditions, la spéculation – qui s'applique à des masses financières incomparablement supérieures à la production physique de richesses – ne pourrait-elle déséquilibrer l'économie réelle ?

Voilà pourquoi les sacrifices demandés à la Grèce, les quelques milliards d'euros économisés au prix de grandes souffrances du peuple grec, ne servent à rien.

Voilà pourquoi le Fonds européen de solidarité financière (FESF) dont la force de frappe est passée à 400 milliards d'euros, soit 0,05 % des masses financières spéculatives en circulation, est risible.

Un froncement de sourcil d'un confrère de Jérôme Kerviel, et le FESF est asséché en quelques jours, en quelques heures...

Autant vider l'océan avec un dé à coudre ou opposer un mur de sable de deux centimètres de haut au tsunami de Fukushima...

Ces amoncellements de flux financiers, dont les montants défient l'imagination et semblent relever d'un monde virtuel fou, sont pourtant bien à l'œuvre, et ont un impact sur le cours de nos existences de tous les jours.

Les *hedge-funds*, les sociétés de capital investissement, les activités spéculatives des banques d'affaires, les placements immobiliers à risques hors bilan, représenteraient selon une étude de la Banque fédérale de New York 16 000 milliards de dollars d'actifs soit plus que les 13 000 milliards de dollars d'avoirs bancaires officiels !

Ceci en dit long sur la confiance que l'on peut accorder au bilan des banques et aux « *stress tests* ».

Sur le papier, la finance officielle des banques de dépôt et des marchés organisés est aujourd'hui relativement bien régulée mais le « *shadow banking* », la taille excessive des banques dites universelles, les conflits d'intérêts entre activités de dépôt et spéculation financière, la persistance des paradis fiscaux, l'envolée des bonus et les transgressions des règles de bonne gouvernance restent autant de « trous noirs » de la finance mondiale.

Cela peut inquiéter, et je rappelle que les anciens dirigeants de Goldman Sachs, établissement qui a été mis en cause à de nombreuses reprises par la justice fédérale des États-Unis, sont aujourd'hui aux manettes de la Banque centrale européenne, de l'Italie et de la Grèce.

Quand à la direction de Goldman Sachs en Europe, dont le recrutement mêle dans « un cercle magique » d'anciens commissaires européens, des responsables du Trésor recrutés pour leur entregent et leur familiarité avec tous les rouages du pouvoir, elle est une puissance crainte et respectée.

Voilà comment s'est constituée une classe de profiteurs du système, composée de spéculateurs de tous ordres, jouant à partir d'ordinateurs des sommes faramineuses qui ne se rattachent que de très loin à l'activité économique réelle. Par un effet de contamination, cette finance spéculative a infecté le monde, et ce d'autant plus rapidement que la dérégulation permettait le développement sans contrôle et sans frontière de la maladie.

La dérégulation libérale se révélait d'autant plus grave que ces techniques, ces « leviers » ces « *hedge-funds* », par contre-coup, ont affecté les activités de production, ravalées au rôle de « sous-jacent ».

L'industriel, le commerçant, l'agriculteur, le pêcheur – on spéculé sur tout dans le casino mondial – ne servent plus que de socle à la création de produits financiers sophistiqués.

C'est le financier qui domine, et la grille des rémunérations, l'importance des bonus et des primes de tous ordres illus-

trent s'il en était besoin ces constatations. Les élèves les plus brillants des écoles d'ingénieurs désertent l'industrie et la recherche pour une carrière – courte mais ô combien lucrative – de trader.

Un *Cahier du Monde* n° 20794 daté du 29 novembre 2011 et titré « Un nœud de cent quarante-sept sociétés au cœur de l'économie », illustre parfaitement ce que je veux dire.

Il relate une étude qui montre que sept cent trente-sept firmes détiennent des participations dans les quarante-trois mille plus grandes entreprises mondiales et contrôlent ainsi 80 % de la valeur produite par ces entreprises. Plus précisément, cent quarante-sept firmes, sur ces sept cent trente-sept, contrôlent 40 % de la valeur totale produite.

Les trois quarts de ces firmes appartiennent au secteur financier et elles sont liées les unes aux autres par des participations croisées ce qui en fait une « *super-entité économique dans le réseau global des grandes sociétés* », selon les économistes auteurs de l'étude.

Pour les auteurs de l'étude, ce résultat « *soulève au moins deux questions (...) fondamentales pour la compréhension du fonctionnement de notre économie : premièrement, quelles sont les implications pour la stabilité financière mondiale ? (...) Deuxièmement, quelles sont les implications pour la concurrence sur les marchés ?* »

Une très grande partie de ces établissements financiers ne sont que les gérants du capital détenu par d'autres, puisqu'ils ne font qu'administrer avec risques des actions qui appar-

tiennent en grande partie aux épargnants. Naturellement, c'est ceux qui gèrent ces fonds qui gouvernent, et non les petits épargnants dont les actifs sont utilisés pour spéculer.

La très grande majorité des épargnants qui détiennent des actions en direct – ils sont d'ailleurs de plus en plus rares – donnent leur pouvoir au conseil d'administration de la société dont ils sont actionnaires. Quant aux autres, l'immense majorité, ils détiennent des actions via des fonds (SICAV, fonds communs de placement et autres fonds d'investissement), eux-mêmes détenus par les sociétés d'assurance-vie ou d'autres gestionnaires.

C'est donc le gestionnaire qui participe à l'élection du conseil d'administration, où il va élire les gens qu'il côtoie depuis l'école, puisqu'ils se sont assis sur les mêmes bancs des écoles supérieures, et qu'ils partagent les mêmes valeurs, celle du capitalisme financier mondialisé !

Il n'est nul besoin de croire à un complot organisé, ou à des sociétés secrètes : il y a une naturelle collusion économique et sociale qui se déploie, et elle est due à l'interpénétration permanente entre groupes de dirigeants. Ceux-ci passent sans cesse de la banque à l'assurance, de la société industrielle ou commerciale aux cabinets ministériels, gouvernant alternativement entreprises et organisations étatiques.

Cette vérité, la constitution à l'échelle mondiale d'une hyper-classe, dont les caractéristiques ont bien été mises en évidence par Jacques Attali par exemple, n'est pourtant pas évidente pour tous.

Ainsi, le journaliste du *Monde*, Antoine Reverchon considère, lui, que cette forte concentration du réseau de détention ne refléterait pas un système de contrôle des entreprises par la finance mais le simple fonctionnement moutonnier et « naturel » des marchés financiers visant à « minimiser les risques » : « *Les investisseurs, pour minimiser le risque, préfèrent suivre le flux des investissements déjà réalisés. La concentration de l'activité financière autour de quelques acteurs est donc "naturelle" puisqu'elle permet de limiter les transactions, de renforcer la confiance mutuelle et les intérêts communs de partager les risques et de bloquer les prises de contrôle inamicales* ».

Ainsi, ce comportement de concentration, d'interpénétration des entreprises, cette constitution d'une caste aux intérêts patrimoniaux communs et qui appréhende une part toujours plus importante de la richesse mondiale est « naturelle ».

Voilà donc un journal de gauche reconnu qui accepte sans états d'âme l'idéologie dominante, ou en tout cas la décrit complaisamment, et accrédite le prétendu caractère « naturel » et vertueux de ce système de concentration et de contrôle, et par là même dissuade de contester ce système, donc de le combattre et de le changer.

Ceux qui veulent nous faire croire que cette situation est d'une nature aussi immuable que la descente des rivières de leur source vers la mer ne veulent pas de changement, parce que la situation actuelle les satisfait.

Pour les acteurs du système, toute remise en cause des mécanismes de la mondialisation oblige à reconnaître soit qu'ils se

sont trompés depuis plus de quarante ans, soit qu'ils se sont mis au service de cette prédominance de la finance sur le monde de la production, qu'ils ont organisé, toutes vertueuses consciences de gauche ou de droite qu'ils sont, la mise de l'Homme au service de l'économie, qu'ils ont favorisé cette explosion des inégalités comme élément de destruction des États nationaux républicains et démocratiques, où l'État influent et stratège limite au contraire la cupidité des puissants et protège les faibles.

La dette publique, une bonne affaire mondialiste

« L'Europe n'a aucune dette. Ce sont les États, donc les cantons européens qui ont des dettes. Donc nous ne nous trouvons pas dans une situation si mauvaise. »

Jacques Attali, Télévision Suisse Romande, 5 janvier 2011.

« La montée de la dette publique, en France et dans de nombreux pays européens [...] provient largement non pas d'une tendance à la hausse des dépenses publiques – puisqu'au contraire celles-ci, en proportion du PIB, sont stables ou en baisse dans l'Union européenne depuis le début des années 1990 – mais de l'effritement des recettes publiques, du fait de la faiblesse de la croissance économique sur la période, et de la contre-révolution fiscale menée par la plupart des gouvernements depuis vingt-cinq ans. »

Philippe Askenazy *et al.*, « Manifeste d'économistes atterrés », 2010.

La dette publique de la France a connu une croissance continue depuis 1973. Comme nous l'avons vu, c'est précisément

depuis cette date que la France ne peut plus bénéficier d'avances sans intérêt de la Banque centrale mais doit s'endetter, moyennant intérêt, auprès des institutions financières. Ces intérêts ont eux-mêmes été financés par de nouvelles dettes, qui portent elles-mêmes intérêt, et aujourd'hui le montant total de la dette de l'État (1 700 milliards) est à peu près équivalent au montant des intérêts payés depuis quarante ans (1 400 milliards).

Le montant d'intérêts payés chaque année sur la dette publique de la France (50 milliards d'euros) absorbe la totalité du produit de l'impôt sur le revenu.

Sans doute la loi de 1973 avait-elle été votée en prenant pour hypothèse que la France ne se financerait plus par la dette. Cela n'a malheureusement pas été le cas.

Cette situation provient non pas, comme on voudrait nous le faire croire, du fait que les Français « vivent au-dessus de leurs moyens » mais des politiques ultralibérales menées :

- effondrement des recettes dû principalement à la baisse en termes réels du PIB par habitant, provoquée par les mesures de politique économique évoquées plus haut (libre-échange, euro fort) et aux exonérations fiscales accordées aux grandes entreprises et aux Français les plus riches ;

- augmentation des besoins résultant de l'explosion des inégalités, de la précarité et du chômage, ainsi que de la non-maîtrise de l'immigration.

- à cette augmentation du déficit primaire s'ajoute, en raison de la loi de 1973 le poids croissant des intérêts, qui sont payés grâce à la souscription de nouvelles dettes.

Ainsi, selon le FMI, le PIB par habitant en France n'est que de 41 000 dollars, alors qu'il est de 47 000 dollars aux États-

Unis, 49 000 dollars en Suède, de 56 000 dollars au Danemark, de 67 000 dollars en Suisse et de 84 000 dollars en Norvège. Il suffirait d'augmenter notre PIB par habitant de 15 % pour rétablir notre équilibre budgétaire primaire.

Pour les plus riches, bénéficiaires de la mondialisation, cette politique représente un double gros lot : les économies d'impôt réalisées grâce à la politique fiscale en leur faveur du gouvernement peuvent être investies dans la « rente » que représente la dette publique.

L'organisation européenne de Bruxelles, avant-garde du mondialisme

« L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement « une politique », au sens le plus large du mot, nationale et internationale. Si la France est prête à opérer son redressement dans le cadre d'une coopération fraternelle avec les autres pays européens, elle n'admettra pas que les voies et moyens de son redressement lui soient imposés de l'extérieur, même sous le couvert de mécanismes automatiques. »

Pierre Mendès-France, discours à l'Assemblée nationale, 18 janvier 1957.

« L'Union européenne est ce qu'on pourrait appeler le premier empire non impérial. »

Jose Manuel Barroso, président de la Commission européenne, conférence de presse à Strasbourg le 10 juillet 2007.

« C'est un échec absolu. Tous ceux qui comme moi ont cru qu'on allait remettre de la politique se sont faits rouler. C'est Chevènement qui avait raison. C'est le contraire qui s'est passé ; on a ouvert en grand le pouvoir absolu de la finance. »

Jean-Luc Mélenchon (au sujet du Traité de Maastricht), BFM TV, 18 décembre 2011.

« Comment le président de la République peut-il décider seul, alors que le peuple français a juridiquement rejeté l'intégralité du traité [constitutionnel européen], de faire cependant ratifier par voie parlementaire la majeure partie des dispositions qu'il contenait ? [...] Le terme qui vient à l'esprit pour désigner le mépris présidentiel de la volonté populaire est évidemment celui de haute trahison. »

Anne-Marie Le Pourhiet, professeur de droit constitutionnel, *Marianne*, 9 octobre 2007.

Si Jean-Luc Mélenchon ne pousse pas l'examen de conscience jusqu'à reconnaître honnêtement que Jean-Marie Le Pen aussi avait raison au sujet de Maastricht, du moins a-t-il l'élégance, si rare en politique, de reconnaître publiquement qu'il s'est trompé. En tirera-t-il les conséquences pour rejoindre le camp des opposants au projet fédéraliste européen qui met les nations européennes à la merci du pouvoir financier et des lobbies ?

Ces opposants sont encore trop rares : au-delà des faux-semblants des campagnes électorales, l'« organisation de

Bruxelles » (comme l'appelait Maurice Allais pour la distinguer de la belle idée européenne), est un consensus absolu entre tous les partis du système au pouvoir. Point n'est besoin de retracer cinquante ans de « construction » européenne pour s'apercevoir que gauche et droite ont œuvré sur ce point main dans la main. Souvenons-nous du référendum sur la Constitution européenne en 2005. Le Parti socialiste, l'UMP, les Verts : tous firent campagne activement pour le « oui ».

En 1988, Jacques Delors avait annoncé que « *dans dix ans, 80 % de la législation économique, peut-être même fiscale et sociale, applicable dans les États-membres sera d'origine communautaire* ». Nous y sommes aujourd'hui, et pas seulement dans le domaine économique. Quant à la législation fiscale, l'harmonisation budgétaire voulue pour sauver l'euro devra, si elle est mise en œuvre, enlever dans ce domaine leur autonomie aux États membres, les privant de leur souveraineté en matière de politique budgétaire après les en avoir privés en matière de politique monétaire.

Pour ce qui est du social, l'harmonisation souhaitée par M. Mélenchon est contenue en germe dans les derniers sommets européens, mais pas dans le sens, hélas, qu'il espérait : par le bas, et non pas le haut.

Au parlement européen, une étude réalisée en 2009 a démontré que les eurodéputés français, de gauche comme de droite, votent ensemble 97 % des textes qui leur sont soumis. Le système européen, est une des meilleures manifestations de l'idéologie du mondialisme, dont elle concentre toutes les caractéristiques. Par ses directives et ses règlements,

l'Union européenne est en effet une machine à imposer le libre-échange et l'ultralibéralisme, et à affaiblir en ce sens les États, via une politique de concurrence extrêmement rigide et une politique monétaire qui se fait sans eux. En deux décennies, l'ensemble des services publics auront été libéralisés sous la pression européenne : transport aérien, énergie, courrier, rail... Les traités imposent le libre-échange non seulement entre les États membres, ce qui est déjà folie quand on est vingt-sept, mais aussi, les citoyens le savent moins, avec l'ensemble des autres pays du monde ! Le libre-échange, la dissolution des frontières de l'Europe ont ainsi été inscrits dans l'ADN des institutions européennes. Ils placent nos travailleurs dans une situation de concurrence mondiale où ils sont désarmés, et font pression à la baisse sur les salaires. En compétition avec l'ouvrier chinois, l'ouvrier français n'a plus qu'à se soumettre ou à se voir démettre de son poste. Et ce qui est vrai de l'ouvrier le devient pour l'ingénieur, l'informaticien, le comptable, bientôt le médecin ou l'avocat.

Autre magnifique manifestation de l'idéologie mondialiste, la façon dont l'Union européenne entend façonner un homme nouveau, uniforme dans ses goûts, et arraché progressivement à sa culture nationale. Les produits proposés aux consommateurs sont ainsi sur tout le territoire de l'Union standardisés, et souvent au passage aseptisés, dans le but exclusif de permettre aux multinationales de réaliser des économies d'échelle, en vendant partout la même chose sur le territoire de ce qu'on nomme à Bruxelles « le Grand Marché » – entendez nos pays.

Les langues nationales sont également victimes d'une offensive de grande envergure en faveur de la généralisation de l'anglo-américain. Le français déserte peu à peu les institutions européennes, au profit de « l'idiome commun ». Un journaliste du *Monde* évoquait il y a peu les points presse quotidiens de la Commission européenne, au cours desquels nombre de fonctionnaires européens, « *par conviction, distraction ou incapacité* », évitent l'usage du français, pourtant l'une des deux langues officielles de cette séance. Le brevet européen, accepté par le gouvernement français en 2007 contrairement aux recommandations de l'Académie française, interdit désormais aux États européens d'exiger la traduction dans leur langue nationale de l'intégralité des brevets déposés chez eux.

Façonnée à travers les âges, reflet d'une Histoire, socle du génie national, la langue est pourtant au cœur d'une culture et d'une civilisation. Les coups très durs portés au français, au bénéfice d'un dialecte constitué de trois cents mots anglo-américains, ne résultent pas seulement d'une logique d'efficacité à moindre coût, mais participent de l'offensive mondialiste de destruction des identités.

Enfin, l'Europe de Bruxelles accélère l'avènement de l'idéologie mondialiste hostile aux nations en détruisant peu à peu les démocraties nationales, et ce faisant la démocratie tout court. Le « déficit démocratique » de l'Union européenne, pour le dire avec les mots doux du système, est bien connu, souvent déploré, mais jamais corrigé.

Bien au contraire, traité après traité, et Lisbonne n'échappe pas à la règle, on déshabille les États, là où les peuples exercent leur droit souverain par leur vote, au profit de la super-

structure bruxelloise : les domaines de compétence de l'Union ne cessent de s'accroître. Quatre-vingts pour cent des lois votées en France ne sont désormais que la transposition au mot près de directives conçues dans des bureaux de la Commission, mais personne ne s'en offusque.

Le Traité de Lisbonne constitue d'ailleurs un sommet indépassable du déni de démocratie, puisque le Président de la République, en le signant, et les parlementaires, en le ratifiant gauche et droite réunies, ont en toute conscience violé la volonté souveraine exprimée deux ans plus tôt par le vote populaire. Comme si un conseil d'administration passait outre sciemment à une résolution votée par l'assemblée générale des actionnaires. Que doivent faire les actionnaires si une telle situation se présente, mis à part révoquer le conseil à l'assemblée générale suivante ?

La Cour de justice européenne de Luxembourg, quant à elle, joue au législateur, confiant par exemple à l'Europe par un arrêt du 13 septembre 2005 des compétences pénales, au cœur d'un des derniers domaines régaliens et au mépris de l'esprit des traités. Et pas un « démocrate » ne lui réclame des explications...

Sans parler du poids des quinze mille lobbies qui ont littéralement colonisé la ville de Bruxelles, au point que celle-ci est devenue la capitale mondiale du lobbying, et qui inondent la Commission de notes et d'études (dans le meilleur des cas) pour influencer les directives en préparation. Intermédiaires des grandes multinationales, des banques et des autres acteurs de l'hypercapitalisme mondialisé, il va s'en dire qu'ils n'ont pas l'intérêt général comme première préoccupation...

Et pourtant on les écoute plus que partout ailleurs, au point que certains observateurs évoquent une « cogestion » de fait de l'Europe entre la Commission et ces puissants groupes privés, souvent américains.

La course à l'Europe supranationale suivie par la gauche et la droite depuis plus de vingt ans s'inscrit donc pleinement dans l'idéologie mondialiste. La politique en matière d'immigration en est une autre illustration.

L'immigration, offensive économique et culturelle du mondialisme

« Si le mouvement des capitaux et des biens peut à première vue ne pas paraître toucher aux concepts de Nation et de Patrie, il n'en est pas de même pour les migrations de population. [...]

Lorsque nous sommes menacés par le chômage ou lorsqu'il s'en produit dans notre pays, l'afflux de chômeurs venus du dehors et susceptibles, souvent, d'accepter des salaires sensiblement inférieurs à ceux qui sont pratiqués dans notre pays est évidemment de nature à provoquer des contrecoups et des difficultés que nous avons intérêt à éviter. [...]

Le traité doit donc nous donner des garanties [...]. Parmi ces garanties figurent le droit, que nous devons conserver, de limiter l'immigration en France, surtout lorsque la conjoncture économique le rendra nécessaire, et des sauvegardes contre le risque d'un chômage et d'un abaissement du niveau de vie importés du dehors. »

Pierre Mendès-France, discours à l'Assemblée nationale, 18 janvier 1957. *Journal officiel de la République française*, 19 janvier 1957, n° 3, pp. 159-166.

L'immigration est un point fondamental de convergence entre les gouvernements successifs depuis des lustres. On estime que ces trente dernières années, dix millions d'immigrés sont entrés dans notre pays. Au-delà des discours plus ou moins fermes selon les périodes, les grands équilibres de cette politique sont toujours les mêmes : accueil de nombreux immigrés (quatre-vingt-dix-sept mille par an selon l'INSEE en 2000, sous Lionel Jospin, et cent trente-cinq mille en 2005, alors que Nicolas Sarkozy était place Beauvau ; plus de deux cent mille aujourd'hui), cent mille à cent cinquante mille naturalisations chaque année selon l'INSEE toujours, sans compter les régularisations effectuées massivement au cas par cas.

Quand Lionel Jospin reconduit à la frontière une vingtaine d'Afghans dans leur pays en 2001, personne n'en parle. Quand Éric Besson ou Claude Guéant font la même chose avec neuf ou dix personnes, ils prennent soin de bénéficier d'une très large couverture médiatique. Mais derrière l'esbroufe électorale, la réalité est exactement la même.

Alors pourquoi l'immigration de masse dans notre pays depuis trente ans ? Qu'est-ce qui justifie qu'un pays accablé de dettes et confronté à un chômage endémique ouvre à ce point ses frontières, et persiste même en période de crise ? On ne peut le comprendre si on ignore que l'immigration est d'abord une arme économique, au service du grand patronat.

On se souvient des confessions du président Pompidou, qui reconnaissait avoir engagé la France dans une politique très large d'accueil des immigrés sous la pression des grands patrons, désireux de pouvoir bénéficier d'une main-d'œuvre

docile et bon marché. L'industrie était à l'époque la seule concernée, mais ce sont aujourd'hui l'ensemble des secteurs de notre économie qui doivent faire face à cette concurrence venue de l'extérieur. L'immigration, régulière ou pas, a pour principal objectif de faire pression à la baisse sur les salaires. C'est en cela qu'elle sert le projet mondialiste dans son volet économique et social. Ce qui peut être délocalisé l'est progressivement, grâce à l'ouverture des frontières, ce qui ne peut techniquement pas l'être, comme la restauration ou le BTP, est soumis à l'immigration massive, sorte de « délocalisation domestique » : ce n'est pas l'usine ou le chantier qui se déplace vers le travailleur étranger à bas coûts, mais cet étranger qu'on fait venir en France, pour concurrencer le travailleur français et maintenir bas les salaires.

Certains répondent que l'immigration permet de fournir de la main-d'œuvre aux secteurs peu attractifs qui en manquent, comme le bâtiment par exemple. Ce raisonnement est à courte vue. Il néglige en effet la raison fondamentale pour laquelle les métiers manuels attirent peu : la faiblesse des salaires qu'ils proposent. C'est parce qu'il y a cette réserve de l'immigration que le patronat n'est pas obligé de les revaloriser.

Destinée d'abord à limiter les hausses de salaires et les revendications sociales des ouvriers européens, l'importation de centaines de milliers de travailleurs sous-qualifiés et sous-payés s'est progressivement transformée, par le biais du regroupement familial, voulu conjointement par la gauche et par la droite, en une immigration de peuplement.

Cette politique traduit la volonté clairement exprimée par les dirigeants européens de combler un déficit de population

qu'ils estiment en Europe à 56 millions d'habitants d'ici 2050.

Je rappelle pour mémoire que les « experts économiques », dès les années soixante-dix, considéraient qu'une des raisons de la crise économique d'alors était notre démographie « trop dynamique » et que le chômage résultait de l'importance des générations issues du *baby-boom* de l'après-guerre et qui arrivaient alors sur le marché du travail. Arguments d'ailleurs repris récemment par le ministre Frédéric Lefebvre qui a expliqué les difficultés du gouvernement à faire baisser le chômage par « *notre taux de natalité beaucoup plus important que d'autre pays* ».

Très rapidement d'ailleurs, conformément à cette analyse, la politique familiale se dégradait avec une baisse constante des allocations familiales (désindexées de l'inflation depuis cette année) et une volonté farouche de favoriser le travail féminin sans pour autant l'organiser, pour permettre les possibilités de concilier travail et désir d'enfant.

Là encore, les contradictions du système se manifestent clairement.

Comment concilier l'affirmation que nous nous étions trop nombreux pour les postes à occuper avec l'importation massive de travailleurs immigrés, très rapidement assortie de l'arrivée de leurs familles ?

Ces contradictions ne sont qu'apparentes et là aussi elles ne sont que la suite logique de choix politiques et économiques et non pas le fait d'une fatalité historique. Cette immigra-

tion, qui va permettre à la fois la maîtrise des salaires et le contrôle des revendications sociales dans notre pays, a été voulue pour permettre de restaurer le taux de profit qui avait baissé en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

C'est clairement la réponse des financiers, des actionnaires et des banquiers à l'ensemble des concessions qu'ils avaient dû faire sur la base du programme du Conseil national de la Résistance et qui, je le rappelle, avait permis les Trente Glorieuses et l'immense progrès économique et social qui en découla.

À cet instant de mon propos je ne résiste pas au plaisir de vous livrer les analyses et les démonstrations de l'extrême gauche la plus radicale, la vraie, pas celle des bobos de Jean-Luc Mélenchon ou des jeunes bourgeois du NPA, fascinés par le lointain souvenir de cette espérance qui se leva à l'Est mais déboucha sur le totalitarisme.

Non je parle de ceux qui s'arc-boutent encore dans cette défense intransigeante des intérêts des classes populaires et ne les ont pas abandonnés – comme le recommande Terra Nova, la boîte à idées du Parti socialiste sponsorisée par Areva, Total et Microsoft.

Ces forces politiques-là, même si elles se trompent sur les solutions, partagent avec nous beaucoup d'analyses et auront comme beaucoup d'autres, leur place dans ce grand mouvement d'unité nationale que j'appelle de tous mes vœux

Dès que l'on a décrypté leur jargon parfois obscur et qu'on a surmonté les inévitables hystéries anti-américaines et anti-

sioniste, voire le traditionnel antisémitisme économique de la gauche et de l'ultra gauche, on trouve les mêmes fondements d'une opposition sociale à l'immigration.

Dans *Critique de la société de l'indistinction* (sous-titrée « Commentaires sur le fétichisme marchand et la dictature démocratique de son spectacle ») aux Éditions Révolution sociale, on peut lire : « *Les trosko-altermondialistes, en tant qu'adeptes forcés de la vénération des "sans-papiers" composent l'avant-garde de la mondialisation marchande en ce sens qu'ils sont les fourriers hystériques du processus par lequel – à partir d'une inepte fabulation, déguisée de trompeurs "bons sentiments" indistincts – la classe capitaliste pose et impose sa logique de transfert et de substitution de populations de façon que le vieux salariat européen critique soit remplacé par un peulement allogène et historiquement immature dont le seul horizon sera la boulimie marchande... On comprend dès lors que le patronat et l'État aient systématiquement décidé pour les années qui suivirent d'importer du salariat paisible et crédule d'outre Méditerranée pour faire notamment tourner tranquillement les usines automobiles [...]* ».

Tout est dit ici sur cette volonté de détruire les obstacles à la marchandisation effrénée : l'immigration n'est pas autre chose que le point ultime du libre-échange généralisé qui, après les produits, s'applique maintenant aux Hommes dans une sorte d'esclavage consenti.

Nos « républicains » de droite et de gauche ne sont en réalité que de purs esclavagistes qui, plus malin que les négriers d'hier, non seulement échappent, eux, aux condamnations

morales, mais s'offrent même le luxe de se draper dans la dignité, tout en faisant payer le voyage à ceux qu'ils exploitent aujourd'hui.

Mais l'immigration est également une arme au service du mondialisme d'un autre point de vue, identitaire.

En imposant aux Français le multiculturalisme, fruit de l'immigration de masse, on les a progressivement coupés de leur culture, cherchant à affaiblir la conscience nationale, rempart à l'édification du « village global ». L'arrivée de millions d'immigrés en quelques décennies, une première dans notre Histoire, secoue bien sûr un peuple dans ses profondeurs, et crée un malaise naturel. Elle affaiblit les anciennes solidarités et rend plus perméable le corps social au discours mondialiste. L'immigration a facilité le travail de déracinement des Français, sommés de se réjouir de cette nouvelle société, aux couleurs Benetton. Le métissage, qui devrait relever d'un choix personnel tout à fait privé, a été institutionnalisé, au point que le président de la République s'y soit déclaré favorable dans une tribune parue en 2009 dans *Le Monde*, comme s'il s'agissait d'une doctrine politique !

Le flux jamais tari de l'immigration alimente enfin le communautarisme qui, outre qu'il rompt l'égalité républicaine et alimente la guerre de tous contre tous, vise à briser l'identité collective de la nation.

Le culte de l'immigration de masse, qui sert donc les intérêts bien compris de l'hypercapitalisme transnational, a été facilité par l'engagement à son service d'associations prétendument antiracistes, comme SOS Racisme, le MRAP ou la

LICRA, cautions morales d'une politique difficilement vendable à l'opinion. Le système a trouvé cette géniale astuce de faire porter par la gauche moralisatrice et internationaliste une cause au bénéfice des puissants. Julien Dray, éminente figure du mouvement antiraciste au sein du PS, voilà qui vaut bien plus que toutes les collections de montres de luxe... Jamais ces associations n'ont dénoncé un seul acte de racisme anti-blanc, alors qu'ils sont monnaie courante désormais dans nos bus de banlieues. Elles n'ont eu de cesse de stigmatiser les discours politiques de remise en cause de l'immigration massive, les assimilant à du racisme. Ces éléments démontrent que ces associations, très liées à des partis politiques en place, remplissent une mission qui dépasse très largement leur objet social officiel.

Pour conclure sur ce sujet, je crois, n'en déplaise à nos moralistes de pacotille, m'inscrire bien plus dans la postérité de Victor Schoelcher que les adorateurs des « sans-papiers ». J'ose dire que la défense de l'immigration n'est que le masque hideux de l'esclavage moderne, de l'exploitation la plus éhontée des peuples, qu'on oppose les uns aux autres dans la confrontation d'une misère qu'on importe avec une pauvreté que l'on s'acharne à créer.

La conscience de chacun devrait être heurtée doublement : d'abord par le spectacle insupportable de familles déracinées abandonnant leur pays pour un eldorado qui n'existe plus aujourd'hui ; ensuite par le constat que cette concurrence de misères permet d'abord de peser à la baisse sur les salaires des travailleurs de notre pays, ce qui permet de maintenir le taux de profit des grandes entreprises multinationales.

La politique de nos gouvernants ne semble en réalité plus que se limiter à organiser un lent démantèlement de l'État-providence, et à remettre en cause tout notre système de protection sociale.

Mais cela permet aussi d'arracher des élites formées aux pays de départ de l'immigration, assurant ainsi le ralentissement de leur développement et le maintien de leur statut de fournisseur de « l'armée de réserve du capital ».

Si l'on rajoute à cela que ce départ de populations formées favorise le maintien de dictateurs qui retardent l'émergence de sociétés démocratiques et livrent, moyennant finances, leurs richesses naturelles aux multinationales, la boucle est bouclée.

Défendre l'immigration, c'est en réalité faire partager le maigre niveau de vie de nos concitoyens les plus démunis avec de plus pauvres qu'eux, dans une spirale baissière dont on ne voit pas aujourd'hui le fond.

Car nos élites elles, en général, ne vivent pas dans les HLM, ne bénéficient pas des aides sociales, et ne sont donc pas en concurrence avec les populations immigrées.

Là encore, qui parmi les hautes consciences morales de notre République, qui parmi les soutiens des manifestations des « sans-papiers » (appellation commode de personnes rentrés sans visa sur le territoire national, donc en contravention avec la loi, je le rappelle), qui parmi les contempteurs du Front national, qui parmi les juges qui apprécient avec un trébuchet la qualité républicaine ou non de mes propos, qui ose proposer un véritable pacte de co-développement avec les pays émergents comme le fait le Front national depuis longtemps déjà ?

En effet, pour lutter contre cette immigration déferlante, il faut certes mettre fin aux pompes aspirantes sociales qui l'encouragent, mais aussi en tarir la source. Faire l'inverse de Nicolas Sarkozy, le champion de l'immigration.

Enfoncer cette porte ouverte, sur ce sujet comme sur d'autres, est rendu chaque jour plus nécessaire, tant la politique menée par nos élites ne consiste plus qu'en de pitoyables sparadraps, appliqués comme des cache-misère, chaque fois qu'un problème surgit.

Métaphysique ultralibérale

« Je veux dire que l'invention du marché par Adam Smith procède de la théologie. [...] Il serait peut-être temps qu'on s'aperçoive que le capitalisme procède lui aussi d'une métaphysique, dont la puissance n'est plus à démontrer puisqu'elle a réussi à s'emparer du monde »

Dany-Robert Dufour, *Le Divin Marché*, Denoël, 2007.

« La mondialisation, on ne saurait trop le souligner, ne profite qu'aux multinationales. Elles en tirent d'énormes profits. »

Maurice Allais, *op. cit.*

Rappelez-vous la monarchie de droit divin de l'Ancien Régime. Elle ne se concevait pas sans l'élection par Dieu, sans le sacre de Reims, l'onction de la Sainte Ampoule. C'est l'Église catholique qui fournissait le cadre métaphysique et idéologique sur lequel elle s'appuyait.

C'est d'ailleurs à l'Église catholique que s'attaquèrent d'abord ceux qui voulurent abattre la monarchie absolue, puisqu'elle lui servait de caution idéologique.

De nos jours, le mondialisme constitue l'idéologie dominante, sur laquelle s'appuient la tyrannie de la cupidité sans limites, le pouvoir absolu des financiers et des banquiers qui dirigent le monde et font des gouvernants leurs auxiliaires. Elle a ses clercs, ses experts, les chantres du libéralisme débarrassé de toute contrainte régaliennne, du libre-échange généralisé, comme l'Ancien Régime avait ses cardinaux, ses évêques et son clergé.

Bossuet (me pardonnera-t-il cette comparaison ?), lorsqu'il écrit la *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture Sainte* pour justifier la Monarchie de droit divin, est un combattant idéologique au service de l'absolutisme monarchique.

Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, membre du Parti socialiste et prélat du libéralisme mondialisé, ne fait pas autre chose lorsqu'il affirme pour justifier la politique de son institution que « *la démondialisation est un concept. Réactionnaire. Les moteurs de la mondialisation sont le porte-conteneurs, et Internet et la technologie ne reviendra pas en arrière !* »

Que pensent les « Conti », les sidérurgistes de Gandrange et tant d'autres victimes du libre-échange de l'affirmation de M. Lamy selon laquelle « *l'ouverture du marché est une bonne chose pour tout le monde, même pour ceux qui perdent leur emploi à cause de cette ouverture* » ?

Le mondialisme, c'est donc un Évangile. Mais c'est un Évangile qui se veut scientifique, énonçant des vérités ration-

nelles absolument incontestables puisqu'elles sont devenues le dogme indépassable de la science économique. Une religion qui se prétend fondée sur la science, quoi de plus conquérant ? Seul le communisme avait eu cette prétention jusqu'ici...

Les adoreurs du communisme expliquaient que si leurs recettes ne marchaient pas, c'était qu'il n'y avait pas encore assez de communisme. De même, pour nos nouveaux « oints du Seigneur », si le mondialisme et l'ultralibéralisme ne produisent pas de résultats convaincants, c'est qu'il n'y en a pas assez. Si l'Europe ne fonctionne pas, c'est qu'il faut plus d'Europe. Si l'ouverture inconditionnelle des frontières à la concurrence n'entraîne que perte d'emplois industriels, c'est qu'il faut plus d'ouverture ; si la rigueur ne produit que spirale des déficits, c'est qu'il faut plus de rigueur.

Ainsi, dans une lettre destinée en théorie à rester secrète, adressée le 5 août 2011 à Silvio Berlusconi – alors Premier ministre italien – et qualifiée par la presse d'« incroyable diktat » (*Challenges*, 29 septembre 2011), le président de la BCE Jean-Claude Trichet exigeait-il que soient prises avant la fin septembre une série de mesures dignes des programmes les plus violents appliqués par le FMI aux États du Tiers-monde (avec les résultats que pourtant l'on sait) : libéralisation totale et privatisation des services publics locaux, allègement des contraintes en matière de licenciement, diminution des pensions de retraites, possible baisse des salaires du secteur public. Rien n'était prévu bien sûr s'agissant des revenus de l'oligarchie (les députés italiens sont les mieux payés d'Europe), ou de la perte de compétitivité de l'industrie

italienne due à l'euro, qui a déséquilibré sa balance commerciale et pesé sur ses recettes fiscales. Rien non plus concernant les moyens du renforcement de la lutte contre le crime organisé (qui représenterait selon les sources entre 5 et 10 % du PIB italien). Rien sur la lutte contre les délocalisations qui perturbent gravement l'industrie italienne, traditionnellement organisée autour de synergies entre grandes entreprises et PME.

Le mondialisme est donc la métaphysique du divin marché, au service de la nouvelle aristocratie mondiale qu'est l'hyperclasse mondialisée ; de leur doctrine, les tenants de l'ultralibéralisme mondialisé ont réussi à faire à la fois une religion et une « science ». Dès lors, ceux qui cherchent à la discuter sont à la fois des sacrilèges et des imbéciles. Malheur à celui qui dit « le roi est nu », parce qu'il ose avancer qu'il faut changer une politique ne produisant que du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat, des délocalisations et de l'insécurité, et pour finir une crise financière d'un niveau jamais atteint dans l'histoire économique du monde.

La situation que nous vivons a en effet une histoire, et résulte d'une longue évolution.

Le développement de l'économie marchande européenne à partir du XVIII^e siècle, sous l'impulsion d'une bourgeoisie commerçante et industrielle audacieuse, a stimulé le développement de la réflexion économique.

Ce sont les Physiocrates qui, à cette époque, vont poser une sorte de postulat : il existe un ordre naturel et il est le meilleur possible.

C'est l'apport essentiel des Physiocrates à la théologie libérale, dans un moment où la science était triomphante. Les hommes pensaient pouvoir expliquer toutes les lois de la Nature par l'exercice de la Raison.

Louis Baudin dans son *Précis d'histoire des doctrines économiques* le résume parfaitement : pour les Physiocrates, « *l'ordre social rentre dans l'ordre général de l'univers et l'économique est un cas particulier ou une branche de la physique qui comprenait alors la biologie. Celle-ci était au XVIII^e siècle un objet d'admiration et d'envie. Beaucoup regrettaient de ne pouvoir appliquer à l'une comme à l'autre de ces disciplines des règles et des lois dont il n'y aurait ensuite qu'à tirer les conséquences. Mais au lieu de se résigner, les Physiocrates ont réagi et ils ont intégré l'économique dans la physique. Du même coup ils en ont fait une science, ils ont fondé l'économie politique.* »

Le simple survol de l'histoire économique depuis le XVIII^e siècle suffit pourtant à démontrer surabondamment que nous sommes loin de la science.

Si l'économie était vraiment une science, si ses lois étaient aussi exactes que celle de la physique, on pourrait reproduire indéfiniment en combinant les facteurs économiques, le plein-emploi, la croissance, la fin des déficits.

Le pitoyable spectacle que nous offrent les gouvernants désarmés face à la crise financière démontre sans réserve que les prétentions scientifiques de la science économique ne sont qu'une vaste fumisterie.

Les affirmations des « experts » de l'euro par exemple sont aussi fondées scientifiquement que celle du chamane qui danse en frappant son tambourin, pensant qu'il fera tomber la pluie.

Donc cette prétendue « science » économique était censée se constituer autour de deux principes : un ordre naturel d'abord, et le libre jeu des intérêts égoïstes de l'être humain ensuite. Mais il fallait un point de rencontre pour concilier ces antagonismes et les transmuter en une finalité positive. Ce sera le Marché, la troisième personne de la trinité libérale.

C'est là qu'Adam Smith entre en scène : en 1776 dans *De la recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, il décrit comment le Marché voit se rencontrer les égoïsmes individuels d'agents économiques poursuivant aveuglément la recherche de leur plus grande satisfaction.

L'Esprit Saint, pour la théologie libérale, c'est « la main invisible » celle qui d'une masse de comportements individuels égoïstes va construire un bonheur collectif conforme à la Science et mieux encore à l'Ordre naturel.

C'est en 1874, que le principal théoricien néoclassique Léon Walras dans *Éléments d'économie pure* va donner de la « science » économique une image encore plus rationnelle, en utilisant les mathématiques pour établir des modèles de plus en plus sophistiqués. Il va s'agir de démontrer que sur un marché donné, le libre jeu de l'offre et de la demande va non seulement déterminer les décisions individuelles mais établir au plan macroéconomique un équilibre général rationnel dont découlera le meilleur ordre social possible.

Pendant longtemps, cette construction libérale s'était heurtée aux constructions idéologiques des socialistes puis, à partir de 1848, aux doctrines marxistes.

Cette confrontation entre deux écoles de pensée a abouti dans une certaine mesure à limiter les excès de ce capitalisme industriel.

Comme je le rappelais plus haut, avant les années quatre-vingt, la chose politique avait permis l'attribution, au profit des classes moyennes et populaires, d'une part croissante de la valeur ajoutée, au détriment du financier et de l'actionnaire.

La crise pétrolière de 1974 servit de prétexte à une attaque en règle contre l'économie mixte, devenue coupable de tous les maux. La chute du bloc soviétique, en précipitant la débâcle de la doctrine communisme, permit d'accélérer le processus.

C'est alors que revint au goût du jour la notion de concurrence libre et parfaite.

Ainsi, pour les économistes libéraux, les lois naturelles édictées par eux sont absolues, universelles et immuables. Le libéralisme économique, comme la démocratie, s'applique sous tous les cieux, de la même manière, à tous les hommes, avec les mêmes excellents résultats.

Ces lois, par leur stricte application et l'opération du Saint-Marché, doivent scientifiquement apporter le bonheur à tous et la paix universelle entre les hommes.

Le paradigme ultralibéral actuel porte à un degré supérieur la marque des principes originels de la religion libérale.

L'accroissement insensé des inégalités sociales dans tous les pays occidentaux développés sous l'effet de la diminution du niveau de vie, sous le prétexte que les classes moyennes et les classes populaires sont trop payées, que le travail est trop cher, s'enracine dans cette idéologie.

La destruction de l'État national, poursuivie à gauche comme à droite par cette volonté permanente de céder

toutes nos prérogatives à la technocratie européenne se justifie également par les principes de cette idéologie : il faut laisser le « citoyen libre », dégagé de la tyrannie de l'État (tyrannique surtout quand il limitait les excès du capitalisme financier ultralibéral) pour l'offrir désarmé aux sociétés multinationales, à la grande distribution, à la publicité et aux médias contrôlés par le grand capital.

En filigrane de toutes ces politiques menées depuis trente ans, il y a l'idéologie libérale, cette religion du marché, cette adoration de la libre concurrence.

Ce postulat quasi religieux du Marché a fini par s'appliquer à toutes nos économies occidentales, par le biais du libre-échange généralisé des biens et des services, par la dérégulation financière et par la libre circulation des hommes dont l'immigration déferlante est une des facettes.

Si l'on juge un arbre à ses fruits, la simple vision du monde d'aujourd'hui, subissant une crise financière d'une ampleur jamais connue, un chômage de masse qui se développe et qui s'étend, une diminution du niveau de vie qui ne cesse de s'accroître pour la majorité des gens, pendant que des fortunes indécentes se constituent ou s'accroissent, permet de dire que ce postulat était faux.

Ou que, dans la vraie vie, qui n'est pas celle des formules mathématiques, les règles du marché ont été détournées au profit de quelques-uns...

Dans la vraie vie, l'économie libérale a besoin d'un État fort et impartial, qui puisse faire respecter la règle du jeu, casser les cartels, combattre l'appropriation privée de rentes, forcer

la redistribution, assurer l'égalité et la justice, empêcher que la privatisation des profits ne soit suivie par la nationalisation des pertes grâce aux proximités entre dirigeants d'entreprises et responsables publics.

Mais il n'empêche que la fiction de la concurrence libre et parfaite, que cette idéologie du marché, a déterminé la pensée de la très grande majorité des économistes de l'après-guerre et de nos gouvernants de droite et de gauche.

Ce marché libre où fonctionnerait une concurrence libre et harmonieuse, et où s'établirait un équilibre général des prix, de l'emploi et de la monnaie, n'est à l'usage qu'une fiction. C'est un modèle théorique, une abstraction inaccessible comme le sont généralement les idéaux d'une religion, exclusivement atteints par quelques héros ou quelques saints, exemples hors de portée du commun des mortels.

La simple observation de l'économie réelle dans notre pays nous permet de considérer sans conteste que la notion du marché libre est un concept vide de sens : selon les études gouvernementales, les ententes entre les différents opérateurs industriels ou centrales d'achat représenteraient une amputation de 30 % de notre pouvoir d'achat annuel !

Il n'y a pas de semaine où les industriels, les opérateurs téléphoniques, la grande distribution, les fabricants de jouets, les cimentiers, les fabricants de verre plats, ne sont condamnés à des amendes pour avoir été pris en flagrant délit de délit d'entente.

Ce qui vous explique d'ailleurs pourquoi en situation de crise, alors que les prix des matières premières flambent, les profits des grandes sociétés augmentent.

Les grandes sociétés ne cherchent pas le marché libre et la concurrence loyale, elles recherchent le profit facile qui provient de la rente, l'exploitation bien organisée du consommateur captif au moyen d'une bonne entente sur les prix ou les parts de marché.

Quant à la notion du consommateur rationnel, elle est risible ! Le chiffre d'affaires de l'industrie publicitaire mondiale représente 500 milliards de dollars soit 1 % du PIB mondial. Et on peut douter que ces sommes colossales ne soient investies que pour chercher à nous faire acquérir des objets utiles, et à satisfaire nos véritables besoins.

Rajoutez à ces 500 milliards, les 2 000 milliards de l'industrie des médias qui n'ont de cesse que de créer des modes, des phénomènes collectifs, et vous atteindrez 5 % du PIB mondial soit, au moins pour les pays développés, un budget équivalent à celui des dépenses d'éducation.

Des forums internationaux comme la société du Mont Pèlerin, le groupe de Bilderberg ou le forum de Davos ne sont pas des lieux où se trament de sombres complots. Ce sont simplement des « *melting-pots* » d'hommes politiques de droite et de gauche, de banquiers de droite et de gauche, de patrons de droite et de gauche, qui permettent aux gagnants du système d'échanger idées et informations. Par le simple fait de la connivence de groupe, ils cultivent la même idéologie, celle de la concurrence prétendument libre et assumée sur un marché libre, et celle de la gouvernance mondiale, pour demain.

Il suffit de voir l'évolution du monde, de ses règles, de ses structures depuis les années quatre-vingt-dix pour compren-

dre que cette idéologie a été appliquée, comme je l'ai déjà dit, par les mêmes hommes qui passent alternativement de la banque au gouvernement, du gouvernement à la grande entreprise, et de la grande entreprise à la banque.

Cette politique, qui n'est qu'une parenthèse dans le courant de l'Histoire, a été théorisée, définie, organisée, voulue et appliquée.

Elle n'a bien sûr aucun rapport avec une quelconque science ou une quelconque fatalité historique.

Elle n'est que l'idéologie d'une classe dominante internationale mondialisée, qui évidemment ne peut se réformer, puisqu'elle bénéficie de la situation actuelle qui lui permet, avec souvent la meilleure conscience du monde puisqu'elle agit conformément à sa métaphysique ultralibérale (donc dans ce qui serait censé être l'intérêt général), d'augmenter sans cesse ses profits et d'aspirer toujours plus de la richesse mondiale.

Pour les prélats de cette nouvelle religion, l'équilibre général de l'économie ne pourra s'obtenir en effet que par l'organisation à l'échelle du monde d'une concurrence libre et parfaite.

Il faut donc supprimer tout ce qui pourrait gêner le libre fonctionnement du marché.

Il faut donc supprimer, du moins dans un premier temps, les monopoles de toute sorte, surtout s'ils sont publics.

Il faut supprimer toutes les barrières douanières dans le monde entier.

Il faut favoriser la libre circulation des biens et des personnes entre tous les pays producteurs.

Il faut réduire à qui a les États dont l'intervention intempestive peut rompre la belle harmonie du Marché.

Dès que ce sera mise en place cette organisation hyperlibérale, le monde connaîtra le plein-emploi, la croissance, puisque le libre jeu des forces économiques y conduit nécessairement.

Cela passe d'abord – ce qui a eu lieu – par une vague de privatisations généralisées. Les banques, les transports publics, le gaz, l'électricité : le maximum d'activités doivent être privatisées.

Les monopoles de service public sont rendus à l'initiative privée : les États protecteurs les avaient pourtant constitués pour retirer au secteur marchand, donc à la stricte logique du profit, un certain nombre de biens essentiels à l'existence des plus démunis, comme l'eau, le gaz, l'électricité.

La santé, qui pourtant touche par tous ses aspects au domaine de l'éthique, de la morale et des inégalités sociales, subit également les mêmes évolutions.

Le droit du travail et la Sécurité sociale, perçus comme d'énormes obstacles au jeu de la concurrence libre et parfaite sur le marché de l'emploi vont donc subir les mêmes assauts puisque, selon les idéologues du libéralisme, la protection sociale toujours excessive est un obstacle au libre jeu de la concurrence sur le marché du travail et donc responsable du chômage ! Il est donc dans l'intérêt de tous de la démanteler !

Les petits commerçants et leurs intermédiaires vont disparaître car dans toute l'Europe, on favorise la grande distribution qui a détruit dans notre pays à peu près quatre-vingt-dix

mille emplois directs dans le commerce, et un peu plus d'un million indirectement chez les producteurs.

Cette politique était censée, grâce à la concurrence entre les enseignes, par la réduction du nombre des intermédiaires entre le producteur de consommateurs, favoriser la baisse des prix. On voit hélas le résultat !

Vous lirez avec intérêt sur toutes ces questions, sur l'aveuglement idéologique des grandes entreprises françaises, le livre *Jusqu'ici tout va bien* d'Éric Verhaeghe, ancien membre du MEDEF.

À ce titre, je dois dire que je prends le livre écrit contre moi par Madame Parisot, présidente de ce syndicat patronal, comme un hommage indirect, et son refus de débattre avec moi comme un aveu de faiblesse.

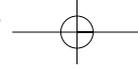
Voilà à quoi s'emploie l'Organisation mondiale du commerce, le FMI, la Commission européenne : réussir à mettre en place un système.

La réalité qui en découle vous la connaissez aussi, c'est le chômage, l'augmentation continue des prix, la baisse du niveau de vie, le démantèlement des services publics et de la protection sociale, les délocalisations et la désindustrialisation, le déficit et les hausses d'impôts.

La force du système ne repose donc plus sur son appareil de répression, sur ses gendarmes ou ses policiers. Sa force est qu'il a réussi à transformer des opinions, des idées, par nature contestables, discutables, et soumise aux aléas de l'évolution historique voire au concours des circonstances, en une « vérité scientifique » intangible.

C'est d'ailleurs pour cela que le courage qui fait défaut à nos élites, aujourd'hui incapables de dépasser ce ronron insupportable de l'économiquement correct, du politiquement correct, que le courage de dire non, ne se retrouve plus que dans la classe moyenne et chez les classes populaires, moins imprégnées du discours mondialiste et moins dépendantes du jugement de réseaux de « pairs ». C'est pour cela que ces classes moyennes et populaires, les oubliés, sont régulièrement brocardées par les penseurs qui tiennent le haut du pavé médiatique.

C'est pourquoi c'est désormais une véritable guerre idéologique qui est menée contre le peuple par ses élites.



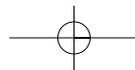
Chapitre 2

L'« Empire du Bien » est d'abord dans nos têtes

La diabolisation de la Nation

« Le marché s'installe, y compris dans nos cerveaux, obligés de comparer en permanence les prix et les services : hier les forfaits de téléphones portables, demain les abonnements au gaz, comme si notre intelligence du monde devait être absorbée par un buvard permanent de consommation permettant de rendre plus naturelle la transformation du monde en marchandise. Et puis il y a les écoles que l'on met en concurrence pour pouvoir orienter dès le plus jeune âge ses enfants vers les meilleurs lycées, qui eux-mêmes préparent aux meilleures universités. Il y a aussi les hôpitaux, les villes, les régions que l'on classe pour apprendre comment échapper au destin perdant de qui ne privilégie pas à chaque instant son salut individuel. »

Seрге Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, Fayard, 2004.



« Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. À l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître. »

Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation ».

S'agissant du phénomène de la mondialisation ultralibérale, et en raison de la diabolisation de la Nation ancrée dans leur cerveau depuis l'enfance, de nombreux hommes et femmes de valeur s'avèrent incapables de remettre en cause le système. La défense de la Nation est devenue pour eux synonyme de chauvinisme, de rejet de l'autre, de risque de guerre.

Sans doute ce « surmoi antinational » peut-il s'expliquer partiellement par les douloureux souvenirs de la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, ne peuvent-ils se souvenir que si la nation française avait été un peu moins conciliante avec Hitler en 1936, puis en 1938, de grandes souffrances auraient pu être évitées ? Ne peuvent-ils se souvenir que c'est au nom de la Nation que le Général de Gaulle s'est levé contre la capitulation ?

On conçoit une prévention antinationale chez la droite d'argent, qui a toujours cherché à affaiblir l'État pour mener ses affaires tranquillement, ou chez une école de pensée de gauche pour qui l'État est nécessairement l'auxiliaire du « Grand Capital ».

Mais chez les prétendus Gaullistes, le ralliement à l'idéologie mondialiste est proprement sidérant. Que des députés qui ont voté le Traité de Lisbonne osent se prétendre encore gaullistes, donc attachés à l'indépendance nationale, défie le sens commun.

Les intellectuels de gauche, quant à eux, devraient en théorie comprendre qu'aujourd'hui l'État est le seul à pouvoir défendre les peuples contre la finance mondialisée et l'emprise ultralibérale sur les esprits, et que le libre-échange généralisé, étendu à l'immigration, est une arme contre les plus faibles.

Ainsi un intellectuel comme Pierre Rosanvallon reconnaît que les inégalités qui se sont creusées depuis vingt ans menacent la démocratie, qu'elles génèrent une décomposition sociale, entraînent la montée de la xénophobie, la défiance des électeurs envers les institutions, et favorisent la corruption.

La sourde délégitimation de l'impôt, y compris à gauche, rend plus difficiles les efforts de redistribution si l'on ne restaure pas le sens du bien commun et la réciprocité. Rappelons-nous que sous Raymond Barre le taux marginal de l'impôt atteignait 65 %, contre 41 % aujourd'hui, bien sûr hors niches et bouclier fiscaux !

Pierre Rosanvallon partage aussi l'idée qu'« *il est urgent pour cela de renationaliser la démocratie non pas par le refus des autres et du monde extérieur mais par le développement de la cohésion sociale* ». On pourrait donc croire qu'il est donc un opposant résolu du système.

Et bien non ! Pour M. Rosanvallon, soutenir la nécessité de maintenir des barrières douanières pour protéger nos emplois et notre sécurité sociale comme le font la très grande majorité des États du monde, et en particulier la Chine, les États-Unis, ou le Brésil, « *c'est refuser les autres et le monde extérieur* ».

Tout de gauche qu'il soit, M. Rosanvallon est furieusement imprégné de métaphysique néolibérale. Il n'est pas étonnant qu'il soit le fondateur de la Fondation Saint-Simon, qui a orchestré la conversion de la gauche française au néolibéralisme avec des concepts aussi choquants que « la préférence pour le chômage », concept selon lequel les Français préféreraient la conservation de leur modèle social à la baisse du chômage : comme j'espère l'avoir montré, le chômage est la conséquence de la politique néolibérale mondialiste, et le modèle social français en est la cible, et non la cause.

Je pourrais par provocation lui opposer du reste que l'internationalisme de Marx ne consiste pas en une détestation des Nations mais, en réalité, en une coordination internationale de luttes menées par les classes populaires dans leur cadre national.

Cela n'a donc rien à voir avec un « antinationalisme » quelconque.

Ma conviction est que l'amour de la Nation française, et l'idée que la Nation est le cadre naturel de l'action politique, ne sous-entendent ni ne sous-tendent, aucune confrontation avec d'autres amours et d'autres convictions nationales.

Aujourd'hui se dessine le retour aux États-nations comme cadres de résistance à la volonté du système. Comme cadre

naturel de la Nouvelle résistance à l'oppression, de cet indispensable combat contre le totalitarisme marchand qui s'acharne à défaire les structures politiques fortes, école, valeurs, tout ce qui jusqu'aux années soixante-dix empêchait l'atomisation de la société et préservait les peuples des formes aggravées d'oppression et d'exploitation que nous constatons chaque jour davantage.

Cette volonté que l'on perçoit chez les Français de retrouver, de rebâtir l'unité de la Nation, procède d'une même matrice, de Jeanne d'Arc à Henri IV, de Richelieu à de Gaulle. Comme en procède la volonté de dresser à nouveau des barrières morales, politiques et économiques à ce déferlement insensé d'égoïsme et de cupidité effrénés. Reconstruire la Nation, c'est à la fois retrouver le seul cadre protecteur des peuples, mais aussi permettre la reconstruction des identités individuelles enracinées, nécessité absolue pour survivre à l'assaut des agents du mondialisme et de l'univers marchand, de ce libéralisme dévoyé où tout s'achète et tout se vend, des marchandises aux hommes, des idées aux consciences.

Nous voilà bien loin du nationalisme, du bellicisme ou du chauvinisme sectaire, de la « beauf attitude », du bérétaguette, dont voudraient nous affubler les fidèles employés du système ou, ce qui est pire encore, beaucoup de citoyens de bonne foi, égarés par une propagande de tous les instants.

Cette sorte « d'alter-nationalisme » qui est en train de naître et que j'appelle de mes vœux articule une résistance bien plus efficace à la mondialisation sauvage que tous les mouvements altermondialistes boboisés. Ceux-ci croient que la

restauration de la démocratie, la justice économique, la protection de l'environnement pourraient être obtenues par des citoyens isolés qui, au pays des Bisounours, feraient une grande ronde autour du monde... Non !

Et, face au FMI, à l'OMC, au G20, aux institutions financières, à la Banque mondiale, aux lobbies bardés de dollars et à la grande distribution mondialisée, l'arrachage des plantes OGM, les jets de pierre sur les policiers lors de la conférence de Davos, ou la fabrication de chèvre frais biologique, ne paraissent pas de nature à faire reculer à eux seuls le capitalisme ultralibéral mondialisé, et à transformer Goldman Sachs ou J.P. Morgan en institutions de bienfaisance.

Seules des nations libres et indépendantes, rassemblant leurs peuples dans une communauté de destin et poursuivant leurs intérêts nationaux, la France défendant les intérêts des Français, l'Allemagne défendant les intérêts des Allemands, seules des nations fortes et indépendantes peuvent mener avec confiance le dialogue et les coopérations nécessaires à la survie de leurs peuples face au nouvel ordre mondialiste.

Sans nation, berceau de l'État républicain, point de salut face à la nouvelle tyrannie mercantile, destructrice de valeurs et d'identités, transformant les citoyens en consommateurs hébétés et déracinés, fragmentés en quelques tribus communautaristes, incapables de résister à ce Léviathan moderne.

C'est d'ailleurs une des raisons de mon opposition aux identitaires de toute nature. Je comprends leur volonté de privilégier, dans le combat pour le ré-enracinement, les

communes, les provinces face à un État ayant abandonné tout souci de protection de l'identité nationale.

Mais agir ainsi dans les circonstances présentes, c'est participer involontairement à la destruction de la Nation française, un des seuls États unitaires en Europe au profit d'une fédération de régions ; c'est faire le jeu, évidemment, de l'organisation de Bruxelles.

Or l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou la France ont déjà du mal à résister à la pression mondialiste en tant qu'États constitués.

Croit-on que la Bavière, La Lombardie la Catalogne ou la Bretagne seront plus fortes que des États-nations pour résister à l'« Empire du Bien » ?

La culpabilisation du peuple français, condition de la fabrication de l'« Homme nouveau »

« Ce pouvoir est aussi le pouvoir sur d'autres êtres humains, sur les corps mais surtout sur les esprits. Le pouvoir sur la matière n'est pas important, notre maîtrise de la matière est déjà absolue. Ce qui importe, c'est de commander à l'esprit. La réalité est à l'intérieur du crâne... Le réel pouvoir, le pouvoir pour lequel nous devons lutter jour et nuit, est le pouvoir non sur les choses, mais sur les hommes ».

George Orwell, 1984.

Le combat mondialiste a besoin de culpabiliser les Français, de leur faire honte de ce qu'ils sont. Nos concitoyens, légitimement inquiets de l'arrivée sur leur sol de plusieurs millions d'étrangers en à peine quelques décennies, furent

accusés d'étroitesse d'esprit par les élites, elles-mêmes à l'abri dans leurs cossus appartements de la Rive Droite ou de la Rive Gauche, loin des quartiers d'immigration...

Le Français populaire devenait le « franchouillard », trop borné pour comprendre la société idéale qu'on lui préparait malgré lui. De l'immigration, il ne percevait que les inconvénients, la pression sur sa sécurité, ses revenus et son cadre de vie ? On lui répondait qu'il était xénophobe, sujet à des relents coloniaux...

Il était désormais interdit de considérer que la France, ce sont aussi les clochers et les cathédrales par héritage, et que l'irruption soudaine dans notre paysage de signes prosélytes tels que les mosquées cathédrales ou les minarets ne sont pas nécessairement souhaitables. Le Français fut mis en accusation dans ses valeurs, au plus profond de lui-même. Il vit son identité collective malmenée, et son pays traîné parfois dans la boue. On lui expliqua que la France avait mis en esclavage des peuples entiers, que ceux qu'ils prenaient pour des héros nationaux, comme Napoléon, n'étaient en réalité que des tyrans sanguinaires, et que lui, le « souchien », portait sur ses seules épaules le poids de la colonisation. La France de la Seconde Guerre mondiale fut quasiment réduite à Vichy, oubliant les Justes et l'héroïque Résistance.

On fêta en grandes pompes Trafalgar, mais on passa sous silence Austerlitz...

La suppression de l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie voulue en classe de Terminale S va dans le même sens : il s'agit de forger un homme coupé de ses racines et de l'Histoire de son pays, un « citoyen du monde » déraciné,

sans identité, malléable par la publicité de masse et se définissant par son mode de consommation et sa capacité à produire de la technique.

Le « seuil de tolérance » en matière d'immigration, que François Mitterrand estimait déjà atteint en 1989, a aujourd'hui largement explosé et se traduit par un appauvrissement général, une hyperviolence de plus en plus marquée, et la multiplication des zones de non-droit.

La destruction de l'École et l'abandon de la culture classique

« La clef de l'intégration, c'est depuis la fin du XIX^e siècle l'esprit républicain et l'école. [...] L'école reste la clef pour retisser le corps social et le sentiment national. »

Jacques Le Goff, entretien avec le journal *Réforme*, 20 juin 2007.

L'état actuel de l'école de la République et les raisons de son effondrement généralisé participent de la même entreprise de destruction.

Là aussi, on pourrait de prime abord naïvement considérer que la dégradation de l'école est une sorte de mouvement mécanique, une des manifestations de la décadence qui serait le destin obligé de toute société, puisque nous avons appris avec Paul Valéry que « *les civilisations elles aussi sont mortelles* ».

Je ne le croyais pas, à la fois par intuition et par caractère.

La lecture de Jean-Claude Michéa a été pour moi très éclairante sur ce point. Je tiens à préciser ici que je l'ai découvert à la suite de conversations, de débats passionnés qui m'ont opposée à certains de mes amis sur des sujets aussi importants que la laïcité, la République, le libre-échange, ou la fin de l'euro.

Je n'ai jamais eu le plaisir de rencontrer ce penseur et lui présente par avance toutes mes excuses s'il s'offense de ce que je trouve dans ses ouvrages sur l'école mais aussi sur le libéralisme, j'y viendrai plus tard, tant de démonstrations fulgurantes.

Son *L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes* débute par une citation du sociologue américain Christopher Lasch tirée de *La Culture du narcissisme* : « *L'éducation de masse qui se promettait de démocratiser la culture jadis réservée aux classes privilégiées a fini par abrutir les privilégiés eux-mêmes. La société moderne qui a réussi à créer un niveau sans précédent d'éducation formelle a également produit de nouvelles formes d'ignorance. Il devient de plus en plus difficile aux gens de manier leur langue avec aisance et précision, de se rappeler les faits fondamentaux de l'histoire de leur pays, de faire des déductions logiques, de comprendre des textes écrits autres que rudimentaires.* »

Ce constat établi en 1979 est chaque jour qui passe d'une d'actualité plus criante.

Mais ce développement de l'ignorance généralisée ne résulte pas d'un malheureux dysfonctionnement de notre société.

Bien au contraire, il est une des conditions nécessaires au développement de la société ultralibérale.

L'école d'aujourd'hui, avec son pédagogisme insensée, sa méthode semi-globale, la théorie des ensembles, la transformation des enseignants en témoins de l'apprentissage de l'élève par lui-même, fait partie du projet d'« homme nouveau » nécessaire au développement du système ultralibéral.

C'est une responsabilité qu'on ne peut bien évidemment faire porter à l'immense majorité des enseignants. La plupart d'entre eux sont effarés par les méthodes qu'on leur impose et souhaiterait un retour à des formes plus classiques d'instruction de l'élève.

Non, la responsabilité en incombe aux gouvernants, alliés aux féodalités syndicales, qui obligent l'immense majorité du corps enseignant à appliquer des méthodes qui formeront des ignorants dont le système a précisément besoin.

Pour que notre société adoratrice de l'argent-roi fonctionne, il faut que notre école soit à même de fabriquer, comme le note très bien Jean-Claude Michéa, un esprit « *égoïste et calculateur* » et, je cite, « *à ce titre libéré des "préjugés", "superstitions" ou "archaïsmes"* qu'engendrent nécessairement, selon l'hypothèse libérale, toutes les sortes de filiation « *d'appartenances ou d'enracinement* ».

Pas besoin d'être un philosophe aussi percutant que Jean-Claude Michéa pour concevoir que l'égoïsme ne peut en aucune manière constituer une « valeur », c'est-à-dire la raison pour laquelle un sujet pourrait décider en fonction des circonstances de sacrifier une partie de ses intérêts, voire sa vie même.

Ce système d'éducation aboutit à l'impossibilité pour un homme de concevoir la notion de sacrifice, de renoncement

ou de don, seuls concepts qui peuvent donner un sens réel à la vie tant il est vrai que « l'homme ne vit pas que de pain ». Si l'on allait au bout de cette logique, il n'existerait plus de hauts fonctionnaires ou de politiques qui croient au service public, plus de juges incorruptibles, plus d'entrepreneurs désireux de créer de l'emploi, plus d'éducateurs mus par la vocation... Au bout de cette logique, il y a tout simplement l'enfer. L'enfer ultralibéral.

Tout se déduit donc de cette nécessité : plus d'enseignement de morale civique à l'école, un enseignement de l'Histoire édulcoré ou travesti...

Il faut simplement apprendre une langue de communication simple, efficace pour être un bon serviteur de la machine économique, posséder des notions techniques utiles aux processus de production de biens ou de services, et surtout utiles au fonctionnement d'une économie financiarisée.

Évidemment, on se débarrasse peu à peu de la culture classique, le Latin, le Grec, la Littérature, la Philosophie, l'Histoire, on élimine ces éléments « dévastateurs » qui sont la base d'une culture classique, d'un raisonnement autonome et de l'objectif central qui était autrefois celui de notre école républicaine, former un « honnête homme », disposant d'un esprit critique, capable de discernement, apte à se diriger lui-même.

Le Général de Gaulle ne disait-il pas que « *la culture générale c'est l'école du commandement* » ?

Former une conscience critique, ce serait faire tout à la fois le cimetière des émissions de télé-réalité, l'affaiblissement du rôle de la publicité, ce serait au fond former des résistants au règne de la marchandisation de tout et de tous.

Et que l'on n'ose pas soutenir ce méprisable argument réactionnaire qui consiste à dire que si l'on fait de la télé-réalité c'est que les téléspectateurs la demandent.

Je rappellerai que « L'Odyssée de l'espèce », série remarquable, a été vue par plus de 8 millions de téléspectateurs, et que se sont vendus plus de cent vingt-cinq mille DVD de la série.

Les élites, bénéficiaires et thuriféraires du mondialisme

« À dire vrai, ces dégoûtés et ces furieux ne se recrutent pas au hasard dans la population Ils appartiennent de préférence à ce qu'il est convenu d'appeler les « élites ». Ils composent deux groupes assez distincts qui tiennent des discours différents, notamment par leur degré de radicalité. Il y a ceux qui sont chargés de diriger le pays, pour lesquels il s'agit d'en finir avec une exception française devenue insupportable à leurs yeux. Et puis il y a ceux qui sont chargés de penser pour lui. Chez ceux-là, c'est d'en finir avec la France tout court qu'il s'agit Les deux discours ont beau ne pas être tenus dans les mêmes quartiers, ils procèdent de la même source. Ils sont semblablement des produits de décomposition du vieil universalisme français, malmené par les circonstances, mais encore solidement ancré. Dérégulé, devenu erratique, le voilà qui se retourne contre sa matrice. »

Marcel Gauchet, *Le Point*, 13 janvier 2011.

« Le bouclier fiscal c'est l'expression d'un choix de société qui valorise la réussite. »

Nicolas Sarkozy, discours de Saint-Quentin, 24 mars 2009.

On entend souvent dire de notre époque qu'elle est celle de la fin des idéologies. C'est un tort. Comme nous l'avons vu, le projet qui gouverne actuellement la France est celui du mondialisme, idéologie triomphante, plus puissante en réalité que toutes celles qui ont traversé le XX^e siècle, plus forte parce qu'avançant sous le masque de la raison et de la science économique, et encourageant l'exacerbation de l'intérêt. Au service de l'asservissement de la nation, des élites coupées du peuple, voire ennemies du peuple, travaillent sans relâche à l'abandon des souverainetés, à la dissolution des solidarités et à la destruction des valeurs nationales.

Y a-t-il encore une solidarité de classe en France ? On pourrait en douter : le mouvement ouvrier s'est disloqué à mesure que le Parti communiste s'effondrait, notre pays affiche désormais un nombre de jours de grève par habitant inférieur à l'Allemagne, ou même aux États-Unis. Les syndicats ne regroupent ni ne représentent plus grand monde.

Il existe pourtant un corporatisme plus vivace que jamais : celui de nos élites, qui affichent presque ouvertement désormais une véritable solidarité de caste. Cette affirmation et l'analyse qui suivra me vaudront sûrement une franche acrimonie de la part de ce milieu, mais il vaut mieux dire les choses pour les résoudre plutôt que de se compromettre pour espérer la tranquillité.

Le retour en force de Jean-Marie Messier comme conseil aux grands patrons du public comme du privé, malgré ses condamnations formelles, l'illustre. Les affaires de mœurs Roman Polanski et Frédéric Mitterrand, qui ont secoué

l'automne 2009, ont fini de le démontrer : quand l'un des siens est en danger, la caste au pouvoir attaque. Finance, médias, politiques, gauche, droite, tout se confond. Ainsi, de BHL au *Figaro*, en passant par les états-majors du PS et de l'UMP, tous ou presque ont participé aux deux opérations d'exfiltrage organisées en urgence : « il faut sauver le soldat Polanski » au premier acte, puis au second, au risque de lasser, « il faut sauver le soldat Mitterrand ». Le tapis rouge du 20 heures de TF1 fut même déroulé au ministre de la Culture pour qu'il vienne s'expliquer, la larme à l'œil, sur un livre pour le moins ambigu. Qu'il affirme parcourir des milliers de kilomètres (la mondialisation a décidément bien des charmes) pour aller payer à Bangkok ceux qu'il décrit dans son autobiographie comme des « gosses » mais qui sont en fait, comme il l'a dit sans rire ce soir-là, des « boxeurs thaïlandais de son âge ou cinq ans de moins », n'a été mis en doute par aucun « grand journaliste ». Frédéric Mitterrand ne pouvait qu'être innocent, et tous ceux qui osaient continuer à en douter devaient subir les foudres, par exemple, d'un Alain Duhamel (plus haineux que jamais) ou se voyait reprocher de participer à une infâme « chasse à l'homme » populiste... La corporation des élites ne recula devant rien à ce moment pour venir en aide à l'un de ses camarades. Ces deux épisodes ont une nouvelle fois mis en évidence la collusion d'élites supposées au départ avoir des convictions politiques opposées.

Je le répète, cette élite est aussi bien politique que médiatique et financière. Après deux décennies de bourrage de crâne ultralibéral et mondialiste, son homogénéité idéologique est solide. Les grandes campagnes de presse, l'engage-

ment des grands patrons, lors des quelques référendums auxquels eurent encore droit les Français ces dernières années, le montrent de façon paroxystique : le Traité de Maastricht, bien ; l'euro, bien ; le refus par le peuple suédois de l'euro, pas bien du tout ; la Constitution européenne, bien : les refus de cette Constitution par les seuls peuples consultés par référendum (français et hollandais), pas bien du tout. Son décalque, le Traité de Lisbonne, permettant de s'asseoir sur ces refus populaires, très bien ! Je note au passage que ce traité inique puisque contraire au référendum fut voté en France par 93 % des parlementaires, et bénéficia, on s'en souvient, d'un soutien médiatique extraordinaire. Quant au peuple irlandais, ayant mal voté lui aussi, il fut prié de manière pressante, en pleine crise financière et sous la menace, de revoter correctement car la Constitution nationale ne permettait pas de le contourner par voie parlementaire !

Continuons : l'immigration, bien ; le libre-échange généralisé, bien ; les protections aux frontières, pas bien ; le vote des Suisses pour l'interdiction des minarets, pas bien du tout. Sur tous les grands sujets, il est désormais très facile d'anticiper les positions des dirigeants politiques, qu'ils viennent du PS, du Modem ou de l'UMP. Prévoir les éditoriaux du soir et du lendemain matin ? C'est une activité quasi monotone. Quelques noms résument ce système : Bouygues par exemple, propriétaire de TF1 et ami personnel du pouvoir ; Bolloré, acteur important de la Télévision numérique terrestre (TNT) et de la presse gratuite, même chose ; Lagardère, actionnaire de référence d'EADS mais aussi propriétaire d'Europe 1 et de plusieurs quotidiens régionaux, actionnaire important de Canal +, idem ; Pinault, actionnaire majori-

taire du groupe PPR et propriétaire du *Point* ; Arnault, actionnaire majoritaire de LVMH et propriétaire du quotidien économique *Les Échos*. Tout comme la famille Dassault (dont deux représentants siègent au Parlement sous l'étiquette UMP), propriétaire d'un groupe d'armement largement dépendant des commandes publiques et propriétaire du *Figaro*, dont le directeur de la rédaction est ouvertement engagé, aux côtés de Messieurs Pebereau et Fourtou, deux « parrains » des milieux d'affaires parisiens, dans un comité informel pour la réélection de Nicolas Sarkozy.

Avoir un pied dans la presse, un autre en politique et un troisième dans les affaires, c'est important, notamment pour Édouard de Rothschild, actionnaire de référence de *Libération*. Et que dire de Mathieu Pigasse, patron de la banque Lazard, soutien de Dominique Strauss-Kahn et actionnaire important du *Monde*, ou de Pierre Bergé, autre actionnaire important du *Monde* et mécène en son temps de Ségolène Royal.

Telle journaliste d'une radio de service public aujourd'hui conseillère de la finaliste de l'élection présidentielle de 2007, tel ancien directeur de rédaction d'un hebdo de gauche devenu conseiller de Nicolas Sarkozy... La liste est sans fin. L'escapade sur le yacht d'un milliardaire déjà cité, après la célébration tapageuse de sa victoire au *Fouquet's*, fut d'ailleurs un signal décomplexé à ses amis qu'envoya le chef de l'État dès le lendemain de son élection.

En tant que responsable politique, ce qui me paraît le plus intéressant est la consistance idéologique de cette caste au pouvoir ; elle croit profondément au projet mondialiste, et à tout ce qui en découle : marche forcée vers l'Europe de

Bruxelles, libre-échange, dilution des peuples via la mise en concurrence féroce et l'immigration.

Pas un gouvernement ces trente dernières années n'est allé à contre-flots. Toute la « grande presse » pousse dans la même direction, au grand dam, je le sais pour échanger avec eux, de nombre de journalistes qui, profondément malheureux, aimeraient briser ce mur idéologique. L'élite financière bien sûr approuve ce modèle, parce qu'il sert objectivement les intérêts des grands patrons mondialisés, CAC 40 et MEDEF réunis.

Le corollaire de cette défense du mondialisme est le détachement de la France et de son peuple. Les élites au pouvoir vivent déjà dans un monde différent, celui de « la France d'après ». Les considérations nationales, la volonté populaire, voilà qui ne les préoccupe pas beaucoup. La France en général ne les intéresse plus vraiment : elle est « moisie » pour Philippe Sollers, elle est la mère du fascisme et de tous les maux de ce siècle pour Bernard-Henri Lévy, elle est « franchouillarde » pour beaucoup, et coupable pour tous, coupable de tout, l'esclavage, la colonisation, la collaboration.

Nicolas Sarkozy lui-même a-t-il vraiment la France au cœur ? Est-il habité par sa fonction, conscient qu'il prolonge mille cinq cents ans d'histoire, dont sa fonction le rend dépositaire, ou simplement heureux comme pourrait l'être un gagnant du Loto ou un cadre d'entreprise nouvellement promu PDG ?

La façon dont le joggeur en t-shirt « NYPD » a rabaissé la fonction présidentielle, son usage approximatif de notre langue alors qu'il devrait en être un défenseur acharné, son

alignement systématique sur les positions américaines, en font vraiment douter. Le doute s'insinuait déjà le 11 septembre 2006 à New York, quand le ministre de l'Intérieur Sarkozy dénonça « l'arrogance française » et la « grandiloquence stérile » qui aurait selon lui caractérisé le refus courageux de notre pays de s'engager trois ans plus tôt derrière la bannière étoilée en Irak (un des points positifs du maigre bilan des deux mandats de Jacques Chirac). Se dire fier d'être baptisé « Sarkozy l'Américain » quand on est président de la République française, voilà qui en dit long.

L'élite au pouvoir n'a plus guère de lien spirituel avec la France, ni d'intérêt pour son peuple, peuple que Jean-Pierre Raffarin a obligeamment affublé du sobriquet de « France d'en bas », sans en percevoir sans doute la connotation méprisante. L'élite se promène dans le monde d'en haut, pratiquant le nomadisme cher à Jacques Attali – il fut le premier à parler d'objet-nomades –, ce conseiller de François Mitterrand devenu muse de Nicolas Sarkozy. L'hyper-classe enfume, spéculé, papillonne, de Los Angeles à Paris, en passant par Londres, Dubaï et New York.

La situation en France paraît même parfois plus grave que dans d'autres pays : selon un sondage réalisé par le CSA en janvier 2011 auprès des catégories favorisées dans six pays, les élites françaises sont les dernières, sur l'échantillon, à considérer le service de l'intérêt général de leur pays comme un objectif important à atteindre pour réussir sa vie (58 % contre par exemple, 95 % au Maroc, 92 % en Inde, 78 % aux États-Unis ou même 70 % en Allemagne) et les avant-dernières pour ce qui est de considérer la conformité avec des principes moraux comme un critère d'une vie réussie.

Elles sont aussi les seules, avec les élites chinoises, à penser que les relations sont plus importantes pour réussir que l'intelligence.

« *On ne refera pas la France par les élites, on la refera par la base* » disait déjà Georges Bernanos. Quand je vois le spectacle affligeant que ces riches privilégiés nous offrent aujourd'hui, j'en suis plus que jamais convaincue. Est-ce « populiste » que de croire cela ? Oui, si être populiste c'est croire en le peuple, et vouloir le servir. C'est en tout cas, je crois, être réaliste.

L'émergence de cette hyper-classe mondialisée est de l'intérêt bien compris d'un capitalisme financier transnational, qui a besoin d'élites de cet acabit pour prospérer et abattre les protections nationales, les seules efficaces, je le redis. Elle incarne aussi, sans ce que ce soit contradictoire, une nouvelle version de la terrifiante coupure entre le peuple français et ses dirigeants, qui a plusieurs fois dans le passé plongé notre pays dans le chaos.

Notre actuelle situation n'évoque-t-elle pas en effet la période de la Fronde au milieu du XVII^e siècle ?

Alors que le pouvoir royal, incarné par un enfant, s'affaiblissait, les grands féodaux d'hier, c'est-à-dire les banquiers, les financiers, les grands patrons du CAC 40 d'aujourd'hui, lutèrent de toutes leurs forces pour finir de dissoudre l'État aux fins de mettre les richesses du pays en coupe réglée.

Ils poussèrent à l'augmentation des impôts nécessaires pour payer leurs dépenses somptuaires, se firent attribuer les sources de revenus de la Monarchie, accaparèrent des

emplois rémunérateurs, des offices, des fiefs et des apanages, sources de revenus colossaux, assez comparables aux rémunérations des dirigeants d'aujourd'hui.

L'État, ou ce qu'il en restait, ne servait plus qu'à réprimer ceux qui contestaient et n'avait pour unique fonction que de prélever les impôts sur le peuple pour combler l'avidité des puissants d'alors.

L'histoire de notre monde actuel, ce sont des États-nations qui se délitent, sous les coups de boutoir du mondialisme : les gouvernants abdiquent et deviennent, consciemment ou pas, les collaborateurs des financiers et des spéculateurs qui désormais mènent le monde.

La politique, pour le capitalisme financier ultralibéral, ce n'est plus qu'une aide utile au monde du profit. Le Cabinet du Président de la République, ou celui d'un ministre, devient un accélérateur de carrière pour devenir à terme dirigeant d'une banque ou d'une société du CAC 40, et utiliser ainsi à son profit les réseaux qu'on s'est constitué dans l'appareil d'État.

Cette connivence entre les puissances de l'argent et ceux qui ont détourné les pouvoirs de la puissance publique au profit de leurs intérêts de caste, est un mélange mortifère pour nos sociétés démocratiques.

Ensemble, ils bénéficient de cette accumulation de richesse invraisemblable, extorquée à la très grande majorité de nos concitoyens. Ensemble, haut fonctionnaire devenu banquier, banquier devenu député puis ministre, ils prélèvent chaque jour un peu plus sur l'économie réelle c'est-à-dire notre travail quotidien, notre sécurité sociale, l'école de nos enfants, pour

comblent les déficits produits par leurs erreurs et par la spéculation qu'ils ont laissée prospérer, puisqu'elle leur profitait. Notre Histoire de France n'est pas le souvenir romantique entretenu par quelques nostalgiques réactionnaires confits dans la naphthaline et obsédés par un hier inventé. Notre Histoire de France, c'est une expérience et une leçon pour aujourd'hui. Elle nous rappelle que la France a connu des situations comparables, ce qui bien sûr ne rend pas la nôtre moins inconfortable ou moins difficile, mais nous laisse espérer aussi que les solutions existent, puisqu'en fin de compte le jeune Louis XIV a eu raison de la Fronde. Car, comme le disait Paul Valéry, la France chancelle, tombe, mais toujours se relève et reprend sa grandeur. C'est une autre des raisons pour lesquelles les élites cherchent à nous désapprendre l'Histoire de France : c'est bien sûr pour nous arracher à notre identité et faire de nous de simples consommateurs. Plutôt que des citoyens responsables, il vaut mieux des moutons. Il faut nous faire croire qu'il n'existe pas de solution à la crise, à leur crise.

La politique au service du mondialisme

« Que vaut-il mieux ? Une usine Renault au Maroc qui donne du travail à six mille Marocains sur place (avec deux cent cinquante cadres français) et contribue au développement du pays ? Ou six mille travailleurs immigrés de plus dans une usine Renault en France ? »

Lionel Luca, député des Alpes-Maritimes, 6 janvier 2012.

« Deux épiciers qui se fournissent chez le même grossiste », voilà comment Philippe Séguin parlait de la gauche et de la droite au moment du référendum sur le Traité de Maastricht.

Comme on l'a vu, l'image est très juste. Depuis longtemps, ces deux camps, aujourd'hui dominés par le PS et l'UMP, suivis de leurs satellites et obligés EELV et Modem, ne s'opposent plus sur l'essentiel. Ils partagent le même projet mondialiste, et le même renoncement à la souveraineté de la France et de son peuple.

Il importe de savoir de quelle manière le pouvoir en France servira les intérêts de cette hyper-classe mondialisée.

À la tête de l'État, Nicolas Sarkozy fait évidemment partie de la caste des dominants. Fasciné par l'argent, par le pouvoir financier et par tout ce qui symbolise la richesse, y compris et peut-être même surtout dans ses manifestations les plus vulgaires et désolantes, il n'a ainsi pas hésité, au mois de février 2007, avant même son élection, à déclarer : « *Je serai un président comme Louis de Funès dans Le Grand Restaurant : servile avec les puissants, ignoble avec les faibles. J'adore.* »

Même prononcée au deuxième degré, cette phrase dit tout. Parmi les proches du chef de l'État, une galaxie de conseillers plus ou moins occultes lui sert de relais avec le monde financier, entretenant cette collusion d'intérêts dévastatrice : Nicolas Bazire, chez LVMH, Henri de Castries à la tête d'AXA, et bien sûr l'inoxydable Alain Minc, omniprésent dans les contre-allées du pouvoir. C'est lui par exemple qui a tenté, en sa qualité de parrain des élites françaises, de les disculper en déclarant cyniquement que le livre *L'Oligarchie des incapables* (de Sophie Coignard et Romain Guibert) « *aurait beaucoup gagné à décrire comment se comportent les élites dans d'autres pays* », car « *en comparaison, la France est un pays plutôt vertueux* ».

À gauche, ils sont nombreux à pouvoir concurrencer Nicolas Sarkozy au petit jeu de la connivence avec le monde de l'argent : Dominique Strauss-Kahn, occupé lors de son passage au FMI à entretenir ses réseaux au niveau international pour mieux – croyait-il alors – assurer son retour triomphal, est la meilleure illustration du fait que sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, les frontières sont très poreuses entre la droite et la gauche.

La gauche a renoncé aux travailleurs, et la droite à la Nation. Les écrans de fumée lancés périodiquement pour tenter d'entretenir l'illusion, qu'ils soient roses ou tricolores, ne masquent pas la réalité. Je le rappelais dans les pages précédentes, la Constitution européenne a été validée par le vote de plus de neuf parlementaires sur dix, quand le peuple était venu massivement aux urnes voter non à 55 %. Les parlementaires ont désavoué le peuple.

Jusqu'aux péripéties de l'été 2011, le Parti socialiste prévoyait de faire son candidat de Dominique Strauss-Kahn, patron du Fonds monétaire international (institution mondialiste s'il en est, qui n'a eu de cesse depuis vingt ans de contraindre les États à liquider leurs services publics, leurs protections extérieures, ainsi qu'à massacrer le pouvoir d'achat des classes moyennes).

Le fameux « consensus de Washington », qui résume les orientations ultralibérales du FMI et de l'OMC, où officie Pascal Lamy, un autre socialiste, pourrait être rebaptisé « consensus de Paris », tant les partis qui se partagent les postes dans notre pays depuis plusieurs décennies sont en phase. Abandon des travailleurs, quand Lionel Jospin bat le record de privatisation de la V^e République : Air France,

France Télécom, Thomson, CIC, CNP, Autoroutes du Sud de la France, etc. Abandon de la nation, quand la droite confie les clés de la maison à des autorités supranationales irresponsables, qui prétendent présider aux destinées des peuples. Abandon en commun de la démocratie, quand les résultats des référendums sont niés et le principe même de la consultation directe du peuple remis en question.

À cet égard, le vent de folie qui a parcouru nos élites après la votation suisse sur les minarets, et dont le résultat n'a rien de scandaleux en soi, est des plus révélateurs.

L'hyper-classe mondialisée n'est donc ni particulièrement de gauche, ni particulièrement de droite ; elle cumule plutôt les défauts des deux orientations ! Elle transcende très largement ces familles politiques, qui ne sont plus rien d'autre que des écuries présidentielles, réceptacles des vanités et des ego de dirigeants à bout de souffle. La politique d'« ouverture » de Nicolas Sarkozy valide d'ailleurs ce que j'affirme, démontrant aux Français que la collaboration entre personnalités supposées de bords différents s'effectue sans la moindre difficulté. Que Bernard Kouchner, un des symboles du courant soixante-huitard, ait participé au gouvernement de celui qui avait promis pendant sa campagne d'en « liquider l'héritage » révèle l'étendue de la collusion idéologique, et ce faisant de l'escroquerie électorale.

Un ministre incarne mieux que quiconque cette souplesse de l'échine : Éric Besson, qui du jour au lendemain passa des bras de Ségolène à ceux de Nicolas, du PS à l'UMP, sans que cela ne lui pose aucun problème. Ce diagnostic est fait aussi à la sortie des grandes écoles, ENA en tête, où ce sont davantage des considérations tactiques et électorales qui déterminent la couleur de l'encartage des futurs dirigeants.

D'ailleurs, que la gauche ou la droite soit aux commandes, cela laisse désormais de marbre le grand patronat transnational. Du moment que l'affiche n'est pas bousculée, que les seconds tours écartent mécaniquement les candidats opposés au système, et que le peuple se voit proposé un faux choix entre bonnets blancs et blancs bonnets, ils ne trouvent rien à y redire.

Le peuple indésirable

« Les propositions institutionnelles du traité constitutionnel - les seules qui comptaient pour les conventionnels - se retrouvent intégralement dans le traité de Lisbonne, mais dans un ordre différent, et insérés dans les traités antérieurs. [...] Dans le traité de Lisbonne, rédigé exclusivement à partir du projet de traité constitutionnel, les outils sont exactement les mêmes. Seul l'ordre a été changé dans la boîte à outils. La boîte, elle-même, a été redécouverte [...] Mais soulevons le couvercle, et regardons dans la boîte : les outils sont bien là, tels que les avait soigneusement élaborés la Convention européenne, des outils innovants et performants. »

Valéry Giscard d'Estaing, *Le Monde*, 26 octobre 2007.

« Il faut expliquer au peuple que si nous avions dit oui en 2005, nous ne serions peut-être pas dans une situation aussi dramatique qu'aujourd'hui. [...] Si nous avions voté oui en 2005, nous aurions une gouvernance efficace, et nous ne traverserions peut-être pas les difficultés incroyables d'aujourd'hui ».

Laurence Parisot, *France 5*, 9 octobre 2011.

Les Français, ayant parfois l'intuition que les élites jouent avec leur avenir, tentent parfois de changer la donne : ils sont vite refoulés.

C'est ce qu'a démontré l'épisode du référendum sur la Constitution européenne, qui s'était transformé alors en un véritable « *propagandum* », pour reprendre le mot d'un ancien Premier ministre socialiste. L'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2002 avait lui aussi des accents soviétoïdes.

Dans ces deux cas, qui ne furent que la partie visible de l'iceberg, aucune opération de lavage de cerveau ne fut épargnée au peuple, sommé d'aller glisser le bulletin adéquat dans l'urne. Il y a un « toujours plus » dans le déni de démocratie. Dans ces grands moments de communion antidémocratique, les élites politiques, médiatiques et financières mobilisent. Toutes les « *pravdas* », de gauche et de droite, bruissent à l'unisson. Les promesses volent, les anathèmes aussi, les subventions clientélistes également, quant aux menaces, elles sont un recours, si nécessaire ; l'apocalypse est annoncée en cas de vote non désirable.

Dans ces conditions, le fossé entre les élites et le peuple ne peut que s'élargir. Une étude récente réalisée par l'institut TNS montre que 57 % des Français ne jugent pas « à la hauteur de leurs responsabilités » les élites, contre 48 % dix ans plus tôt. Ils sont même 76 % à constater une divergence d'intérêts entre les élites et le peuple. Ce sondage est intéressant aussi parce qu'il démontre que ce sont bien les pratiques des élites qui sont dénoncées, et non leur existence : 84 % des sondés jugent la présence d'une élite indispensable. La réaction des Français est mûre et réfléchie, et j'ajouterai lucide.

Ce courant de révolte – qui existe bel et bien – a besoin de trouver un mode d'expression électoral efficace.

Aujourd'hui, l'abstention sert au principal de refuge à la masse des déçus, des révoltés, des dégoûtés et de oubliés ; structurellement, sur vingt ans, elle n'a cessé de croître. Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, comme je l'ai dit, les records sont battus les uns après les autres, signe d'une profonde désespérance, après la volonté éphémère d'y croire, qui caractérisa la présidentielle : la plus forte abstention de la V^e République aux Législatives a été enregistrée en juin 2007, aux Municipales en mars 2008, aux Européennes en juin 2009, aux Régionales en 2010, aux Cantonales en 2011, sans compter l'écroulement de la participation aux élections prud'homales de 2008.

Déboussolé, ne percevant aucune issue, le peuple français pour l'heure se résigne. Il choisit assez largement le silence plutôt que la dissidence électorale, qu'incarne le choix du changement véritable. Mais j'en suis convaincue, il suffit d'une étincelle pour que la flamme du peuple français se ravive. Et cette étincelle, aujourd'hui, je la vois.

La presse : le quatrième pouvoir au service du vrai pouvoir

« En fait, et pour l'essentiel, la dégradation progressive et profonde de la situation française depuis 1974 s'explique par la domination et la répétition incessante de "vérités établies", de tabous indiscutés, de préjugés erronés, admis sans discussion, dont les effets pervers se sont multipliés et renforcés au cours des années. Cette domination se traduit par un incessant matraquage de l'opinion par certains médias financés par de puissants lobbies plus ou moins occultes. »

Maurice Allais, *op. cit.*

« En ne rencontrant que des “décideurs”, en se dévoyant dans une société de cour et d’argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s’est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l’appauvrissement du débat public. Cette situation est le propre d’un système : les codes de déontologie n’y changeront pas grand-chose. »

Serge Halimi, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Liber-Raisons d’agir, 1997, 2005.

L’aristocratie journalistique, composée de quelques maîtres à penser et d’éditorialistes indéboulinables, grisée par un sentiment de proximité avec les dirigeants, fréquentant les mêmes cénacles qu’eux, est au service direct des élites. Cette *nomenklatura* en fait même partie et se montre particulièrement acharnée à défendre le système.

C’est bien d’ailleurs ce qui explique l’exceptionnelle longévité de quelques spécimens zélés, capables de survivre à tous les changements au sommet du pouvoir, de cultiver des amitiés avec tout ce que la planète politique et financière compte d’influences, sans jamais baisser la garde dans la défense des valeurs sacrées du système.

Alain Duhamel est un excellent représentant de cette fine fleur de la presse française, fanée depuis longtemps, mais toujours aussi envahissante : officiant depuis plus de quarante ans auprès de tous les pouvoirs, il n’a eu de cesse de servir la soupe et de mépriser, à mon humble avis, tout ce qui peut ressembler à une véritable opposition au système.

Également au service des élites, véritables relais des injonctions médiatiques, il y a les « sous-élites », les idiots utiles du système, catégorie relativement large dans laquelle chacun

risque un jour de sombrer s'il ne prend garde à entretenir un rapport critique avec l'idéologie dominante et s'il se laisse abuser par les aumônes que celle-ci voudra bien lui consentir. Ces comparses n'ont guère d'influence sur les décisions qui sont prises, mais n'en sont pas moins indispensables dans la mesure où ils défendent becs et ongles l'ordre établi, menant un inlassable travail de modelage des représentations du peuple, et par là, influençant le cours de notre vie politique. Ils contribuent pour beaucoup à noyauter le débat public français, en l'enfermant dans le cadre très étroit de la bien-pensance dont ils sont les ardents défenseurs. Leur fidélité est entretenue par les élites politiques qui parviennent aisément à les amadouer en leur distribuant quelques miettes, hélas goulûment avalées.

On retrouve dans cette catégorie tous ceux qui contribuent à maintenir en place les logiques de domination actuelles. Chefs d'entreprise, cadres dirigeants, hauts fonctionnaires, nombreux sont ceux qui défendent un système dont ils ont l'impression, souvent à tort, de bénéficier, sans jamais dépasser les bornes du prêt-à-penser et du politiquement correct. Davantage diplômés que la moyenne, souvent passés par le formatage idéologique des grandes écoles, grands consommateurs de médias, facilement perméables au discours des élites parce qu'ils ont le sentiment d'être les seuls à le comprendre, ils participent au maintien et à la transmission des quelques idées convenues qui forment l'architecture du cadre de pensée politique officielle.

Prenons l'exemple du dossier de l'assurance-maladie. Que pensera un lecteur averti du *Figaro* ou de *Libération*, ayant donc une culture économique générale, et ne connaissant

pas de difficultés financières particulières ? Il n'envisagera comme pistes de réforme que celles que lui rappelle la *doxa* officielle depuis des années, à savoir deux types de mesures : continuer de dérembourser les prestations et les médicaments, et/ou augmenter les cotisations sociales.

Cet archétype du bien-pensant n'aura bien souvent pas assez de liberté intellectuelle pour se poser les vraies questions, exigeantes et porteuses de solutions, mais taboues dans notre débat public.

Quelle part de notre richesse dépense-t-on et souhaite-t-on dépenser pour la santé ? Doit-on continuer de financer l'assurance-maladie uniquement en prélevant des cotisations sur les salaires ou doit-on élargir l'assiette à d'autres revenus ? Quelle somme et quel gâchis représente la fraude sociale ? Quel est le rôle dans la dérive des dépenses des laboratoires pharmaceutiques ? Quelles priorités en matière de dépenses de santé doit-on établir ?

Sur un autre dossier comme l'euro, ce sont des réactions quasi hystériques que nous verrons se déployer chez nos chiens de garde du système. La réflexion sur l'utilité de la monnaie unique, les méfaits qu'elle peut engendrer pour notre économie et l'intérêt qu'il y aurait à l'abandonner ? Il y a une impossibilité de la conduire sereinement.

Ce sont vraiment là des dogmes de la pensée euro-mondialiste qu'il convient de ne jamais transgresser. Ces sujets suscitent des réactions épidermiques de défense, excluant toute discussion honnête et intelligente.

Aidées par des médias dominants et organisés, et par les soutiens de bobos qui échappent aux cruautés de notre ordre économique et social, les élites politiques, de droite comme

de gauche, bénéficient donc d'un vaste consensus, allant quasiment du sommet à la base de notre échelle sociale. Mais pour tenir, elles doivent aussi travailler en permanence à l'illusion qu'elles tirent leur légitimité d'un jeu démocratique irréprochable. Ce qui n'est pas le cas.

L'UMPS : l'illusion de l'alternance au service du projet mondialiste

« Si un jour l'imagination politique, l'exigence et la volonté politiques ont une chance de rebondir, ce ne peut être que sur la base de l'abolition radicale de cette distinction fossile qui s'est annulée et désavouée elle-même au fil des décennies, et qui ne tient plus que par la complicité dans la corruption ».

Jean Baudrillard.

« Le traité de Maastricht fait la quasi-unanimité de l'ensemble de la classe politique. Les hommes politiques que nous avons élus sont tout de même mieux avertis que le commun des mortels. »

Élisabeth Badinter, « Vu de Gauche », septembre 1992.

Au cours des trois dernières décennies passées, aucun gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, n'a remis en cause la course à l'Europe supranationale, aux transferts de souveraineté, toujours plus nombreux, ou au démantèlement des protections douanières ; pas un n'a envisagé un instant la renégociation par la France, dans son intérêt, des traités européens (Lionel Jospin avait certes annoncé pendant la campagne législative de 1997 qu'il refuserait le Traité

d'Amsterdam, mais il trahit cette promesse dès la semaine suivante de son arrivée à Matignon !).

Aucun non plus ne s'est opposé au mouvement de privatisations et de démantèlement (sous couvert de libéralisation) des services publics orchestrés par la Commission européenne. Aucun n'a mis fin à la politique d'ouverture des frontières et d'immigration incontrôlée. Aucun ne s'est voulu rempart contre la déréglementation de la finance, son recours de plus en plus déraisonnable au levier de l'endettement et à des produits financiers de plus en plus complexes et spéculatifs. Tous ont capitulé face au « divin marché ».

Je reconnais qu'il n'est pas toujours facile d'admettre que le monde qu'on a connu, qu'on s'est plu à analyser selon une grille de lecture longtemps pertinente, n'existe plus.

Je n'ai pour ma part aucun état d'âme à le dire : le clivage entre la gauche et la droite n'existe plus. Il brouille même la compréhension des enjeux réels de notre époque. Certes, il permet aux boutiques politiciennes de continuer de se partager le « marché » de l'offre politique, et constitue une rente précieuse pour quelques politologues à l'inspiration limitée, mais il ne correspond plus à la réalité.

Depuis quelques décennies, le vrai clivage qui sépare les hommes politiques en deux camps est celui-ci : il y a ceux qui croient en la France et ceux, beaucoup plus nombreux, qui n'y croient plus.

C'est le schéma qui marque traditionnellement les moments décisifs de notre Histoire. Le second camp rassemble les adeptes de la religion mondialiste.

Comme souvent, les Français sont moins dupe que leurs élites. En 1981, seul un tiers d'entre eux jugeait « dépassé » le clivage gauche/droite. Ils sont aujourd'hui près de 60 % ! La succession depuis trente ans des gouvernements « de gauche » et « de droite » a fait certainement prendre conscience à nos concitoyens de la perméabilité très forte entre leurs programmes respectifs, et surtout entre leurs pratiques, sans qu'ils parviennent toutefois pour le moment à s'extraire totalement de cette différence artificielle, lorsqu'il s'agit d'aller voter.

La principale illustration de cette tromperie politique perpétuelle réside, je l'ai dit, dans la fameuse « alternance » qui se joue à chaque élection nationale, entre les deux camps au pouvoir, et ce depuis les débuts de la Cinquième République. Elle consiste à donner le sentiment d'un affrontement politique âpre entre deux projets antagonistes, alors même que ces projets, dans leurs orientations fondamentales, sont jumeaux. Ce sont deux déclinaisons d'un même thème, mondialiste et antinational.

C'est le sens du terme « UMPS », qui décrit d'un raccourci commode l'absence d'alternative réelle offerte par l'alternance UMP/PS, les deux partis (et leurs alliés) s'inscrivant dans ce qu'Alain Minc a appelé un « cercle de raison », qui est en réalité la meule toujours en mouvement du mondialisme bien assimilé.

Liés par leurs idées, leurs représentations communes de l'ordre économique et social, et leurs conceptions également dociles de l'action publique, les deux partis dominants et

leurs satellites ont besoin de cette théâtralité de la vie politique, de ce faux affrontement mis en scène entre deux familles politiques proches.

À les entendre, tout les opposerait, sur tous les sujets. Tenus le 22 avril 2007, les propos des deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle reflètent bien cette hypocrisie nécessaire à l'illusion démocratique. Ségolène Royal : « *Nous aurons le 6 mai prochain un choix clair entre deux voies très différentes* » ; Nicolas Sarkozy : « *En me plaçant en tête de ce premier tour et en plaçant Madame Royal en deuxième position, [les électeurs ont marqué] clairement leur souhait d'aller au bout du débat entre deux idées de la nation, deux projets de société, deux systèmes de valeurs, deux conceptions de la politique.* »

Naturellement, les médias ne sont pas en reste quand il s'agit de commenter et faire vivre sous nos yeux ces joutes politiques factices : ils ne déjouent jamais l'escroquerie intellectuelle qu'ils relaient. Au contraire, ils l'alimentent en la dramatisant, contribuant à faire croire que la véritable opposition politique se joue dans notre pays entre la gauche et la droite. Ainsi par exemple, à chaque élection présidentielle, la presse commande-t-elle très en amont du scrutin des intentions de vote entre les deux candidats qu'elle a choisis pour l'affrontement final du second tour : Chirac/Jospin en 2002, Sarkozy/Royal en 2007. En 2012 ce devait être Sarkozy/Strauss-Kahn, ce sera Sarkozy/Hollande, ce qui n'est pas bien différent. L'essentiel est de commencer très en amont, avant même que le scénario ne soit connu, à planter le décor de la pièce qui sera jouée aux Français.

Dans la mesure où il reste tout de même difficile de cacher l'évidente collusion entre les projets de chaque camp sur les sujets fondamentaux (appartenance à la zone euro, décentralisation et désengagement de l'État, immigration, politique étrangère indexée sur celle des États-Unis, etc.), l'illusion démocratique est renforcée en permanence par l'accent mis sur les oppositions, parfois réelles, qui subsistent sur des sujets secondaires, en particulier sociétaux comme le mariage homosexuel par exemple, sujets certes importants, mais très éloignés des grandes orientations politiques et économiques qui engagent l'avenir des Français.

Par ailleurs, à chaque fois qu'un camp est aux manettes, celui d'en face sert sciemment les intérêts de son soi-disant « ennemi » (en plus des siens bien entendu), en simulant l'opposition à des mesures qu'il aurait pourtant de toute évidence prises lui-même s'il avait été aux commandes. Ainsi par exemple, quand Claude Guéant nous sort de faux chiffres en matière d'immigration, tendant à faire croire que l'on réduit les flux d'immigration légale, la gauche lui reproche une prétendue dureté en matière d'immigration. Elle feint aussi de s'émouvoir des trente-trois mille reconduites à la frontière officiellement enregistrées en 2011, alors que tout le monde sait que ce chiffre, au demeurant très faible par rapport à l'étendue du problème, cache un gros mensonge. Nombre de personnes sont en effet comptabilisées plusieurs fois : une large partie des reconduites concerne en effet des Européens de l'Est qui, ayant séjourné en France de manière irrégulière, acceptent de partir, afin de bénéficier de la prime au retour ! Ils reviennent peu après sur le territoire, avant de se faire à nouveau expulser pour repasser par la case départ ;

ces immigrants jouent ainsi au chat et à la souris avec la police, tout en bénéficiant de la complicité du préfet, ravi de pouvoir faire ainsi artificiellement gonfler les statistiques officielles de son département. Le Parti socialiste est d'autant plus de mauvaise foi qu'aucun de ses dirigeants n'ignore que Nicolas Sarkozy est en échec total dans sa gestion de l'immigration clandestine : elle est en réalité en pleine explosion, et entraîne un nombre record de régularisations, le gouvernement n'ayant pas plus de fermeté en la matière que les précédents. La gauche, pourtant très implantée en Seine-Saint-Denis, aura-t-elle ainsi l'honnêteté de dire publiquement que la préfecture de ce département emploie six personnes à temps plein chargées uniquement de procéder aux régularisations sur ce territoire, et que les autorités préfectorales estiment le nombre de clandestins dans ce seul département à cent cinquante mille ?

Quant aux rares hommes politiques de droite ou de gauche qui prétendent avoir découvert les méfaits de l'entreprise mondialiste, ils soutiennent maintenant le contraire de tout ce qu'ils ont soutenu précédemment. Les voilà désormais qui s'affirment pour le contrôle de la finance qu'ils ont, socialistes en tête, dérégulée à tour de bras depuis près de quarante ans !

Ces beaux esprits s'affirment aussi pour une réindustrialisation de notre pays, alors qu'ils se sont acharnés à supprimer toutes les barrières douanières et tous les obstacles à la libre circulation des marchandises depuis Maastricht, favorisant dès lors les délocalisations et la suppression d'un nombre effarant d'emplois industriels.

Les tenants de la « droite populaire » s'affirment comme des combattants anti-immigration alors qu'ils appartiennent à une famille politique qui, depuis les années soixante-dix, favorise l'immigration pour complaire le patronat.

Ces députés de la droite populaire votent tous les budgets immigrationnistes, tous les traités européens nous privant de notre souveraineté en matière de contrôle des frontières, soutiennent un gouvernement qui supprime chaque année trois mille postes de policiers et gendarmes, et veulent nous faire croire dans le même temps qu'ils défendent l'identité nationale, l'indépendance de la France et la sécurité des Français ! Messieurs Mariani et Luca, hérauts de la droite dite populaire, ces élus menacés directement par le Front national dans leurs circonscriptions, découvrent soudainement les difficultés auxquelles sont confrontés les Français ! Quant aux duellistes Montebourg et Mélenchon, partisans affichés de la démondialisation, rabatteurs des classes populaires vers le PS, ce sont de pures arnaques électoralistes ! Nous savons déjà qu'ils appelleront tous à voter au second tour – si l'occasion se présente – pour François Hollande, ou à défaut pour un autre candidat partisan du même système euro-péiste et mondialiste, quelles qu'aient été les postures adoptées pendant la campagne présidentielle.

S'ils osent, avec un culot phénoménal, soutenir un discours si contraire à la réalité des choses, c'est qu'ils comptent sur l'absence de mémoire des électeurs. Et elle existe, malheureusement, il faut en convenir.

Cette amnésie a permis en 2007 à Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly à partir de 1983, ministre du Budget de 1993 à 1995, porte-parole du gouvernement de 1993 à 1995,

ministre de la Communication de 1994 à 1995, président du RPR pendant l'année 1999, ministre de l'Intérieur de 2002 à 2004, ministre de l'Économie et des Finances pendant l'année 2004, président du Conseil général des Hauts-de-Seine de 2004 à 2007, président de l'UMP de 2004 à 2007, ministre de l'Intérieur de 2005 à 2007... de se présenter comme un homme nouveau.

Jeune politicien frais émoulu de nulle part, alors qu'il avait autant de titres et de médailles sur le torse qu'un Maréchal de l'Armée rouge, il n'aurait aucune responsabilité dans la politique menée par ses amis et alliés de 1974 à 2007 ? Ce fut l'arnaque de l'année.

Il en est de même pour François Bayrou, qui se présente lui aussi – et à chaque élection – en débutant, en perdreau de l'année, alors qu'il a été ministre de l'Éducation nationale sous trois gouvernements de droite, député des Pyrénées-Atlantiques depuis 1986, deux fois président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques...

Il a lui aussi assumé, depuis son entrée en politique et sans barguigner, toutes les décisions européistes et mondialistes qui ont amené à la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Le changement que je souhaite, que nous espérons tous, passe par leur départ, puisqu'il faudra changer de politique et non pas changer de degré dans l'échelle de la rigueur. En politique, ce n'est pas comme en cuisine, ce n'est pas dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes.

Les politiciens de l'UMPS, du modem, du Front de gauche, ou des Verts servent tous l'idéologie responsable de la crise, ils l'ont appliquée, justifiée, défendue. Ils sont donc évidemment les plus mal placés pour la résoudre, malgré leurs contorsions politiques.

Le verrouillage du jeu

« Cette oligarchie-là a l'opportunisme furtif et presque honteux. Il faut avant tout préserver l'illusion démocratique, celle qui fait croire au cochon de votant que placer son bulletin dans une urne lui donne une once d'influence sur son avenir. Mais l'oligarchie doit placer ses pions de façon à s'accommoder aussi bien d'un pouvoir législatif socialiste ou libéral, quitte à lui tordre le bras si nécessaire, et surtout à favoriser des majorités consensuelles qui auront à cœur de ne pas revenir sur les avantages que la majorité précédente lui aura octroyés. »

Vincent Bénard, économiste libéral

Dans cette volonté d'écraser la démocratie sous les faux-semblants d'une alternance, qui n'en est en réalité pas une, le bipartisme relève de l'objectif politique ultime.

Nombre de manœuvres témoignent en effet de ce que la limitation de l'offre politique à deux partis seulement, en l'occurrence le duopole officiel PS-UMP, constitue un verrouillage toujours recherché, et ce que l'un ou l'autre des deux camps soit au pouvoir.

C'est évidemment d'abord par les modes de scrutin aux différentes élections qu'on agit : la proportionnelle, qui permettrait à de nombreux partis alternatifs d'être représentés,

est ainsi toujours combattue. Elle n'est évidemment pas à l'ordre du jour pour les élections législatives, malgré les promesses du candidat Sarkozy en la matière, et on menace même sa survivance dans les élections régionales ou européennes. Ainsi, en 2014, les prochains conseillers territoriaux seront élus, du fait de la réforme des collectivités locales voulue par l'UMP, au scrutin majoritaire pour 80 % des sièges et à la représentation proportionnelle de liste pour les seuls 20 % restants : inutile de dire que ce mode d'élection a pour objectif la prééminence des deux partis officiels.

Une autre manœuvre destinée à orienter la vie politique française vers le bipartisme réside dans les règles de calcul du temps d'accès aux médias, notamment télévisuels. Il est ainsi totalement scandaleux que les dispositions du CSA prévoient, pour les formations qui n'appartiennent ni à la majorité ni à l'opposition et qui ne sont pas représentées au Parlement, qu'il soit de la responsabilité des chaînes de leur assurer « *un temps d'intervention équitable au regard des différents éléments de leur représentativité (nombre d'élus, résultats des différentes consultations électorales...)* ». Résultat des courses : quand chaque semaine ou presque le JT de TF1 reçoit un ministre du gouvernement Sarkozy, je n'y ai été invitée qu'une seule fois depuis le début de ma carrière politique. Et encore a-t-on choisi de me faire passer un vendredi, jour de la plus faible audience. Notre mouvement n'est pas le seul concerné par cette inégalité flagrante : le NPA, Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan, ou encore Lutte ouvrière n'ont quasiment aucun temps d'antenne. Inutile de le nier, tous les moyens sont bons pour enfoncer tout ce qui ne se fonde pas dans le moule UMPS.

Autre illustration de cette volonté de cadenasser le jeu électoral en France, encore plus inquiétante du point de vue de la démocratie, la scandaleuse loi de 1976 imposant la publicité des parrainages accordés par les élus aux candidats à l'élection présidentielle. Combinée à la montée en puissance de l'intercommunalité qui rend les maires de petites communes encore plus dépendants des partis, elle est aujourd'hui une arme redoutable aux mains de l'élite oligarchique dans la sélection des candidats à l'élection présidentielle.

Ainsi, l'UMP et le PS, qui détiennent via le scrutin majoritaire l'essentiel des grandes villes de France, tiennent-ils sous leur coupe les maires de ces communes, mais aussi, indirectement, tous ceux des petites communes dépendant des subsides liés à l'intercommunalité. Les deux grands partis peuvent ainsi faire la pluie et le beau temps sur l'offre électorale de la campagne présidentielle, ce qui est peu admissible en terme de démocratie.

Ainsi, avantagera-t-on tel petit candidat qui constituera des réserves de voix notables pour le second tour, empêchera-t-on tel autre candidat gênant pour le système, quand bien même il pèse 20 % dans les intentions de vote : toutes les manipulations sont rendues possibles par ce système discret et inique.

Les électeurs, malheureusement, peinent à éviter le piège de ce bipartisme qu'on leur a fait entrer à coups de marteau dans la tête. Ainsi entend-on fréquemment au sujet de la gestion de l'économie par Nicolas Sarkozy : « *Évidemment je suis déçu, mais qu'est-ce que ce serait si Ségolène Royal était au pouvoir ?* » Endoctrinés, ils parviennent difficilement à concevoir qu'il existe d'autres offres politiques possibles à côté du duopole officiel.

La fin de la gauche

« Je suis socialiste mais mon programme ne l'est pas ».

Lionel Jospin, candidat à l'élection présidentielle de 2002.

L'écroulement du monde socialiste et de son système de pensée, qui a débuté dans l'univers des intellectuels à partir du soulèvement de Budapest en 1956, puis de sa répression, ainsi qu'avec la déstalinisation et le choc provoqué par le rapport Khrouchtchev, a favorisé l'avancée constante de la doctrine ultralibérale mondialiste. À cela une raison : aucune pensée articulée ne s'y opposait plus.

On a ainsi assisté en France à l'écroulement du Parti communiste, qui est passé de plus de 30 % des voix au lendemain de la guerre à un infime 2 % à peine aujourd'hui.

La fin du Bloc de l'Est a contribué au déclin du PC, mais aussi et surtout l'abandon par ce parti de la défense des travailleurs français. Rappelez-vous le « produisons français » des années soixante-dix, rejeté aux rayons des vieilles lunes au profit d'une acceptation revendiquée de l'immigration – dont nous savons pourtant qu'elle est mortifère pour les travailleurs de notre pays.

Georges Marchais n'écrivait-il pas au recteur de la Grande Mosquée de Paris dans une lettre reproduite dans *L'Humanité* du 6 janvier 1981 : « *La présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés fait que la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes (...) C'est pourquoi nous disons qu'il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage (...) Je précise bien qu'il faut stopper l'immigration*

officielle et clandestine (...) Se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés de divers pays. Cela rend difficile leurs relations avec les Français (...) Quand la concentration devient très importante (...), la crise du logement s'aggrave, les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles françaises ne peuvent y accéder. Les charges d'aide sociale nécessaires pour les familles immigrées plongées dans la misère deviennent insupportables pour les budgets des communes. »

C'est l'abandon de ces positions, positions qu'il est presque sacrilège d'évoquer à voix haute aujourd'hui, plus encore que la chute du mur de Berlin, qui aura tué le Parti communiste français.

Et c'est ce qui fait aussi de Jean-Luc Mélenchon un constant « idiot utile » du système. Car ses proclamations de principes antilibérales sont en contradiction frontale avec sa défense de l'Europe supranationale et de l'immigration, sans compter son « oui » à Maastricht. Et je lui reproche d'égarer quelques travailleurs de bonne foi, transformés sans le savoir en supplétifs du mondialisme, cette doctrine qui travaille précisément à leur malheur !

Qui doutera un instant de l'appel de Jean-Luc Mélenchon à voter pour François Hollande au deuxième tour si cette éventualité se présente ?

Si ce dernier est « un capitaine de pédalo », Jean-Luc Mélenchon est bien le chef plagiste !

Il n'y a donc plus d'alternative de Gauche. Son acceptation de la mondialisation comme fin ultime de l'histoire écono-

mique l'a tuée. Pourquoi la Gauche, défenseur traditionnel des classes populaires, des pauvres, des exclus, opposante résolue aux excès du capitalisme financier, s'est-elle ralliée avec armes et bagages à la mondialisation libérale ?

Pourquoi n'est-elle plus qu'un alibi pour riches honteux, comme les exploiters d'hier avaient leurs bonnes œuvres ? Pourquoi a-t-elle quitté le terrain de la défense des classes populaires, des ouvriers, pour s'évaporer dans la défense de « l'exclu » ou du « sans-papiers » perdant jusqu'au sens même du mot exploité ?

Pourquoi ne se distingue-t-elle plus véritablement de la droite que sur des questions telles que le mariage des homosexuels et leur « droit à l'adoption » ?

C'est là encore Jean-Claude Michéa – qu'il veuille bien me pardonner de le « nationaliser » – qui dans *L'Impasse Adam Smith* m'a aidée à théoriser les constatations que je fais de manière empirique depuis des années.

Cette mort programmée de la gauche trouve son origine dans les années soixante-dix. Elle résulte de la combinaison des idées de Mai 68 avec le retour en force, à la même époque, des idées économiques libérales.

La Gauche, depuis sa naissance, a mené constamment d'immenses combats de libération.

Elle a débuté son histoire politique au nom de la Raison, contre les vérités révélées : les Philosophes et les Encyclopédistes s'attaquèrent à l'Église, « l'Infâme » puisqu'ils considéraient qu'elle opprimait les consciences.

Ce combat intellectuel, métaphysique devrais-je dire, s'accompagna d'une lutte pour réduire les inégalités, améliorer le niveau de vie des plus pauvres.

En un mot, la Gauche se voulait le champion de la lutte contre toutes les oppressions, qu'elles soient économiques ou idéologiques. Ce combat se voulait scientifique et rationnel : la Gauche se voulait le parti du Progrès, du Mouvement, de la Modernité... Rappelons-nous au passage de la prétention des libéraux au même caractère rationnel et scientifique de leurs théories.

La Gauche appelait à la libération de l'Homme de toutes les contraintes nationales, religieuses, familiales qui pesaient sur lui... Rappelez-vous la prétention des libéraux à dégager l'Homme de tout ce qui l'empêche d'être un consommateur rationnel sur un marché libre.

Ce parallélisme des idéologies fut masqué à la majorité des consciences par un paradoxe, et une formidable erreur d'analyse commise par la Gauche libérale.

La Gauche, dans son combat pour la liberté, pour les libertés, considérait que le capitalisme libéral, n'ayant de libéral que le nom, reposait essentiellement sur les structures de coercition que représentaient pour elle la Nation, l'Église, l'Armée, l'École, la Famille.

La Gauche considérait donc le système capitaliste comme une structure par nature réactionnaire, tournée vers, et appuyée sur les forces du passé. Il fallait donc pour le combattre attaquer tous ses fondements : Nation, Église, Armée, École, Famille. Selon la pensée de gauche, ces structures « reproduisaient », au sens de Bourdieu, l'univers mental de l'oppression capitaliste, maintenaient un contrôle des consciences qui permettait plus sûrement que les fusils ou les

mitrailleuses le maintien de l'exploitation des travailleurs par les puissants.

Fatal paradoxe pour la Gauche, puisqu'elle faisait ainsi le jeu du système, abattant à son profit les remparts qui pouvaient le contenir. Car nous l'avons vu, le capitalisme libéral mondialisé en marche est une structure de « modernisation » irrésistible.

Le capitalisme libéral est un tsunami qui a détruit successivement les régimes féodaux, le capitalisme entrepreneurial et familial, les monarchies, les régimes totalitaires, les économies mixtes et le Bloc de l'Est !

Nation, Église, Armée, École, Famille, Traditions, tout va progressivement s'écrouler, dans les années quatre-vingt à 2000, devant le Léviathan en marche. Celui-ci fera du citoyen, du croyant, du patriote, de l'élève, du parent, un consommateur décérébré qui sera livré pieds et poings liés aux lois aveugles du système marchand, à la loi du profit maximum, assuré conjointement par les délocalisations et par l'immigration.

Ainsi donc, par une sorte de renversement de toutes ses valeurs, la Gauche, KO debout, deviendra-t-elle l'auxiliaire zélée du libéralisme en marche, participant avec entrain à la destruction de toutes les lignes de défense qu'avaient mis en place nos aînés, à la mondialisation dérégulée, au commerce, à la marchandisation universelle des hommes et des consciences.

Il fallait donc liquider le Général de Gaulle, icône de l'indépendance nationale, de l'économie mixte, du patronat et des syndicaux nationaux, du Plan et de son contrôle des forces économiques ; il fallait aussi détruire le Parti communiste français de Georges Marchais, défenseur du « produisons

français » et opposé à l'immigration. PCE, hélas, complètement discrédité par son soutien à la tyrannie soviétique.

Il fallait pulvériser l'école de la République, berceau de tant d'hommes et de femmes de qualité, édifice jadis au service de la Nation et cultivant la notion d'esprit et de service publics.

Il fallait s'acharner à détruire la famille, berceau de la transmission des savoirs et des traditions, matrice de l'instruction civique et de la morale sociale, au profit de familles multi-formes et de l'enfant-roi, considéré dorénavant comme un prolongement narcissique de soi, voire un objet de divertissement.

Il fallait également et surtout, détruire la Nation, « le bien de ceux qui n'en n'ont pas », et la dépouiller de sa substance, immatérielle.

Ainsi, libéralisme et socialisme communiaient-ils enfin dans l'asservissement de l'État, immolé au profit d'intérêts privés.

La suite logique de ce renversement de toutes les valeurs se déroula ainsi : la Gauche abandonna peu à peu la défense des classes populaires, des travailleurs, des exploités, oui j'ose le mot, pour la défense monomaniaque de l'exclu du Tiers-monde et du sans-papiers, tellement plus exotique et plus valorisante sur le plan intellectuel.

Abandonner la défense du travailleur français, ce beauf raciste et inculte qui allait bientôt, et c'était une raison supplémentaire de l'abandonner, donner massivement ses voix au Front national, devint logique pour les grandes âmes de la Gauche.

Le sarkozysme, « stade suprême » du mondialisme ?

« Dans le spectacle quotidien du gouvernement, spectacle à la fois hilarant et inquiétant, il n'est pas un geste, pas une déclaration derrière lesquels on ne sente le travail d'une équipe, et qui ne soient calculés pour faire croire au bon peuple que le pouvoir est au service de tous quand, de toute évidence, il est l'expression des grandes puissances financières ».

Bertrand Meheust, *La Politique de l'oxymore*, La Découverte, 2009.

Dans le cadre politique foncièrement antidémocratique qui est aujourd'hui celui de la vie politique française, le sarkozysme ne présente, du point de vue idéologique, aucun caractère particulier. Il ressemble à s'y méprendre au « chiraquisme », ou encore au « jospinisme », pour prendre les exemples les plus récents.

Il respecte les fondamentaux de la doctrine mondialiste au pouvoir depuis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 : foi dans l'ultralibéralisme, volonté d'affaiblir l'État par le haut (Europe) et par le bas (décentralisation), mise à sac des services publics, destruction de notre identité nationale par le communautarisme issu de l'immigration ; sur l'essentiel, l'idéologie au pouvoir, hier comme aujourd'hui, reste stable et vise à adapter la France au projet mondialiste, dans ses structures économiques et sociales, dans ses principes politiques, dans sa chair, en brisant sa singularité et sa capacité de résistance.

Il n'y a guère qu'en politique étrangère que le sarkozysme innove, en officialisant l'asservissement de notre diplomatie à celle des États-Unis.

Le sarkozysme, s'il ne se distingue pas dans le fond de la politique menée avant lui, se caractérise tout de même par un raffermissement très net du caractère antidémocratique des conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir en France.

Le sarkozysme est d'une certaine manière au système de domination que nous connaissons ce que le rococo est au baroque, à savoir une forme totalement débridée et délirante du style d'origine, avant sa probable extinction, amenée par ses propres excès.

Il va en effet plus loin que d'autres avant lui dans l'organisation d'une opposition factice entre la droite et la gauche, et dans l'instrumentalisation du débat public, pour épater la galerie. Le sarkozysme, du point de vue de la méthode, est une entreprise très aboutie et perfectionnée de mystification des électeurs, beaucoup plus efficace que les tentatives plus « amateurs » mises en place avant l'arrivée de l'équipe actuelle au pouvoir. On a beaucoup menti aux Français depuis plus de trente ans, mais jamais autant, et avec un cynisme aussi assumé, qu'aujourd'hui.

Le mensonge est d'ailleurs consubstantiel à la présidence sarkozyste dans la mesure où cette entreprise politique s'est fondée dès la campagne électorale de 2007 sur une duperie fondamentale et originelle : celle qui a consisté à faire croire aux Français que Nicolas Sarkozy était novice dans l'exercice du pouvoir, blanc comme l'agneau, alors que c'était un ministre blanchi sous le harnais.

Dès le début de sa campagne présidentielle, le ton était donné : aucun devoir de vérité ne contraignait le candidat,

qui s'autorisait à prononcer selon les audiences des discours contradictoires tout en éludant systématiquement la question de son bilan à la tête de différents ministères depuis 2002. S'agissant des interventions programmatiques du candidat UMP, personne ne parlait mieux à l'époque des faiblesses du candidat Nicolas que celui qui allait devenir son ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, Éric Besson. Ainsi, l'ancien soutien de Ségolène Royal déclarait-il sur le plateau de Ripostes le 14 janvier 2007 : « *Il a écrit beaucoup de livres, il a prononcé beaucoup de discours et il y a les traces de son action de ministre. Moi je veux bien que par une sorte d'angélisme, un discours d'un après-midi efface dix ans, vingt ans d'engagement... Celui qui, ce matin, a dit une chose d'intéressante, c'est Monsieur Balladur qui dit à Nicolas Sarkozy : "Faites attention de ne pas dire de choses trop contradictoires". Autrement dit, il n'est pas dupe, Monsieur Balladur, il a bien compris que Nicolas Sarkozy est en train de dire tout et l'inverse de tout sur quasiment tous les sujets.* » C'est aussi Éric Besson qui tonna le plus contre le bilan du candidat UMP place Beauvau : une augmentation de 43 % des atteintes aux personnes comme ministre de l'Intérieur, soit un bilan particulièrement peu probant.

Une fois l'Élysée conquis, il s'agissait de faire durer l'illusion d'un responsable public différent, en rupture avec ses prédécesseurs, incarnant le retour du volontarisme en politique, et pour cela tous les moyens ont été bons. Nicolas Sarkozy n'a pas abandonné sa stratégie d'« enfumage » ; il lui a au contraire donné une envergure industrielle en professionnalisant ses techniques de manipulation de l'opinion. Plus que jamais depuis 2007, le pouvoir trompe les citoyens.

Chez le Président de la République, tout est affaire de communication. Cela commence par ses initiatives : elles ne sont jamais prises en fonction de l'intérêt général ou mises en cohérence avec les précédentes. Elles sont uniquement décidées par le biais d'enquêtes d'opinion qui déterminent l'agenda présidentiel. Celui-ci varie sans cesse au gré de ce que révèlent les sondages commandés par l'Élysée, ou de ce que peut souffler à l'oreille du Président quelque conseiller particulièrement averti, ce qui contribue à un double effet : nourrir en permanence le public d'une actualité présidentielle, forcément en phase avec la préoccupation du moment, et détourner l'attention du même public de l'échec de la précédente mesure, forcément non aboutie, puisque déjà oubliée lorsque la suivante arrive.

Nicolas Sarkozy cherche ainsi à donner le tournis aux citoyens. Envoyant sans cesse des messages destinés à montrer qu'il est sur tous les fronts et toujours en mouvement, il contribue à un effet de saturation hypnotique chez l'électeur moyen qui n'est prié de ne retenir qu'une seule chose : le président s'active, essaie de faire bouger les lignes ; peu importe s'il n'y arrive pas systématiquement, au moins aura-t-il essayé...

Mais pour tenir, le sarkozysme n'agit pas seul. Il s'appuie sur un montage en triangle particulièrement astucieux : le premier sommet du triangle, c'est l'Élysée, qui fixe l'agenda et la stratégie de communication, le deuxième ce sont les médias, qui relaient complaisamment le message présidentiel et organisent les conditions d'un débat biaisé, le dernier sommet étant constitué de sondages qui viennent confirmer que le président est sur la bonne voie.

Le schéma est simple à comprendre : un problème se pose à un moment donné, Nicolas Sarkozy annonce immédiatement une mesure phare, en général sans consistance aucune et sans implication réelle possible, mais symbolique et capable de frapper les esprits ; celle-ci est ensuite abondamment relayée par la presse qui se félicite du volontarisme présidentiel, et considérée comme étant conforme à ce que souhaitent les Français – un sondage venant à l'appui de cette assertion. La bonne volonté des médias s'explique quand on sait que de très bons amis du président dirigent les groupes de presse les plus importants, les principaux titres, et les plus grandes chaînes. Quant à l'utilisation des enquêtes d'opinion, elle est particulièrement facilitée par le montage mis au point par Patrick Buisson, conseiller du Président, et révélé par le rapport de la Cour des comptes de juillet 2009 : les sondages réalisés par l'institut Opinionway, officine qui ne travaillait quasiment que pour l'UMP et les journaux dits de droite, payés à la fois par l'Élysée et le *Figaro*, étaient directement pilotés par le dit conseiller, qui s'octroyait avec son cavalier de flanc droit Étienne Mougeotte un pouvoir discrétionnaire total sur la rédaction des questions.

Prenons encore quelques exemples de l'enfumage généralisé auquel se livre le pouvoir en place, et auquel il parvient avec plus ou moins de succès.

Un sujet capital concentre en soi une bonne part du mensonge présidentiel et fait l'objet d'une manipulation à jet continu de l'opinion, que personne n'est parvenu jusqu'ici à démonter : l'Europe. Cela fait des années que l'on cache aux Français la réalité du carcan européen dans lequel notre pays

s'est enchaîné sans l'accord du peuple. Mais de la part du président de la République, sur cette question, il ne semble plus y avoir aucune limite dans la volonté de tromper le peuple. Ainsi, la dernière campagne des élections au Parlement européen a-t-elle été l'occasion d'une hypocrisie sans nom : l'Europe de Bruxelles fut critiquée de toute part par l'UMP, pour sa léthargie face à la crise, pour son dogmatisme (aucune aide d'État possible, aucune marge de manœuvre au niveau national en matière de politique industrielle), et plus largement pour son rôle de catalyseur dans les dérives financières contemporaines.

Tout cela alors que Nicolas Sarkozy, l'UMP et les autres partis du même tonneau faisaient ce qui était en leur pouvoir pour pousser en sous-main à l'adoption la plus rapide possible du Traité de Lisbonne, qui grave dans le marbre la folie libre-échangiste de l'Europe. Difficile d'aller plus loin dans l'esbroufe !

Autre sujet, le débat sur l'identité nationale. De toute évidence, ainsi que je l'analysais dans une tribune que *Le Monde* a publiée en décembre 2010 (la première et la dernière d'ailleurs), sur ce dossier, l'enfumage a échoué. Lancé afin de fidéliser une partie de l'électorat de droite abusé lors de la dernière élection présidentielle, ce débat obéissait à la même logique que celle qui prévaut à toutes les initiatives présidentielles du quinquennat et que nous dénonçons ici. Sauf que la machine de communication s'est apparemment grippée. Difficile de savoir ce qui a empêché l'arnaque sarkozyste cette fois de fonctionner : la révélation du scandale Opinionway ? La mise en cause de l'éminence grise Buisson ?

L'essoufflement du Président ? L'opiniâtreté de nos militants ? Certainement tout cela à la fois... Mais toujours est-il qu'à cette occasion, peut-être pour la première fois depuis des années, les masques sont tombés et la stratégie de Nicolas Sarkozy a été déjouée.

Par ses outrances et ses intrigues, l'exercice sarkozyste du pouvoir a deux types de conséquences. En premier lieu, il nuit considérablement à la confiance que peuvent avoir les Français dans leurs dirigeants. Il va sans dire que tout ce que nous avons dénoncé, si l'on n'y met fin, ne pourra que concourir à un affaiblissement de la participation lors des consultations électorales. Si l'on ne lutte pas contre la déliquescence démocratique que connaît notre pays, exacerbée par le quinquennat actuel, les Français risquent fort de sombrer dans une défiance définitive à l'égard de l'offre politique.

Mais le Sarkozysme a aussi le mérite de permettre une identification facile des faiblesses du système, et donc d'offrir des angles d'attaque plus évidents.

Cela est heureux, car nous ne pourrons, dans le cadre de la campagne présidentielle, et par la suite dans tous les autres cadres, réformer la France qu'à partir du moment où les Français auront une claire conscience des réalités du système qui les opprime. C'est ma conviction fondamentale.

Les élites rattrapées par la crise

« Au moment où une monarchie va s'écrouler, plusieurs phénomènes peuvent être observés. Et d'abord la noblesse tend à se dissoudre. [...] Un mortel affaiblissement se fait sentir à tous au dehors comme au dedans ; les grandes choses de l'État sont tombées, les petites seules sont debout, triste spectacle public ; plus de police, plus d'armée, plus de finances ; chacun devine que la fin arrive. De là, dans tous les esprits, ennui de la veille, crainte du lendemain, défiance de tout homme, découragement de toute chose, dégoût profond. Comme la maladie de l'État est dans la tête, la noblesse, qui y touche, en est la première atteinte ! »

Victor Hugo, préface de *Ruy Blas*.

« Il y a beau temps que les Français cherchent désespérément un secours sans cesse promis par des prétendants trop sûrs d'eux. Ils savent maintenant qu'ils ne le trouveront plus dans un débat politique dérisoire [...] Les ambitions demeurent, l'impuissance s'étale, la vulgarité aussi. Le peuple dit : "assez !" Le pouvoir s'évanouit. »

Marie-France Garaud, *op. cit.*

S'attaquer faiblement aux problématiques essentielles du pays, affronter l'inertie des esprits, ou la puissance de feu des banques, ou l'immigration clandestine, c'est improductif ; c'est la méthode Dalida ! Des « paroles, paroles, » à peine prononcées, déjà oubliées, pour éviter d'attaquer les causes. Nous avons vu que cette crise, comme toutes les précédentes, trouve son origine dans trois éléments essentiels se renforçant l'un l'autre, dans une relation d'interdépendance caractéristique d'un système.

La libéralisation générale des échanges de biens, de service, d'instruments financiers et d'êtres humains, d'abord ; la dérégulation financière, ensuite ; l'immigration incontrôlée enfin, voilà le trépied infernal de la crise.

Nous avons connu une accumulation de mauvais choix politiques et économiques, ou plus exactement de mauvais choix économiques réalisés par des hommes politiques soumis à une idéologie libérale devenue religion.

Tous nos gouvernants, de droite comme de gauche, ont abdiqué devant les institutions financières.

Ainsi, ils renoncent chaque jour un peu plus à favoriser l'éducation, c'est-à-dire l'instrument indispensable à tout être humain pour s'élever au-dessus de sa condition. « *Quand vous semez dans le vaste champ de la République vous ne devez pas compter le prix de la semence : après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple* » affirmait Danton.

Nos hommes politiques ne sont plus que des relais serviles d'établissements financiers, pour qui seuls comptent la notation triple A et la sécurisation de la dette. Mais le Général de Gaulle doit se retourner dans sa tombe, lui qui pensait que « la politique de la France ne se fait pas à la corbeille », lui qui dédaignait ouvertement les « gnômes de Zurich ».

Pour maintenir ce système qui ne profite qu'à quelques-uns, ils détruisent toute l'organisation économique et sociale construite sur ce vaste compromis qu'était le programme du CNR en 1945.

Organiser la liberté d'entreprendre oui, la liberté d'investir bien sûr, le droit de se constituer un patrimoine à l'évidence,

mais dans le respect des justes équilibres qui conduisent à la nécessaire égalité sociale, fondement de toutes les sociétés démocratiques.

Laisser se constituer des oligopoles géants, des ententes sur les prix entre les producteurs, ouvrir tous les espaces à une grande distribution monopolisant le commerce, favoriser l'accumulation de fortunes scandaleuses et galvauder la morale publique, permettre à la finance de se constituer des rentes et de privatiser la monnaie, de spéculer sans limites sur les produits agricoles, c'est préparer le cimetière de la démocratie.

Cette dérive de l'économie la transforme en un vaste casino, totalement déconnecté de la réalité productive, la vraie, la seule qui compte, celle qui doit assurer du bien-être des peuples qui produisent et consomment.

Ainsi se constitue jour après jour une société ultralibérale et mondialisée, qui n'est que la façade de la dictature économique que l'hyper-classe mondialisée exerce avec un égoïsme noir, et ce au détriment de la classe moyenne et des classes populaires.

Revenons un instant sur les discours de Toulon, de Toulon 1 comme de Toulon 2 prononcé par le Président Sarkozy. Ces discours, le président de la République aurait dû les intituler « L'Aveu » !

Car voilà que Nicolas Sarkozy fustige soudain les méfaits d'un capitalisme débridé, les intérêts à court terme, la mondialisation débridée.

« Il est plus de joie au paradis pour un pêcheur qui se repent que pour dix justes » affirme l'Écriture. Certes, mais il oublie que

ce qu'il condamne, il a participé à le créer et à le défendre depuis trente ans qu'il exerce ses mandats politiques. Il oublie de dire que la situation s'est aggravée sous son mandat, non pas parce que la crise s'est durcie (car la crise est le produit de l'action politique menée depuis trente ou quarante ans), mais bien parce que seul un changement radical, qu'il ne peut arriver à impulser, peut résoudre cette crise. Les solutions préconisées par lui ne sont rien d'autre qu'une capitulation en rase campagne de la France face à l'Allemagne, dans le droit fil de cette Droite de l'argent qui a toujours galvaudé l'intérêt national, dans le droit fil de la droite que le Général de Gaulle a toujours méprisée. La géographie lui donne du reste une terrible leçon puisque l'Histoire ne semble pas lui parler. C'est à Toulon en effet que la flotte française se saborda en 1942, et c'est à Toulon que Nicolas Sarkozy abdiqua encore un peu plus la souveraineté de la France en tant qu'État-nation, le 1^{er} décembre 2011.

Si Nicolas Sarkozy et les hommes qui l'entourent, si François Hollande et son équipe, si l'ensemble des candidats qui vont se présenter à l'élection présidentielle ne peuvent apporter de solutions à cette crise, c'est qu'ils s'inscrivent tous, à l'exception peut-être de Nicolas Dupont-Aignan, dans le même logiciel de pensée.

Ils sont imprégnés de la même idéologie, des mêmes conceptions qui transcendent la fausse opposition que nous jouent la droite et la gauche.

Si gauche et droite appliquent la même politique, et considèrent que le futur est scientifiquement défini et tend vers le règne universel du marché, à quoi sert-il de voter ?

Puisque gauche et droite acceptent que seuls la logique mondialiste et le libéralisme soient l'alpha et l'oméga de l'organisation économique mondiale, faut-il garder un parlement élu ? C'est bien parce que je ne partage pas les principes de cette idéologie que j'ai entamé mon combat politique, aidée par tous les militants, et que j'affronte l'ensemble du Système. D'abord accompagnée de quelques-uns, rares au début, j'ai vu grossir l'avant-garde de l'immense foule des Français qui se sont réveillés et disent non.

Mais il faut convaincre encore et toujours plus, pour qu'ensemble, tous unis dans cet élan démocratique sans lequel rien n'est possible, nous puissions refermer la parenthèse libéralo-mondialiste qui nous a ruinés, et retrouver le chemin de la croissance, du plein-emploi, et de la justice sociale.

Nous voilà maintenant arrivés au terme de notre analyse. Cette crise est le résultat de choix économiques et politiques que l'on a tenté de nous faire prendre pour la nécessaire prise en compte d'une vérité scientifique.

La libéralisation généralisée des échanges, sans aucune limitation, aboutit à la constitution d'excédents financiers monstrueux provoqués par les déséquilibres commerciaux entre pays à forte protection sociale et pays à bas coûts de production, et à un insupportable accroissement des inégalités.

La dérégulation financière a permis au secteur privé de créer *ex-abrupto* de la monnaie à l'instar des États, de spéculer sans limitations en prenant en otage les dépôts des épargnants ; elle a permis la constitution de fortunes colossales sans la moindre création de richesse.

Les États s'en sont remis au Marché pour assurer leur financement, qui est devenu plus cher et dépendant des agences

de notation, organismes privés, soumis eux aussi aux lois du Marché, alimentant ainsi une rente captée par la classe mondiale des plus favorisés.

Le Marché, poursuivant sa logique infernale, s'est attaqué aux États-nations, qui seuls possédaient les moyens de limiter la guerre internationale de tous contre tous, moteur de cette course effrénée au profit maximum, asservie aux seules fins égoïstes d'une classe mondialisée de riches oisifs accaparant toujours plus de biens.

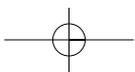
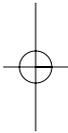
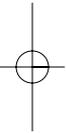
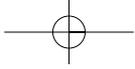
La combinaison de ces différents facteurs a créé les conditions d'une spéculation financière mondiale incontrôlable. Le pitoyable spectacle que donnent les gouvernants aujourd'hui s'explique parce qu'ils continuent d'honorer et de servir des causes dont ils déplorent les effets, sans jamais remettre en question le Moloch dont ils sont les valets.

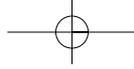
Les seules solutions envisagées par eux pour sortir de cette situation, c'est de faire payer les Peuples par l'impôt, la baisse du niveau de vie et de la protection sociale.

Au citoyen et au contribuable de se priver, d'accepter le chômage, les délocalisations, l'immigration pour renflouer les pertes des banques, des financiers et des spéculateurs pour assurer la survie des produits spéculatifs qu'ils ont élaborés et vendus aux plus riches.

C'est au cri de « *sauvons l'euro jusqu'au dernier de vos emplois, de vos dernières économies, de vos retraites et de votre sécurité sociale* » qu'ils devraient, par souci d'honnêteté, se présenter aux élections qui s'annoncent !

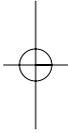
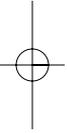
Permettez-moi je vous prie de vous offrir un autre chemin, d'autres solutions et une autre espérance !

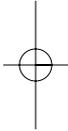
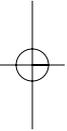
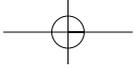




Deuxième partie

**UN AVENIR FRANÇAIS,
LA VOIE DU REDRESSEMENT**





Décrire nos souffrances, c'est certainement le plus simple de la réflexion qui a conduit à rédiger ce livre. Trouver les remèdes aux difficultés de notre pays, c'est encore relativement aisé. On pourrait se dire qu'à partir de là, il n'y a plus qu'à convaincre et à reconstruire. Reste que, trahis par des générations d'hommes politiques qui, sans vergogne, les unes après les autres, n'ont pas respecté leurs promesses, et se sont abaissées à toutes les lâchetés et les compromissions ; la confiance dans les institutions, élément indispensable de l'équilibre républicain, s'est étiolée au même rythme que celui des espérances déçues. On l'a vu : parce qu'ils symbolisent le meurtre de la parole donnée en politique, Nicolas Sarkozy ou Jacques Chirac ont porté à l'attachement de notre peuple à la chose publique un coup dur, que d'aucuns craignent fatal.

Le mépris que Sarkozy éprouve pour l'honneur de sa fonction, de la grâce que lui ont faite les Français, en le désignant comme leur président, comme leur représentant devant la planète entière, contribue pour beaucoup aussi à nourrir la défiance envers les hommes politiques. Quel respect peut-on accorder à un chef d'État qui, une fois élu, a immédiatement commencé à insulter les sans-grades et les oubliés en jouant

crânement au nouveau riche ? Plus généralement, quelle considération peut-on avoir pour un homme qui a décidé de se mettre au service de ses amis du CAC 40 ?

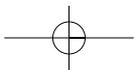
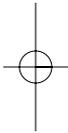
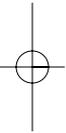
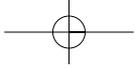
Le service de la patrie oblige à une certaine retenue, à une ascèse : j'ose le mot. Cette vocation implique une forme de distance, non pas avec la réalité que connaissent nos concitoyens, mais bien avec les puissances de l'argent, des médias, de la banque dont nous savons tous qu'elles sont liées.

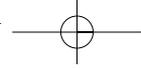
Sans doute le long éloignement de ma formation politique des jouissances du pouvoir, jointe à une certaine méfiance personnelle pour tout ce qui brille, m'ont-ils préparé à cette attitude d'éloignement ? Je pense plus encore que mon expérience d'élue locale, à Hénin-Beaumont, dans un de ces coins de France si dévasté par les évolutions économiques et sociales des dernières décennies, a contribué à renforcer mon sens de l'humilité.

Tout cela me permet de cultiver cette sincérité dont je crois qu'elle est un des fondements de l'engagement politique véritable, l'une des valeurs irremplaçables pour quiconque espère un jour mener une action résolue au service de l'intérêt général. Je crois très profondément que sans être sincère, un homme ou une femme politique ne peut aller au bout des idées qu'il défend, se heurtant toujours plus vite et douloureusement que prévu à des contraintes qu'il ne se sent pas la force de dépasser.

La vérité a son propre poids et elle se ressent au-delà des mots et des proclamations.

Je le disais dans *À contre flots*, mon premier livre, je crois que la politique, c'est de l'amour, l'amour des gens de son pays, de leur vie, de leurs coutumes, de sa langue, de ses réussites comme de ses échecs, de ses grandeurs comme de ses petites. Et de la France moi, je prends tout, des Gaulois aux Céfrans qui veulent devenir Français à part entière, de la monarchie à la République, de la colonisation à la décolonisation, des cathédrales à la loi de laïcité de 1905. Mais vous seul, lecteur, électeur, vous pourrez juger de ma sincérité et choisir de croire en mon engagement qui repose sur des valeurs essentielles qu'il convient de réhabiliter.





Chapitre 1

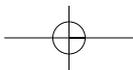
Sur quelles valeurs engager un projet national ?

Les forces de la France

Paradoxalement, la grande oubliée de la politique française, c'est la France. Alors que c'est d'abord sur elle, grande puissance vingt fois séculaire, que nos dirigeants devraient s'appuyer pour gouverner, ce n'est plus le cas depuis des décennies déjà.

Je l'ai dit sans détour : nos dirigeants, et plus généralement nos élites, ne croient plus en la France. Ne donnant aucune preuve tangible de leur amour pour notre pays, ils semblent plutôt tout essayer pour que le peuple français désespère de sa propre patrie.

Oui, bien sûr, on parle aux Français de la France en période électorale ! Ségolène Royal s'est souvenue en 2007 que la France avait un drapeau national, et s'est prise subitement d'une tendre affection pour lui, au point qu'elle demanda à tous les Français de l'accrocher à leur fenêtre... Nicolas Sarkozy a lui aussi ses « crises de France », généralement durant les quelques mois qui précèdent les élections.



Marseillaise, identité nationale, Jeanne d'Arc, élans patriotiques des discours d'Henri Guaino : les fumées tricolores sont envoyées vers l'électeur afin de le plonger dans la brume et l'empêcher d'y voir clair. François Bayrou lui-même, l'ultra-européiste, n'avait pas manqué en 2007 de se peindre en bleu, blanc, rouge, jusqu'à dévoiler au pays un vibrant slogan de campagne : « La France de toutes nos forces ! »... Cette fois-ci, il se fait le chantre du « Produire français », comme si les traités européens qu'il soutient n'existaient pas... Oui, la France, ils l'ont oubliée ces gens-là, et de toutes leurs forces.

Depuis des décennies, et je date cette dérive de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, le projet politique qu'on offre aux Français n'est plus véritablement français. Il n'est plus français en ce sens qu'il ne s'inscrit plus dans un principe de confiance en la France. Durant son septennat, le président Giscard n'a eu de cesse de rappeler que notre pays n'était qu'une « *puissance moyenne* », « *représentant 1 % à peine de la population mondiale* ». Après lui, François Mitterrand eut cette formule si terrible, mais si révélatrice : « *La France est ma patrie, l'Europe est mon avenir* »... Oui, c'est bien cette idée, même implicite, qui irrigue la politique française depuis plus de trente ans : la France est une idée qui appartient au passé, qui ne se conjugue pas au futur. L'avenir des Français ne peut être qu'européen, et mondial.

D'où la course à l'Europe, la promotion incessante du modèle mondialiste, pourtant désincarné.

Ce peu de foi en la France pénalise notre langue nationale, que nos dirigeants ont renoncé à défendre dans les enceintes internationales, qu'ils ne font plus l'effort de parler correcte-

ment eux-mêmes, et dont le déclin organisé affecte jusqu'aux publicités qui s'affichent en anglo-américain sur les murs de nos villes.

Je suis convaincue que notre malaise national s'explique en grande partie par le sentiment, souvent confus, que le peuple peut avoir de cette situation. Notre peuple est dans le fond extrêmement attaché à son pays, mais il pressent qu'on lui réserve un autre avenir, dans lequel la France n'a plus sa place, ou alors à titre subsidiaire, réduite à un vague héritage culturel, un musée certes magnifique, mais un musée, voire un mausolée...

Mon projet se pose en rupture avec cette conception de notre pays. À mes yeux, la France est un principe supérieur, celui qui doit inspirer l'ensemble de nos actions, un principe d'avenir aussi, parce que je crois en elle, que je l'aime de toute mon âme, et que j'ai foi en son destin. Cette conviction politique se fonde d'abord sur un inépuisable amour pour mon pays, un sentiment enfoui au plus profond de moi-même qui m'envahit à chaque moment de communion nationale. Comme l'amour maternel, l'amour de la France ne s'explique pas, il se vit. Ce sentiment m'emplit d'espérance pour l'avenir et constitue le carburant inépuisable de mon engagement politique. La France, ses paysages, ses trésors architecturaux, ses clochers, ses campagnes, ses fleuves, ses traditions et son génie national, la France, c'est chaque jour une émotion renouvelée, le sentiment si fort de vivre dans un pays hors du commun, dont la lumière continue de briller au-delà de nos frontières, pays à la fois singulier et capable de faire vibrer les cœurs de tous les hommes.

La France ? « *Une idée nécessaire à la civilisation* » nous dit l'écrivain anglais Charles Morgan ! La France des écrivains et des poètes, sa douceur angevine, ses nuits rhénanes, la diversité française admirablement dépeinte par Braudel, les souvenirs de Pagnol, l'Histoire nationale de Bainville, de Michelet, c'est bien cette France riche, féconde, complexe, qui rayonne depuis des siècles dans la conscience universelle. C'est bien la France éternelle qui inspire mon action.

Cette conviction repose également sur une analyse raisonnable du monde actuel. La nation est la seule réponse crédible à la mondialisation. « *À ceux qui n'ont plus rien, il reste la patrie* » nous disait Jaurès. Cette phrase est d'une actualité brûlante. La nation est le seul cadre politique en mesure de proposer une alternative au magma mondialiste. Elle est la seule à avoir la taille suffisante et la légitimité démocratique nécessaire pour représenter une protection et un cadre de vie pour nos concitoyens. Je pense que plus la mondialisation sauvage progresse, plus l'exigence de nation se renforce. Cadre naturel des solidarités, c'est au sein de la nation qu'on peut aider les plus démunis, c'est elle qui peut protéger les travailleurs et incarner un espoir pour tous ceux que la vie n'a pas épargnés.

Ce n'est certainement pas l'Europe qui peut jouer ce rôle, parce qu'elle n'a aucune réalité charnelle, qu'elle ne fait vibrer le cœur de personne, qu'elle est un espace sec et abstrait qui ne suscite aucun attachement, et qu'elle n'a d'autre objectif que d'accélérer l'avènement du projet mondialiste.

Mettre la nation au cœur de son projet politique comme je le fais ne signifie pas choisir l'autarcie et le repli sur soi. La pro-

pagande des mondialistes de gauche comme de droite, de tous ceux qui ont renoncé à la France, de tous ceux qui ne l'aiment pas parce qu'ils ne la comprennent pas, et ne la comprennent pas parce qu'ils ne l'aiment pas, est la même : on assimile « national » à « ringard », et « mondial » à « moderne ». C'est une escroquerie intellectuelle et politique, parce qu'il existe depuis tout temps une articulation entre national et global, qu'on nommait jusqu'à peu « international ». Un État-nation peut par définition agir sur son territoire, mais il peut aussi le faire en dehors, en coopérant avec les autres États-nations, dans le cadre d'une collaboration internationale, qui peut d'ailleurs prendre des formes variées : souple ou structurée, voire très intégrée dans certains domaines. Il existe des enceintes prévues pour cela, à commencer par l'ONU. Une problématique mondiale, comme le terrorisme ou la pollution par exemple, peut donc parfaitement trouver une parade concertée face à elle, et à coup sûr de façon plus efficace, sans qu'on soit obligé d'installer une autorité globale au-dessus des nations et des peuples. C'est en coopérant, en concluant des accords, en s'engageant sur des objectifs communs que les États-nations répondent réellement à ce type d'enjeux. Il y eut d'ailleurs de tout temps des problèmes de dimension mondiale. Et de tout temps, les nations ont su réagir ensemble : face aux réseaux terroristes depuis des décennies déjà, face aux épidémies, ou pour organiser le transport international. Je refuse donc la fausse alternative mondiale/nationale qui sonne inexorablement comme une opposition, parfaitement idéologique, entre le moderne et l'archaïque. Il faut déjouer ce piège, qui vise à légitimer la mise en place d'autorités supranationales qui échappent au contrôle et à la légitimité démocratiques.

Mon projet est donc éminemment français, et d'abord patriote. Il croit en la France, a foi en elle, car dans ses profondeurs il y a le peuple français. Je refuse le masochisme national, qui ne produit rien d'autre que le ressentiment, la division et l'obsession mortifère d'un passé tronqué.

Je suis convaincue que seul ce projet éminemment français permettra de redonner au vieux peuple que nous sommes la fierté de ce qu'il est. Un peuple n'avance pas s'il n'a pas confiance en lui, s'il n'est pas convaincu de ses propres atouts. C'est cette fierté, non pas cocardière mais dynamisante, que je souhaite éveiller. C'est elle qui rendra possible l'assimilation des nouveaux Français, ceux qui ont fait le choix sincère de notre pays et de vivre en harmonie avec ses traditions, ses lois et ses valeurs.

Les Français doivent de nouveau croire en eux, croire en leur génie national et en l'avenir. La Chine, les États-Unis, l'Inde, la Russie, l'Argentine et même le Royaume-Uni ou la Suède avancent, parce qu'ils ne doutent pas de leurs forces. Nous n'avons pas, nous non plus, de raison structurelle de douter et de nous laisser aller au pessimisme, celui qui ouvre la porte à toutes les manipulations politiciennes. La France est la cinquième puissance mondiale. Tout fait d'elle un cas à part : sa cuisine, sa culture, son vin, ses habitants. Sa géographie exceptionnelle, sa superficie, qui fait d'elle le plus grand pays d'Europe, sa démographie, qui ne demande qu'à être soutenue, ses territoires ultra-marins et l'aura dont elle jouit encore partout dans le monde, lui donnent toutes les raisons d'espérer. Et de croire en ses propres ressources

Si elle décide de se relever, et de prendre appui sur ce qui fait sa force, c'est-à-dire de faire se lever un peuple inventif et uni dans les grandes heures de son histoire, la France traversera le XXI^e siècle dans la prospérité et la grandeur.

Le peuple français, acteur de son destin

Quatre février 2008. Une date qui ne vous évoque peut-être rien sur l'instant. Et pourtant, ce jour-là est pour moi à marquer d'une pierre noire. C'est en effet le 4 février 2008 que cinq cent soixante parlementaires, réunis en Congrès à Versailles, ont voté, comme je l'ai expliqué, la révision de notre Constitution, nécessaire à l'adoption du Traité de Lisbonne. Ce jour-là, cinq cent soixante parlementaires sur sept cent quarante et un exprimés, venus de la gauche, du centre et de la droite, ont permis l'adoption d'un traité presque en tous points conformes à la Constitution européenne que le peuple français avait – oserait-on dire souverainement ? – rejetée par référendum près de trois ans plus tôt.

Ils ont rendu possible la ratification par la France, puis son entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2009, d'un traité dont Valéry Giscard d'Estaing estimait dans *Le Monde* du 27 octobre 2007 qu'il avait été « *rédigé exclusivement à partir du projet de Traité constitutionnel, les outils sont exactement les mêmes. Seul l'ordre a été changé dans la boîte à outils* ».

Ce jour-là, le dernier fil qui reliait le peuple à ses élites s'est rompu. Ce que le peuple avait fait, celles-ci avaient osé le défaire dans les travées dorées du château de Versailles. Seule la Toile s'est faite l'écho de ce déni de démocratie, alors que la plupart des médias traditionnels furent une nouvelle fois muets ou consentants, comme aux abonnés absents.

Cet épisode succédait au déchaînement d'arrogance et de violence qu'avait suscité parmi les élites politico-médiatiques le rejet du Traité constitutionnel européen par 54,7 % des

électeurs le 29 mai 2005. Qui se souvient de l'éditorial haineux de Serge July paru dans *Libération* le lendemain de ce vote honteux ? Ce bel esprit n'avait pas hésité à qualifier de « cons » les électeurs ayant choisi le « non ». La France vivra – je l'ai dit déjà – la même séquence antidémocratique quelques mois plus tard, à l'occasion cette fois du référendum Suisse sur l'interdiction des minarets. Le jour où 57 % des électeurs helvétiques approuvèrent cette mesure, ce qui est leur droit le plus strict, les médias français, ainsi que nos dirigeants politiques, n'hésitèrent pas à diffamer le peuple suisse, évoquant une attitude de « crispation » ou même d'« ignorance » (il est bien connu que le peuple ne sait jamais ce qui est bon pour lui...), allant jusqu'à condamner le principe même du référendum d'initiative populaire au prétexte, pour reprendre leurs termes, qu'il conduit à des « dérives populistes ».

Une nouvelle fois, *Libération* remporta la palme du ressentiment antipopulaire en titrant sobrement « *Le vote de la honte* ». Tout était dit.

Bref, la démocratie est malade. Nos élites ont un problème avec le peuple, accepté du bout des lèvres à leur table, à condition qu'il reste dans le coin, et qu'il apprenne bien chaque jour sa leçon auprès des obligés du système. Lorsqu'on daigne lui demander son avis, ce qui est rare, il est certes autorisé à voter, mais à condition de le faire dans « le bon sens »...

Et si par malheur il ose exprimer une opinion dissidente dans les urnes, on passera outre son vote en réunissant une assemblée en catimini à Versailles, ou, pour suivre le modèle irlandais, en lui demandant de revoter jusqu'à obtenir le résultat désiré.

« *Ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ?* » se demandait avec ironie Bertolt Brecht il y a cinquante ans. Cette pensée a dû effleurer plus d'une fois nos élites...

Je suis pour ma part profondément démocrate. Je suis persuadée que le malaise très profond que ressent la société française à l'égard de ses médias et de sa classe politique tient en bonne partie au fait qu'elle sent qu'elle n'est plus la bienvenue dans le processus de prise de décision. Elle perçoit que, derrière l'apparence de démocratie, elle n'a en réalité plus prise sur grand-chose. Plus grave : l'idéal serait que la société française se taise et signe des billets à ordre, laissés en blanc. La démocratie est pourtant un bien extrêmement fragile, dont il convient de prendre soin chaque jour, parce qu'elle n'a rien de naturel, qu'elle n'est jamais acquise. Si on n'y prend garde, la démocratie peut disparaître, sous les assauts répétés d'une caste qui n'a pas intérêt à ce que le peuple ne s'investisse trop dans la conduite de ses affaires.

Pour combattre ce malaise, et la dangereuse désespérance qui gagne nos compatriotes, il semble donc vital de rebâtir la démocratie. Pour cela, il faut réhabiliter le peuple français comme l'acteur indispensable de la politique de notre nation, rôle qu'il n'aurait jamais dû perdre.

Là, c'est d'abord un état d'esprit qu'il convient de changer. Les élites, médiatiques, financières et politiques, doivent cesser de regarder le peuple comme un être mystérieux, imprévisible, sot, ignorant et presque effrayant. Elles doivent se réaccoutumer à lui pour cesser de considérer qu'elles doivent

sur tous les sujets importants penser à sa place, quitte à prendre les décisions dans son dos.

Les élites ne modifieront pas d'elles-mêmes leur regard sur le peuple. Une série d'outils profondément démocratiques inscrits dans mon projet présidentiel rendront possible cette évolution vitale pour le pays.

D'abord, il convient de rétablir l'usage fréquent du référendum en France. Il est anormal qu'on n'ait recours à ce mode d'expression populaire directe qu'une fois par décennie. Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il ne ferait aucun référendum pendant son mandat. Mais de quel droit bafoue-t-il ainsi l'esprit de la Constitution ?

Sur un certain nombre de sujets, il nous apparaît que le référendum devrait être obligatoire : toutes les grandes questions qui touchent à la souveraineté du pays, à son identité, à l'éducation ou aux services publics doivent être tranchées par le peuple directement. Au contraire, Nicolas Sarkozy a supprimé en 2008 le référendum obligatoire pour tout nouvel élargissement de l'Union européenne.

Ensuite, il faut instaurer de vrais référendums d'initiative populaire dans notre pays, sur les modèles suisse ou italien, et ne pas se contenter de l'usine à gaz votée lors d'une récente réforme de la Constitution. Il faut aller directement vers le peuple, ne pas craindre ses verdicts. Seuls ces exercices de démocratie véritable permettront de faire tomber les tours d'ivoire dans lesquelles sont reclus nos dirigeants.

Enfin, il est nécessaire de rétablir de toute urgence le mode de scrutin proportionnel pour les élections législatives, notamment. Toutes les tendances politiques doivent être représen-

tées à l'Assemblée nationale, y compris celles qui ne nous agréent pas pour une raison ou une autre. Il n'est pas normal par exemple que le parlement puisse défaire par un vote en catimini ce qui a été décidé par le peuple souverain, comme ce fut le cas pour la Constitution européenne. Une telle dérive n'aurait pas été possible si le parlement, grâce à la proportionnelle, avait été le reflet de l'arc politique en son entier.

Ces mesures de justice assureront en fait un véritable renouvellement des élites politiques. Elles feront émerger une vraie diversité des opinions, en redonnant le sentiment justifié à l'électeur que son vote a un réel impact, alors qu'il est souvent convaincu aujourd'hui – et pourrait-on lui donner tort ? – que son déplacement jusqu'à l'urne ne changera pas grand-chose.

Elles ne produiront cependant tous leurs effets qu'à condition qu'on assure à tous les niveaux de la société une plus grande diversité parmi les élites.

C'est bien l'enjeu actuel : c'est en permettant le renouvellement des élites, et donc l'ascension au pouvoir de personnes diverses, et notamment issues du peuple, que nous parviendrons à faire changer les mentalités, et à éviter que toutes les positions importantes ne soient confisquées entre les mains d'une caste repliée sur elle-même, toujours prompte à confisquer la démocratie dans son intérêt.

Il faut d'abord assurer une plus grande variété des profils dans les grandes écoles qui forment les dirigeants de demain. Seule la diversité sociale créera la diversité des opinions. Ce n'est pas en instituant la discrimination positive, qui consiste

à donner des avantages et des passe-droits à des catégories de la population en fonction de caractéristiques ethniques, qu'on diversifiera les profils.

On aura des élites qui pensent différemment le jour où, de nouveau, on aura des élèves de grandes écoles filles et fils d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs, de petits fonctionnaires. Pour cela, il faut cesser les programmes de discrimination positive, et au contraire permettre aux élèves doués des classes populaires de réussir, à la loyale, en les informant davantage ainsi que leurs parents sur les voies d'excellence, en facilitant l'accès au logement étudiant, et en augmentant les bourses sociales pour les plus méritants. Il faut aussi diversifier les profils des jurys de concours, en s'assurant que leurs membres ne pensent pas tous la même chose sur tous les sujets, comme c'est trop souvent le cas. L'élite se reconnaît entre elle et se reproduit : il faut sortir de cette spirale infernale.

La discrimination positive mérite une réflexion particulière. J'ai annoncé publiquement mon soutien à l'association SOS Égalité créée à la fin de l'année 2009 par l'un de mes amis, le professeur d'université Jean-Richard Sulzer. J'approuve le principe de cette association, parce qu'elle assure la promotion du modèle républicain, fondé sur l'égalité, l'effort et la méritocratie, face la terrifiante dérive tribale que constituent les pratiques de discrimination positive. Celles-ci sont en train de se généraliser à tous les secteurs de la vie économique et sociale, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, et de son ancien commissaire à la diversité, l'idéologue Yazid Sabeg, auteur en 2004 d'un ouvrage au titre explicite : *Discrimination positive. Pourquoi la France ne peut y échapp-*

per ? À l'entrée des grandes écoles, des entreprises, des administrations, pour progresser dans sa carrière, obtenir une bourse, un logement, il faut de plus en plus afficher la bonne couleur de peau. Parfois explicitement, parfois en se cachant derrière des critères prétendument « territoriaux » ou « sociaux ». La discrimination positive grignote inexorablement la République.

Je crois au contraire que le mérite vaut bien davantage que les caractéristiques absurdes de la couleur de la peau. Je crois que les vraies inégalités sont économiques et sociales, et que la discrimination positive est un prétexte très pratique pour s'exonérer de les combattre. Je pense aussi que c'est à l'école qu'il faut agir, en relevant dans tous les domaines nos exigences : la discipline, la transmission des savoirs et des valeurs, le respect dû au maître – car celui qui enseigne doit exiger le respect de celui qui apprend, et qu'il enrichit.

Une école qui renonce, c'est une école qui pénalise en premier lieu les classes populaires.

La discrimination positive n'est pas une solution, elle conduit à l'évidence au ressentiment, et constitue une grave menace pour les valeurs fondamentales de notre nation. Qui demain aura encore une chance de s'en sortir ? Plus grand monde, à l'exception des fils de la grande bourgeoisie et des quelques bénéficiaires des passe-droits accordés sur un fondement ethnoculturel quelconque. À l'instar de l'exemple américain, la discrimination positive se retournera même contre les groupes sensés en bénéficiaire. Certains élèves issus de l'immigration réussissent en effet par leur seul mérite via les voies traditionnelles, et souffrent de l'amalgame fait avec d'autres, présumés favorisés par la discrimination positive, dans le regard d'autrui.

Arrêtons dès maintenant cette folie ! Tirons des leçons de son échec et de sa disparition progressive aux États-Unis. Quand je découvre que trois mille cinq cents entreprises françaises, parmi lesquelles plusieurs très importantes, ont déjà signé la charte de la diversité, imaginée par le duo Claude Bébéar et Yazid Sabeg en 2004 pour inciter les entreprises à mieux refléter « *la diversité ethnique et culturelle dans leurs effectifs* » (article 3), je frémis. Cette charte propose des « *outils de gestion des ressources humaines* » pour « *réserver certains postes à des personnes issues de groupes identifiés* ». Je suis plus inquiète encore quand je lis le directeur général de L'Oréal, Jean-Paul Agon, déclarer dans *Le Monde* le 12 juillet 2007 : « *L'Oréal fait de la discrimination positive et l'assume. Aujourd'hui, lorsque nous rencontrons un candidat qui a un prénom d'origine étrangère, il a plus de chance d'être recruté que celui qui porte un prénom français de souche* »... La discrimination positive rompt le principe d'égalité républicain, en substituant des considérations arbitraires aux mérites objectifs d'un candidat : ses diplômes, sa motivation et son expérience.

Enfin, le renouvellement des élites passe par des médias plus en phase avec la France. Trop souvent aujourd'hui, les élites médiatiques sont elles aussi très loin des réalités du pays, parce qu'issues du même monde et liées de trop près au pouvoir.

Aérons un peu les médias ! D'abord, il faut interdire aux grandes entreprises sous contrat avec l'État de posséder des groupes de presse ou des chaînes de télévision et de radio, pour redonner une liberté à leurs dirigeants. D'autres pays et non des moindres le font.

Quand Bouygues possède TF1, Lagardère Europe 1 et Dassault *Le Figaro*, qui peut imaginer une seule seconde que ces médias sont totalement libres et que leurs rédacteurs en chef peuvent user d'une liberté d'action et d'enquête totales ?

Ensuite, il faut renouveler les critères de sélection à l'entrée des écoles de journalistes selon les mêmes principes que je viens d'exposer : plus grande diversité d'opinion, et surtout plus grande diversité sociale. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel doit aussi avoir pour mission de faire respecter un vrai pluralisme des prises de parole politiques dans les médias. On devrait idéalement pouvoir entendre toutes les opinions, dans les mêmes proportions, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Il faudra notamment instaurer en période électorale l'égalité stricte des temps de parole deux mois avant le scrutin et l'organiser entre les camps du oui et du non en cas de référendum direct.

Enfin, comment peut-on rester libre et objectif dans ses analyses quand on est éditorialiste depuis trente ou trente-cinq ans, et qu'on côtoie forcément depuis des lustres tout ce que la France compte de dirigeants ? Par simple déontologie, il ne faudrait plus que ce soit possible, quelle que soit du reste l'opinion de l'intéressé, parce que journaliste politique n'est pas un métier comme un autre. L'influence qu'on a sur la population, et au final sur la démocratie, est trop grande pour qu'on puisse se permettre de tout tolérer.

L'État, fer de lance du redressement

L'attachement sans faille à la France et à la démocratie dans le seul cadre possible, national, amène à se tourner naturellement vers l'État, seul outil efficace au service de cette ambition démocratique.

Ma conviction profonde est que la France et le peuple français ont plus que jamais besoin d'un État fort. L'État et la nation sont en effet perçus dans notre pays comme indissociables. Dans d'autres, l'État est plus regardé comme un instrument d'action collective, un parmi d'autres. C'est la conception anglo-saxonne, pays où les nations sont plus anciennes que les États. Ces pays s'accommodent sans difficultés d'un État minimal, à qui l'on demande de ne pas perturber le libre jeu des marchés. L'économiste Christian Saint-Étienne nomme ce mode d'organisation « le marchéisme », qui résulte de la fascination pour le marché, associée à une marginalisation certaine et acceptée de l'État.

La France, je le pense, ne relève pas de ce modèle. La nation française a succédé à l'État. C'est l'État, à travers le domaine royal puis la République, qui a forgé la nation. Le peuple français est largement le résultat de quinze siècles, au moins, d'un travail sans relâche d'unification.

Cette œuvre patiente et remarquable de minutie est le fruit de l'engagement de grands noms de notre Histoire, tous aussi visionnaires que patriotes. Le dernier en date est certainement le Général de Gaulle, qui a su rebâtir l'État et redonner son unité à un pays qui sortait d'un terrible conflit divisé et meurtri au plus profond de lui-même. Sept siècles plus

tôt, Philippe IV Le Bel, « le roi organisateur », plaçait son règne sous le signe de l'accroissement de l'autorité royale et bâtissait les prémices d'un État moderne et libre. Il construit l'embryon d'une organisation administrative performante en s'entourant de légistes formés au droit romain, défiant les féodalités et les grands seigneurs. Henri IV, Louis XIV, Napoléon, voilà autant d'autres grands bâtisseurs de l'État : est-ce la raison pour laquelle ils ont tous précisément été sortis des livres d'Histoire de nos enfants ? On peut se le demander.

Veut-on faire oublier que nous sommes les héritiers de cette œuvre millénaire, et que nous en bénéficions chaque jour, sans même nous en rendre compte ? Aujourd'hui encore, c'est l'État qui assure en grande partie l'unité de notre nation. Grâce à son armée, son école, ses services publics, il est la colonne vertébrale de la France que nous aimons, la France que le monde admire.

À l'heure où la crise et la mondialisation font rage, quand tout s'effondre, il y a encore l'État. Quand il faut réguler, protéger, innover, c'est vers l'État qu'on se tourne naturellement, parce qu'il a la taille suffisante pour agir, la légitimité démocratique indispensable, et qu'il est inscrit, en quelque sorte, dans notre ADN national. Je le crois, l'État est une composante essentielle de l'âme de la France.

Or l'État, depuis des années, est affaibli dramatiquement sous les coups du mondialisme. Il l'est à deux niveaux : par le haut en ayant cédé un nombre croissant de ses prérogatives à l'Union européenne, et bien sûr par le bas du fait des dérives d'une décentralisation non maîtrisée.

Ces deux évolutions se traduisent par un désengagement de l'État et furent soutenues aussi bien par des gouvernements de gauche que de droite.

Nous le constatons aujourd'hui, ces fronts sur lesquels l'État est attaqué sont autant de plaies pour la France et pour le peuple français. L'Europe de Bruxelles s'est construite en contournant la volonté des peuples, et a imposé partout le triomphe de l'ultralibéralisme et du libre-échange, au détriment des services publics, de notre croissance économique, la plus faible du monde puis plusieurs décennies, et de notre prospérité.

La décentralisation n'a pour sa part, il faut bien l'avouer, apporté aucune valeur ajoutée réelle. Elle a au contraire pesé très lourdement sur nos finances publiques (les dépenses des collectivités territoriales ont grimpé de 60 % depuis 2001, soit au minimum 80 milliards d'euros de plus par an !), et s'est traduite par une montée fulgurante des inégalités. Quand l'État se retire au profit des baronnies locales, c'est bien sûr la justice qui recule. Ce sont les inégalités entre régions pauvres et riches, entre villes et campagnes, et finalement entre Français, qui gagnent du terrain.

Lutter contre les féodalités locales et la folie des grandeurs des petits barons est une exigence qui retrouve, sept siècles après Philippe Le Bel, toute son actualité ! Mais cette fois-ci, les autorités à la tête de l'État semblent peu disposées à agir.

Cette faiblesse de l'État est à l'évidence plus douloureuse encore en période de crise économique et sociale. Alors que le besoin d'État s'exprime, on ne trouve comme réponse que la fermeture de collèges, de commissariats, d'hôpitaux, de

gendarmeries, de tribunaux et de casernes. L'État fait des économies de bout de chandelle, évaluées à deux milliards d'euros chaque année, pendant trois ans, alors que le prix à payer pour les Français, en termes de services rendus sur l'éducation dispensée à nos enfants, ou sur la qualité des soins, est très élevé. Dans le même temps, les grandes collectivités locales s'engraissent, embauchant toujours plus, déployant des budgets de communication pharaoniques, à coup de dépliants en couleurs, d'opérations marketing, toutes choses dont nul n'a un besoin pressant.

Il y a plus grave : progressivement, l'organisation à laquelle les Français sont très attachés, parce qu'elle est performante et qu'elle incarne la France (commune – département – État) est remplacée par le triptyque intercommunalité obligatoire – région – Europe, présenté par nos élites comme nécessairement « moderne », alors qu'on en souffre au quotidien : moins de proximité, moins d'État, moins de France. Nous proposons au contraire de supprimer l'intercommunalité obligatoire, qui n'a pas fait ses preuves quand elle est subie, et qui se révèle à l'usage trop souvent coûteuse pour les finances publiques. Les départements peuvent assurer cette mission de péréquation, alors que l'État, via ses sous-préfectures notamment, devrait cesser de délaissier les maires des communes rurales.

L'État doit aussi retrouver des compétences négligemment transférées aux régions, sans succès. Je pense en particulier à l'aménagement du territoire, au soutien aux PME françaises et à l'innovation, ainsi qu'aux transports ferroviaires. Au niveau national, l'État devra jouer à nouveau ce rôle, aujourd'hui oublié, de bâtisseur de ponts entre les régions pauvres et les régions riches.

L'affaiblissement continu de l'État, et par là même de la démocratie locale, doit donc cesser, parce qu'il ne correspond pas aux attentes des Français, et qu'il faut savoir tirer des leçons de la crise économique et sociale, avant tout une crise du laisser-faire.

Les collectivités doivent être remises à leur place, l'Europe profondément réformée, quitte à ce qu'en sortions si aucune évolution n'est possible et si le conformisme et l'arrogance continuent de prédominer. C'est ainsi que nous fixerons des limites au règne du marché.

Cela suppose de bâtir un État fort, qui ne laissera pas comme aujourd'hui le TGV Paris–Clermont-Ferrand se faire en vingt ans, après vingt premières années de réflexion. Quel mépris pour nos concitoyens qui habitent ces régions !

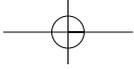
Nous proposons l'État fort, c'est-à-dire l'État régalien, qui assure aussi et partout l'ordre et la tolérance zéro, la vraie. L'État solidaire, qui vient en aide aux Français les plus modestes, et aux personnes âgées, ceux qu'on a oubliés dans les hautes sphères. L'État protecteur, qui soutient nos usines, nos emplois, et les travailleurs français face à la mondialisation débridée, aux délocalisations et à l'Europe qui les accélère. L'État stratège enfin, qui investit dans l'avenir, qui permettra à la France d'être une vraie puissance agricole, industrielle, informatique et scientifique du XXI^e siècle.

L'État fort, ce n'est pas le gaspillage. Nous proposons au contraire de redonner des moyens à ceux qui en ont besoin, à ce que j'appelle la bonne dépense publique : l'hôpital, la police, l'armée, l'école, la justice. Les vraies économies, qui se chiffrent en dizaines de milliards d'euros, se feront ailleurs,

sur l'immigration, sur la décentralisation et la gabegie des collectivités locales, mais aussi sur la fraude sociale ou sur les transferts financiers devenus indécents vers le budget européen. Chaque année, le différentiel entre ce que la France verse à l'Europe et ce qu'elle en reçoit, aides de la PAC comprises, s'élève à 7 milliards d'euros ! Il ne dépassait pas 1 milliard en l'an 2000 et devrait encore grimper. Ces chiffres ne sont jamais donnés aux Français, alors qu'ils illustrent l'escroquerie du projet européen actuel. On évoque la solidarité européenne, faisant mine d'oublier que cet argent devrait venir soulager la détresse croissante de millions de Français à la rue, au chômage, ou de ceux à qui on ose proposer d'aller travailler en Roumanie pour quelques dizaines d'euros par mois, ou dans un de ces pays qui profitent des mannes financières de l'Europe pour attirer nos entreprises...

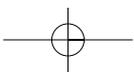
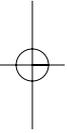
Voilà la vérité. Notre contribution financière à l'Europe doit être sérieusement renégociée, en même temps qu'il faudra s'atteler à une redéfinition complète du projet européen.

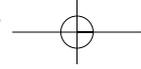
Et parce que je crois en l'État, je crois à la fonction publique. Je ne la veux pas pléthorique, comme c'est aujourd'hui le cas dans nombre de grosses collectivités locales et d'intercommunalités, mais je ne la veux pas non plus démotivée, agressive, déconsidérée, comme c'est le cas de façon criante dans la fonction publique d'État. La plupart de nos fonctionnaires font un travail remarquable. Pour discuter souvent avec eux, j'ai la certitude que la majorité s'est engagée avec le noble objectif de servir l'intérêt général, que je crois intimement lié à l'intérêt national.



Ils sont nombreux aujourd'hui à se demander où va l'État, jusqu'où ira le massacre. Comme les Français en général, ils redoutent l'avenir.

Je leur demande de ne pas désespérer. Lors de la renaissance, qui viendra bientôt, la France aura besoin d'eux. L'État sera à rebâtir, y compris moralement alors que ceux qui le dirigent en ont perdu le sens.





Chapitre 2

Quels sont les chantiers prioritaires ?

Morale publique : il y a urgence

Le quinquennat qui s'achève aura été un tourbillon d'affaires, de conflits d'intérêt et de corruption, un tourbillon profondément malsain qui aura fini par donner le tournis aux Français, souvent jusqu'à la nausée.

Entre les promesses de 2007 et les faits, là encore le contraste est saisissant. De la « République irréprochable » et de « l'État exemplaire » il ne reste que le souvenir de quelques clips de campagne, très vite démentis et même infirmés par une pratique jouissive du pouvoir.

En Sarkozy en effet, on n'exerce pas le pouvoir, on se vautre dedans. Parfois en toute légalité, mais dans une immoralité choquante : le *Fouquet's*, l'EPAD et le yacht de Bolloré en sont les exemples les plus marquants.

Trop souvent on a flirté avec l'illégalité et la corruption. Nous ne les développerons pas ici, mais la liste des affaires qui ont secoué le mandat est impressionnante : Amara,



Blanc, Joyandet, Woerth, Mitterrand, Alliot-Marie, Bettencourt, Karachi bien sûr, pour n'en citer que quelques-unes.

À l'heure où ces lignes sont écrites, ces deux dernières affaires recèlent encore nombre de mystères, et c'est bien tout un système qui vacille, allant jusqu'à mettre en cause l'impartialité d'institutions de la République aussi éminentes que le Conseil constitutionnel, suspecté d'avoir validé des comptes de campagne manifestement truqués en 1995.

Ces travers ne sont pas seulement le fait d'un camp, bien sûr. Empêtré dans des affaires de corruption aux deux extrémités géographiques du pays, Bouches-du-Rhône et Nord-Pas-de-Calais, le Parti socialiste a vu en 2011 son candidat à la présidentielle exploser en plein vol, rattrapé par des mœurs pathologiques qu'on m'a accusée dans un premier temps d'avoir seule dénoncées, avant que l'ensemble des éléments issus des innombrables « dossiers DSK » ne viennent brutalement apprendre la terrible vérité aux Français : l'immoralité publique règne au plus haut niveau de l'État et dans les sphères du pouvoir.

Le silence gêné de tout ce que la France compte d'esprits éclairés sur l'affaire Dominique Strauss-Kahn en dit d'ailleurs très long sur la solidarité de classe de cette France d'en haut. Dans son bloc-notes du 7 juillet 2011, intitulé « Les cinq leçons de la non-affaire Strauss-Kahn », le philosophe Bernard-Henri Lévy écrivait par exemple : « *Il y a d'ores et déjà, comme je l'avais tout de suite soupçonné, une victime dans cette affaire : cet homme, Dominique Strauss-Kahn, dont on a jeté aux chiens la vie et l'honneur.* »

La morale publique ne se décrète pas : elle se fera si les Français décident d'engager un puissant processus de renouvellement de leurs élites. Les lois sont bien sûr perfectibles, et, de la publication obligatoire des notes de frais aux enquêtes de moralité sur les ministres je propose nombre de réformes très pragmatiques, mais je suis intimement convaincue que dans le domaine aussi sensible de la morale publique il y aura toujours deux catégories de responsables politiques, opposés : ceux qu'on corrompt facilement, et ceux qui ont des principes.

N'est pas de Gaulle qui veut. Général de Gaulle qui, installé à l'Élysée, avait fait poser un compteur EDF distinct pour quantifier ses consommations personnelles d'électricité, et les payer sur son argent propre... Que cette époque semble lointaine !

La France aspire à des hommes nouveaux, des hommes connectés à la réalité du peuple, et qui partagent avec lui l'éthique et le respect d'une certaine morale dans la vie.

Trente ans d'affaires ont profondément discrédité la classe politique actuelle, jusqu'au quinquennat caricatural de Nicolas Sarkozy, marqué par une immoralité record. C'est cette page-là qu'il faudra tourner.

La France a aussi besoin d'hommes libres, qui ne dépendent d'aucune puissance d'argent, qui ne doivent leur existence politique à aucun groupe d'intérêt. La collusion des élites médiatiques, politiques et financières traduit une interpénétration de leurs intérêts, qui ne peut que conduire à des phénomènes de vassalité, de services rendus et, *in fine*, toujours de corruption.

Des règles précises devront être posées pour garantir la liberté du responsable politique. La France attend une vaste opération mains propres, qu'il faudra engager sans tarder, à tous les niveaux : État, grandes entreprises, syndicats, collectivités territoriales.

L'arme de l'inéligibilité devra être utilisée avec beaucoup plus de rigueur. Les sphères médiatique, économique et politique seront plus sûrement séparées par l'interdiction qui sera faite aux grands groupes qui vivent de la commande publique de posséder des groupes de presse. Trente ans d'errance, d'échec et de mensonges imposent au responsable politique l'humilité et la modestie. C'est sur ces bases essentielles que la morale publique sera restaurée. C'est sur ces bases que j'entends mener ce combat.

L'État régalien

La première des missions que doit assurer un État digne de ce nom, c'est la sécurité de ses citoyens. Cela semble une évidence, mais il y a pourtant sur ce sujet, depuis longtemps déjà en France, un écart considérable entre les mâles intentions affichées par les dirigeants politiques et la réalité de leur action. C'est peut-être sur ce droit essentiel, le droit à la sécurité, qu'on perçoit le mieux à quel point l'État n'est plus en France qu'une entité virtuelle et qu'il y a urgence à le redresser, à restaurer la plénitude de ses attributs régaliens. Comme ailleurs, les Français ont pu croire – abusés par un pouvoir sans scrupule, et par des médias peu indépendants – qu'on était passé en matière de lutte contre l'insécurité de l'incurie généralisée au volontarisme forcené.

Il y a en effet un monde entre les propos de Lionel Jospin, avouant penaud au JT de TF1 en mars 2002 qu'il avait péché par excès de naïveté sur le sujet, et ceux de Nicolas Sarkozy quelques mois plus tard, nouveau chef d'une police ragaillardie, celui-là même qui cinq ans après, candidat à la présidence de la République, allait encore plus loin et promettait de passer nos banlieues au Karcher...

Du côté des faits, en revanche, du gouvernement socialiste à nos jours, rien de nouveau. Depuis quelques mois la situation s'est tellement aggravée que les chiffres officiels sont eux-mêmes repassés au rouge. En réalité la délinquance n'avait à aucun moment reculé ces dernières années : l'embellie dans les statistiques du ministère de l'Intérieur de 2002 à 2008, surexploitée par Nicolas Sarkozy et les médias, cachait une montée continue des violences aux personnes, les plus graves, et une radicalisation des formes de délinquance : explosion du nombre de bandes, multiplication des armes à feu, voire des armes de guerre. Point de Karcher dans nos banlieues, mais plutôt des Kalachnikovs, comme celles découvertes régulièrement depuis 2009 dans les caves de la Courneuve et d'ailleurs. Après dix ans de sarkozysme, d'abord comme ministre de l'Intérieur puis comme président de la République, les statistiques parlent d'elles-mêmes. Cette réalité très sombre n'empêche pourtant pas le pouvoir de persévérer dans une communication tonitruante qui ne recule devant aucune contre-vérité.

À l'écart depuis le bide du discours de Grenoble du 31 juillet 2010, Nicolas Sarkozy a fait monter au créneau deux chargés de communication : son ministre de l'Intérieur Claude Guéant et un groupe de députés UMP missionnés pour « parler comme le Front national et Marine Le Pen », la

« Droite populaire », que j'ai qualifiée très vite, et avec justesse, d'agence de publicité mensongère.

Fidèles à la stratégie classique d'enfumage du sarkozysme, Guéant et sa valetaille de la Droite populaire multiplient depuis des mois les discours fracassants, les petites phrases chocs, et autres sorties musclées devant les caméras et les micros. Il ne se passe quasiment pas un jour sans que le ministre de l'Intérieur ne se prévale d'une saillie verbale destinée à séduire l'oreille des électeurs venus de l'UMP et qui m'ont déjà rejoint. Quant aux missionnaires de la Droite populaire, ils n'hésitent jamais à enfiler leurs gros sabots électoralistes dès qu'une caméra de télévision traîne... Mais des mots à l'action, il y a un monde. Et croire qu'il s'agirait de prononcer les bons mots pour ramener dans le giron sarkozyste les électeurs déçus révèle un profond mépris pour l'intelligence citoyenne des Français et leur capacité de discernement.

Car sur ce dossier, les Français sont de moins en moins dupes, ils vivent dans leur quotidien l'insécurité et l'immigration, et voient très bien l'écart abyssal entre les discours et les actes, qui peinent à suivre. Ces oubliés et ces sans-grades apparaissent de plus en plus en demande d'action, ressentant au plus profond de leur chair les méfaits de la négligence et du laxisme, et ceux peut-être plus graves encore, parce que plus insultants, des écrans de fumée envoyés par Nicolas Sarkozy.

À la faveur du débat sur l'identité nationale, aux conséquences imprévues car mal maîtrisées par le pouvoir, la parole semble s'être libérée et nombreux sont ceux aujourd'hui qui font enfin le lien entre le caractère massif de l'immigration que subit notre pays et l'augmentation constante des faits de délinquance qu'elle engendre.

C'est bien de ce côté que se situe le cœur de l'action à mener en matière d'insécurité. Il faut cesser de nier les évidences, et avoir le courage politique de relier les phénomènes migratoires massifs (et souvent illégaux) et l'insécurité grandissante dans les villes. L'État doit retrouver la force et la légitimité d'agir pour la protection de ses ressortissants et de retrouver ses capacités d'action sur l'ensemble du territoire national. Ainsi, il est urgent d'instaurer le retour de l'État dans les centaines de zones de non droit envahies par une immigration de masse, et il ne faut plus accepter le fait que dans des quartiers entiers, voire des agglomérations entières, la police ou les services publics ne puissent plus pénétrer. Bien plus que les psychologues et les sociologues, ce sont les criminologues qu'il faut écouter, eux qui ont démontré que l'essentiel de la criminalité était le fait de cinq mille chefs de bande environ, qui sévissent dans un certain nombre de quartiers parfaitement identifiés. Notre action doit se concentrer sur la mise hors d'état de nuire de ces cinq mille criminels et grands délinquants, souvent liés au trafic de drogue, face auxquels les pouvoirs publics semblent avoir largement baissé les bras. J'engagerai cette grande bataille contre la drogue, je neutraliserai pour de bon ces cinq mille crapules, et je mettrai en place l'injonction civile, qui interdira à certains délinquants condamnés par la justice de revenir pendant une période de temps déterminée dans le quartier de leurs méfaits, là où ils ont leurs habitudes et leurs acolytes.

Au-delà de ce raffermissement de principe qui nécessite un véritable courage sur les principes, d'autres solutions d'urgence s'imposent.

Il convient en premier lieu de stopper l'hémorragie des effectifs en matière de sécurité. Certains Français ignorent encore sans doute que chaque année, le gouvernement de Nicolas Sarkozy supprime dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (la RGPP) trois mille postes de policiers et gendarmes. Sur le terrain, la situation devient ingérable, et le mécontentement va croissant dans les rangs des forces de l'ordre ; de l'aveu même de certains préfets, qui semblent s'époumoner dans le désert, il n'est plus possible dans ces conditions d'assurer un minimum d'ordre : on court à la catastrophe.

Rétablir les effectifs de la police et de la gendarmerie, cela suppose d'allouer aux ministères concernés des budgets accrus, quitte à faire des économies sur d'autres projets qui ont montré leur inefficacité, comme ceux de la politique de la ville.

Soulignons en particulier qu'il est nécessaire de rassurer les gendarmes, aujourd'hui en proie à un doute légitime sur le maintien à terme de leur statut militaire : la gendarmerie a tout fait vocation à rester une arme et à être administrée par le ministère de la Défense, et ce d'autant plus que nos campagnes, de plus en plus victimes elles aussi de formes graves d'insécurité, comptent sur elle.

Toujours en ce qui concerne les forces de l'ordre, il m'apparaît essentiel de valoriser leur travail, de souligner les difficultés d'exercice de leur métier, et de ne jamais porter atteinte ni à leur réputation, ni à leur mobilisation, ni à leur moral. De ce point de vue, il est de la responsabilité de l'État de veiller à ce que les policiers et les gendarmes soient davantage protégés, notamment au regard des conséquences judiciaires de certaines situations que l'on a abusivement pris l'habitude

d'appeler « bavures ». Avant de jeter l'opprobre sur un agent ou une institution, lorsque dans des conditions nécessairement complexes un représentant de l'ordre a dû faire usage de son arme de service, il convient de laisser la Justice faire son travail pour démêler le vrai du faux. Elle ne pourra le faire sereinement, sans succomber à la pression médiatique ou populaire, que lorsque sera enfin reconnue une présomption de légitime défense à tout fonctionnaire chargé du maintien de l'ordre.

Pour que la police et la gendarmerie puissent remplir les tâches qui leur incombent en toute efficacité, il faut également que le traitement judiciaire des délinquants et criminels soit à la hauteur de nos exigences en matière de sécurité. À cet égard, il est tout à fait regrettable que la Justice ne puisse aujourd'hui faire preuve de la sévérité nécessaire dans la mesure où elle est fortement contrainte par le nombre insuffisant de places de prison disponibles. Dans notre pays, la surpopulation carcérale, au-delà des problèmes considérables et indéniables qu'elle pose en matière de respect des droits de l'homme, a pour conséquence première d'accroître l'impunité de nombre de responsables d'actes inacceptables. Nous proposons ainsi la création de quarante mille places de prison supplémentaires dans un délai de cinq ans, ce qui nous placera dans la moyenne européenne et permettra aussi aux prisonniers de vivre dans des conditions plus humaines.

Relevons enfin que plusieurs évolutions qui peuvent paraître anodines ont en réalité des conséquences symboliques graves et doivent être contrées pour favoriser les conditions de la tranquillité et de la sécurité publiques. À cet égard, certains renoncements à des civilités de base doivent être combattus

parce qu'ils portent en germe un manquement généralisé aux règles qui fondent la vie en communauté : ainsi, le policier, ni plus que le délinquant lui-même évidemment, ne doit utiliser le tutoiement au cours d'une altercation. Ce renforcement des exigences en matière de courtoisie, indispensable à l'acceptation collective du respect de l'ordre, est bien difficile à concevoir, il est vrai, lorsque le président de la République en personne tutoie ses interlocuteurs à tout va, qu'il s'agisse d'amis, d'opposants, de journalistes ou de quidams, quand il ne va pas jusqu'à les insulter... Par ailleurs, une véritable dérive a envahi nos conceptions en matière de sécurité et de justice, et trahit un abandon criminel de ce qui fonde la légitimité des lois de la République et leur application, à savoir l'égalité des citoyens devant la règle commune. Il est ainsi insupportable qu'on laisse des pans entiers de notre territoire échapper à la main de la Justice sous prétexte de respect des cultures et modes de vie. Que penser en effet de la manière dont on refuse depuis des années de s'intéresser à ces campements gigantesques de Roms, qui sont présents partout, qui vivent soi-disant dans une grande pauvreté alors qu'ils exhibent souvent des signes extérieurs de richesse totalement exubérants, et qui s'installent où bon leur semble en dépit de toutes les règles de la domanialité publique et d'inviolabilité de la propriété privée ? Ne serait-il pas temps de mener l'enquête au sujet de ces populations et de remettre un peu d'égalité devant la loi ?

Au-delà du discours de Grenoble et du show télévisé d'août 2010, qu'a donc fait le pouvoir contre ce fléau ? Rien. Chacun constate que les camps et les bidonvilles n'ont pas été démontés, et que les quelques familles reconduites à une

frontière qui n'existe plus, un chèque substantiel en poche, se sont fait un plaisir de revenir au bout de quelques semaines, si ce n'est quelques heures...

On le voit, le gouvernement actuel est en échec total dans sa gestion de l'insécurité. Et ses lois aussi nombreuses qu'inutiles sur la récidive, ou la délinquance des mineurs, n'y changeront rien, tout simplement parce qu'il n'a pas la volonté réelle de faire bouger les lignes. Il convient de poser un vrai diagnostic, puis de changer de braquet, et de ne jamais oublier que pour être efficace, une politique de sécurité doit agir sur tous les plans à la fois, en étant inspirée par le principe de la restauration de l'État dans toute sa légitimité et sa capacité d'action.

L'État protecteur

Restaurer l'État, c'est se donner les moyens d'assurer partout la sécurité. C'est aussi protéger les travailleurs français. C'est peut-être sur ce terrain que l'État a été le plus largement désarmé au cours des dernières décennies, sous l'effet conjugué d'une fascination pour le libre-échange, revers du mondialisme, et de l'anesthésie bruxelloise dans le cadre de l'Union européenne.

Longtemps nié par nos élites, le phénomène des délocalisations est enfin reconnu aujourd'hui, trente ans après le début de l'hémorragie. Cette dramatique réalité touche progressivement l'ensemble de nos secteurs économiques, à mesure que montent en gamme les pays qui attirent comme des

aimants nos usines et nos emplois : la Chine, l'Inde, bien sûr, mais aussi la Turquie, l'Europe de l'Est et le Maghreb. Il est illusoire de croire qu'on pourra s'en sortir dans le cadre actuel par la seule innovation, parce que ces pays concurrents sont eux aussi capables d'innover, ayant eu l'intelligence d'investir massivement dans une éducation de pointe, en mesure de leur fournir de bons techniciens et des ingénieurs de haut niveau. La situation est évidemment plus grave encore quand l'effort d'innovation est à la traîne comme c'est aujourd'hui le cas en France, par exemple par rapport à l'Allemagne et aux États-Unis.

Le système actuel, qui se traduit par l'ouverture totale et naïve des frontières, est un jeu de dupes. Hier, après beaucoup d'autres, on ouvrait le marché du textile européen, aujourd'hui c'est celui de l'automobile ; demain, plus aucune production, plus aucun salarié français, ne sera à l'abri. Dans ce cadre, seules deux perspectives s'ouvrent aux Français, aussi peu réjouissantes l'une que l'autre : le transfert des lieux de production et des centres de recherche vers les pays à moindre coût de main-d'œuvre, autrement dit les délocalisations, ou la baisse des salaires ici, pour espérer rester concurrentiel. C'est encore plus vrai, et plus rapide, en Europe, pour deux raisons principales : d'une part parce que l'euro est une monnaie chère, ce qui pénalise nos industries et accroît le coût de nos productions, d'autre part parce que l'Union européenne est devenue, traité après traité, la zone la plus ouverte aux quatre vents du monde.

Faire souffler aussi fort les rafales de la mondialisation débri-dée sur notre sol se traduit naturellement par une progres-

sion des délocalisations. Publiée les derniers jours de l'année 2011 dans *Les Échos*, une étude a fait grand bruit, en montrant que neuf cents usines ont fermé leurs portes en France ces trois dernières années. Ce cataclysme économique et social est le fruit de choix politiques désastreux, libre-échange en tête : le coût de l'importation en France de biens fabriqués dans des centres de production délocalisés étant devenu presque nul, du fait de la suppression des barrières douanières et de la baisse continue des frais de transport, et par conséquent une pression insupportable s'exerce sur les productions nationales. Celles-ci sont confrontées à une concurrence à bien des égards déloyale : sur un plan social, comment lutter face à des pays qui paient cinq, dix ou trente fois moins leurs travailleurs ? Sur un plan qualitatif, les entreprises des pays émergents ne sont pas soumises aux mêmes règles que les nôtres, on l'a malheureusement constaté au travers de tragiques exemples (des jouets pour nourrissons pas aux normes de sécurité par exemple). Quant au plan environnemental, c'est simple : il n'y a quasiment pas de normes sur la pollution dans la plupart de ces pays.

Je pense que ce choix de l'ouverture totale des frontières, à un niveau record en Europe et donc en France, est pure folie. Par obsession du marché ou rejet idéologique de l'idée de frontière, nos élites paraissant fascinées par le libre-échange, au point de l'avoir appliqué avec un zèle tout particulier chez nous, sans jamais s'émouvoir des dégâts éventuels. Cette fascination, ce dogmatisme presque religieux, qui ne supporte aucune critique ni contradiction, est d'autant plus incompréhensible que les résultats n'ont jamais été au rendez-vous. Il suffit de prendre un peu de recul, de consulter les statis-

tiques, mêmes officielles, du chômage, de la croissance et du pouvoir d'achat, pour constater que plus l'Europe s'ouvre aux vents de la mondialisation, plus son économie plonge, et plus ses populations s'appauvrissent.

Là aussi, il faut restaurer la volonté politique et l'État. L'État protecteur que j'appelle de mes vœux se fixera comme objectif de sortir de l'idéologie mortifère du libre-échange généralisé pour protéger les travailleurs français.

J'entends déjà les sarcasmes des bien-pensants qui me diront, n'ayant rien d'autre à répondre, que je veux reconstituer une sorte de « ligne Maginot » économique, ce qui est selon eux impossible.

Tout ça n'est pas sérieux. Je souhaite simplement mettre en place des solutions qui ont fait leurs preuves partout où il est possible de les appliquer, c'est-à-dire partout ailleurs que dans l'Europe de Bruxelles, où sont régulièrement réaffirmés des principes religieux de libre-échange issus de traités absurdes pensés dans les années cinquante... Comme notre Prix Nobel d'économie feu Maurice Allais, mais aussi comme Emmanuel Todd, comme les économistes Jean-Luc Gréau et Jacques Sapir, comme un autre Prix Nobel, Paul Krugman, je pense que le libre-échange n'est pas un horizon indépassable. Lorsque j'apprends que notre ministère de l'Agriculture lui-même ne propose pas forcément des fruits français à ses agents le midi à la cantine, oui, je me dis que quelque chose ne tourne pas rond !

J'en suis venue à la conclusion que seul l'État avait la capacité de mettre en place ces protections. L'Europe ne le fera jamais, parce que l'essence même de l'Union européenne,

c'est le libre-échange. Encore dans le Traité de Lisbonne cette idée est rappelée avec force, à l'article 206 notamment. Croire qu'on pourra mettre en place des protections aux frontières de l'Europe dans le cadre de l'actuelle organisation bruxelloise est donc une utopie, et ceux qui l'espèrent risquent fort d'attendre très longtemps le début d'un commencement de réalisation.

Puisque l'Europe ne veut pas le faire, c'est à la France, cinquième puissance mondiale, de prendre ses responsabilités pour protéger son peuple et ses intérêts.

L'État protecteur vise à ce que produire et consommer français ne soit plus un souvenir mais un objectif pour demain. Consommer français passera par l'instauration aux frontières de protections sociales et environnementales ciblées. Quand les États-Unis se sont sentis menacés de façon déloyale par les pneus fabriqués en Chine, ils ont décidé sans plus de manières de leur appliquer une taxe de 30 %. Nous devrions être capables d'avoir la même réactivité, et le même volontarisme. Quand la Russie souhaite donner un coup de pouce à ses producteurs de fruits et légumes en danger, elle met en place des normes phytosanitaires très strictes, constituant des filtres efficaces, quand bien même le PIB de ce pays reste très inférieur au nôtre. Nous ne devons pas nous interdire d'user des mêmes armes que les autres. Les « lignes Maginot » sont très loin de ma pensée, il s'agit simplement de ne plus accepter de regarder le monde en spectateur, arnaqué, mais de redevenir acteur de notre destin.

La prospérité mondiale existe, mais nous n'en profitons plus depuis des années. La France n'est plus dans le jeu des nations en pointe parce qu'elle s'est isolée dans une politique

économique absurde, de désarmement face à la mondialisation : c'est la politique de l'Union européenne, aggravée dans la zone euro. Je ne me résous pas à cet isolement de notre pays et de notre continent sur la scène mondiale. Notre retour dans le jeu est parfaitement possible, à condition de changer les règles d'un modèle économique dépassé, qui nous entrave et nous affaiblit.

L'État protecteur, c'est aussi consommer français.

Dans cet objectif, une série d'instruments seront à notre disposition, à condition une nouvelle fois d'échapper au dogme européiste. Je n'ai pas l'intention de rentrer ici dans le détail, mais je lancerai quelques pistes sérieuses : rendre obligatoire l'achat par les administrations et les collectivités locales de produits fabriqués en France dans le cadre d'une loi « Achetons français » bâtie sur le modèle des lois « *Buy Brazilian* » ou « *Buy American* », créer des aides au rapatriement des centres de production d'entreprises ayant délocalisé sous la contrainte, conditionner systématiquement à l'interdiction de délocaliser les aides publiques aux entreprises (ce qui est aujourd'hui interdit par les traités européens), faire la promotion des produits fabriqués en France via de vastes campagnes régionales et nationales de communication (sur le modèle du « *Buy English* » anglais), mettre en place un « *small business act* » à la française, c'est-à-dire un soutien particulier aux PME françaises via l'attribution prioritaire de marchés publics. Sur ce dernier point, souvenons-nous de la campagne présidentielle de 2007 : deux candidats, François Bayrou et Nicolas Sarkozy avaient fait cette même proposition. Mais avaient-ils pris le soin de nous expliquer que cela nécessitait de revoir en profondeur les traités européens qui interdisent de telles mesures préféren-

tielles ? Certainement pas. Les PME espèrent toujours aujourd'hui le « *small business act* » qu'on leur avait promis ; et je peux vous garantir qu'elles risquent de l'attendre longtemps encore, Nicolas Sarkozy ayant gravé dans le marbre du Traité de Lisbonne son impossibilité technique.
Bel exemple d'hypocrisie électorale !

Voilà quelques idées, qui s'inscrivent dans un schéma de rupture cohérent et ambitieux. Les plus accros au libre-échange me diront que la forme de protectionnisme que je propose se traduira par une hausse du prix des produits vendus et donc un appauvrissement du consommateur. Je leur répondrai que le système actuel, sous prétexte d'aider le consommateur, appauvrit considérablement le salarié en rendant impossible la hausse des salaires. Un salarié appauvri ne peut pas devenir par miracle un consommateur enrichi. Il faut avoir l'honnêteté intellectuelle de faire un bilan de la politique menée depuis trente ans et de mesurer si *in fine* le consommateur est bien gagnant. Est-on certain que l'envahissement des linéaires de grandes surfaces par des produits chinois a profité aux consommateurs ? Pourquoi des produits achetés en masse une bouchée de pain sont-ils vendus l'équivalent d'une heure de SMIC dans les grandes surfaces ? N'est-il pas temps aussi de poser la question des marges indécentes de la grande distribution, marges avant et marges arrière, qui constituent l'une des captations les plus scandaleuses du pouvoir d'achat de nos compatriotes ? Je ferai trembler les bastilles de la grande distribution et des centrales d'achat, ces amis du pouvoir, de tous les pouvoirs, que personne n'ose contester en face.

Enfin, la planification stratégique de la réindustrialisation, que je souhaite mettre en place directement auprès du Premier ministre, ne sera pleinement efficace qu'à condition que notre pays sorte de la nasse de la crise de l'euro.

Voilà des mois et des années que j'alerte dans toutes mes réunions publiques, et sur tous les plateaux de télévision, l'opinion publique et que je prédis la crise systémique de l'euro. Je l'ai fait sous les railleries d'un système qui n'a jamais rien prévu à l'avance, mais qui est toujours prompt à décrédibiliser les ennemis du *statu quo* ; j'ai décrit précisément la crise de l'euro, son mécanisme, et les solutions pour en sortir.

Je n'ai pas de mérite particulier, j'ai simplement agi en responsable politique digne de ce nom, sans œillères idéologiques, soucieuse de confronter tous les points de vue et d'écouter tous les économistes. À la différence d'un gouvernement et de vieux partis autistes, embourbés dans leur idéologique de « l'euro à tout prix », j'ai très vite mesuré la gravité de la crise et proposé un plan de redressement national via la liberté monétaire.

J'ai alors touché au Dogme absolu. L'euro, symbole s'il en est de l'échec d'une génération, de l'échec d'une idéologie totale qui a tant promis, qui a tant menti, qui a tant trahi. Une monnaie qui nous plombe depuis sa création il y a dix ans : la zone euro est la région du monde qui connaît la plus faible croissance, qui voit la dette augmenter le plus vite. Les pays européens qui ont fait le choix de conserver leur monnaie nationale sont plus vigoureux : la Suède, accrochée à sa fière couronne suédoise, voit en 2011 son PIB croître de 4 %, dans un contexte d'excédent budgétaire. Et pourtant, que n'avait-on pas dit aux Suédois en 2003 lors d'un référendum sur l'euro pour les inciter à accepter la monnaie unique ?

On leur avait promis l'enfer, l'isolement et la marginalisation s'ils osaient repousser la monnaie unique. Gauche, droite, syndicats, patronat, médias : toute la Caste avait entonné cette chanson, celle que les Français entendent dès qu'il est question de changer les règles du jeu. Les Suédois, avec un courage et une lucidité remarquables, n'ont écouté qu'eux-mêmes et décidé à 57 % de conserver la couronne suédoise. Quelle excellente décision, dont ils bénéficient à plein aujourd'hui ! Les derniers sondages révèlent que plus de 80 % des Suédois ne veulent pas entendre parler de l'euro, un record...

À l'aube de cette année 2012, le débat progresse enfin en France. Certes, nous ne sommes pas encore l'Allemagne, pays où la question de la monnaie unique est discutée sans tabous ni préjugés depuis des mois déjà. Mais mes coups de bélier contre la porte d'un système cadencé à triple tour ont déjà produit leurs premiers effets : le débat avance. Ici et là, dans *Le Monde* du 21 décembre 2011 par exemple, on admet que d'autres se préparent à la fin de l'euro, qu'ils l'anticipent pour ne pas la subir, ce qui correspond exactement à ce que je préconise depuis le départ. Ainsi, nous avons appris que de grandes banques, de grandes entreprises comme Legrand ou Adidas ont défini des plans de retour aux monnaies nationales, pour que la transition se fasse dans l'organisation et non le chaos.

Je le dis et le répète, avec tant d'économistes pas suffisamment écoutés : l'euro n'est pas une monnaie viable, il est hors de question de tout sacrifier, notre modèle social et nos retraites en premier lieu, pour tenter de sauver ce nouveau Dieu : c'est une posture d'autant plus absurde que cette

monnaie n'a jamais fait ses preuves. Il est anormal et inadmissible que la France ait alourdi sa dette, en catimini, de 50 milliards d'euros supplémentaires pour renflouer la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Nous devons, en concertation avec nos partenaires européens, organiser l'après-euro et mettre fin à cette expérience ratée. Le couple franco-allemand pourra jouer un rôle moteur dans ce processus de retour aux monnaies nationales, qui se fera progressivement, sur une durée de six à huit mois.

Bref, j'appelle la Caste aux manettes à se décongeler les neurones et à accepter de revoir son logiciel idéologique. Si elle s'y refuse, elle doit laisser sa place à ceux qui ont vu juste et qui ont les solutions pour sortir la France du borbier de l'euro. L'euro n'est qu'un instrument monétaire et non un totem à qui on sacrifie tout. Il est temps de s'en rappeler, pour cesser de courir droit vers le mur.

Je ne peux clore ce chapitre sans préciser que cette politique de réindustrialisation et de relocalisation des activités est la seule qui permettra l'écologie véritable. C'est en produisant sur place, au plus près des lieux de consommation, qu'on évite les transports polluants et l'importation massive de produits conçus dans des pays sans normes environnementales. Alors que les transports constituent de loin la première source de gaz à effet de serre (plus de 40 % du total), et que la Chine est devenue le plus gros pollueur du monde, on comprend aisément que le système mondialiste fondé sur le libre-échange intégral n'est pas acceptable d'un point de vue écologique. C'est bien d'ailleurs à ce niveau que se situe la contradiction majeure du courant écologique politique fran-

çais, incarné par Daniel Cohn-Bendit ou Éva Joly, qui prétend d'une part sauver la planète de la pollution, mais qui d'autre part est toujours le premier à soutenir l'Europe de Bruxelles, ses traités et son acceptation béate de la mondialisation. Je l'écris sans détour : se dire écologiste et défendre l'Union européenne actuelle relève d'une complète imposture. L'Union européenne est une machine à faire de la mondialisation, du libre-échange, et à dissocier lieux de production et de consommation. C'est donc une machine à polluer et à émettre du CO₂.

Tant que les écologistes français, à l'instar de l'UMP et du PS qui prétendent eux aussi avoir la fibre verte, continueront de soutenir, voter et appliquer un système qui met dix mille kilomètres entre les lieux où l'on produit, ceux où l'on consomme et ceux où l'on recycle, alors ils continueront de duper leurs électeurs.

Rappelons au passage qu'ils les trompent davantage encore quand ils cessent de parler des pollutions avérées, celles qui contaminent nos terres et nos eaux, et qu'ils focalisent leur attention sur un seul et unique problème. Ces pollutions sont pourtant celles qui font le plus de dégâts sur les écosystèmes végétaux, animaux et humains. Sous la pression de puissants lobbies, plus personne n'en parle. Moi je n'ai pas l'intention de me taire.

Produire et consommer français, sur place, est la seule politique environnementale sérieuse. Pour cette raison, l'État protecteur est un État social, mais aussi un État écolo.

L'État solidaire

À la célèbre phrase de Jaurès déjà citée, j'ajoute que la patrie a le devoir d'aider celui qui n'a plus rien, de rendre vivant le principe de solidarité nationale. En effet, qu'est-ce qu'une nation sans solidarité ? La fraternité, la vraie, ce n'est pas se prévaloir la main sur le cœur des « droits de l'homme » dans tous ses discours. C'est celle qui a des effets concrets, via la solidarité dans le cadre national, parce que c'est bien là qu'existe un lien naturel entre les citoyens, qu'on a les moyens d'agir, et qu'un responsable politique mandaté par le peuple a le devoir de le faire.

Au service de cette ambition, il y a l'État. L'État solidaire que je promeus, c'est l'État qui n'oublie personne, ni aucun territoire. Qu'ils vivent en ville ou à la campagne, les Français doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits. À cet égard, la disparition progressive des services publics des campagnes et des lointaines banlieues est une faute majeure, parce qu'elle pénalise en premier ceux qui sont déjà le plus à l'écart des emplois, de l'activité, des lieux de loisir et de culture. Rendez-vous compte que certains villages ont perdu en l'espace de quelques années leur caserne, leur collège, leur gendarmerie, et maintenant leur bureau de poste ! Ce recul du service public est vécu dans la plupart des cas comme un profond traumatisme, qui accélère la désertification, le découragement et renforce le sentiment d'abandon. C'est d'autant plus regrettable qu'on assiste depuis quelque temps à un réveil des campagnes, à l'initiative de mouvements associatifs et de maires pleins d'idées et d'envie. Il ne faut pas briser cet élan. Il faut au contraire l'encourager, et apporter le

soutien de la communauté nationale à cette énergie en partant à la reconquête de ces régions. Cela passera par un retour massif du service public et de l'État qui doit cesser de laisser la seule logique du marché et du profit l'emporter.

Il ne faut pas se contenter, comme trop souvent, d'affirmer cet attachement au service public. Il faut aussi se donner les moyens de rendre possible cette politique, et c'est là que notre cohérence fait la différence. Rien en effet ne sera envisageable tant que nous n'aurons pas rompu avec le dogmatisme euro-libéral : sans volonté de revoir les traités européens, tout n'est au fond que verbiage et mensonge.

Le 13 décembre 2009, en application d'injonctions européennes, ce fut au tour du transport sur rail des voyageurs d'entamer sa libéralisation. La SNCF a perdu son monopole, au profit d'opérateurs privés, souvent étrangers, qui sont, on s'en doute, peu sensibilisés aux problématiques françaises de service public. La Poste a connu le même sort, obligée par d'autres directives de Bruxelles d'ouvrir son marché et par là même de fermer la moitié de ses bureaux, les moins « rentables » bien sûr. Rappelons qu'en Espagne, la société de courrier locale Correos a appliqué en 2007 la libéralisation européenne et que désormais dans ce pays, les habitations situées à plus de deux cent cinquante mètres d'une voie principale ne sont plus desservies. Cette perspective, je ne la souhaite pas pour notre pays, et c'est pourtant vers elle que nous mènent les politiques de destruction du service public conduites avec le même entrain par les gouvernements de gauche et de droite depuis près de deux décennies. Je l'ai dit : je redonnerai à la Poste son statut naturel, celui d'établissement public de l'État, et non de société anonyme, parce qu'on prépare en douce sa privatisation.

L'État solidaire, c'est donc l'État qui réaffirme les services publics, qui en assure la maîtrise, qui ne laisse aucun territoire de côté, conscient de l'impératif de modernisation et d'innovation. La situation budgétaire que nous lèguent les gouvernements précédents ne permettra pas une reconquête immédiate du capital des entreprises stratégiques de service public, mais cet objectif sera atteint progressivement au fur et à mesure du redressement des comptes de la nation.

L'État solidaire assurera aussi une redistribution équitable des richesses aux niveaux national et local. L'impôt se justifie pleinement sur le principe, à condition qu'il soit juste, progressif et qu'il corresponde à une réelle nécessité. Les trente taxes mises en place par Nicolas Sarkozy depuis son arrivée à l'Élysée ne remplissent pas ces conditions, de même que l'alourdissement ahurissant des impôts locaux, fruit d'une gestion sans rigueur et d'une décentralisation non maîtrisée. Outre le fait qu'elle est inutile, la taxe carbone illustre d'ailleurs parfaitement cette fiscalité injuste, opposée à la fiscalité solidaire que je préconise. Une fiscalité solidaire sera celle qui cessera d'écraser les classes moyennes, déjà accablées par la hausse des impôts locaux et les taxes Sarkozy : elle frappera très lourdement les comportements hyper spéculatifs irresponsables et les bonus obtenus sur le dos des activités de production. Elle cessera aussi de considérer de la même façon la firme multinationale à hauts rendements, qui fait la force de la France si elle respecte les règles d'éthique et qu'elle investit dans notre pays, et la petite et moyenne entreprise, qui repose sur le dévouement des petits patrons et d'éventuels employés qui ne comptent pas leurs heures. La France a besoin d'un tissu dense de TPE et PME, ce qui justifie une

plus grande progressivité de la fiscalité sur les entreprises et implique qu'on cesse de les accabler. Il faut aider davantage les entreprises les plus fragiles, celles qui ont besoin d'un vrai coup de pouce fiscal pour décoller. Nous en sommes très loin. Les quarante plus importantes sociétés françaises payent deux 2,3 fois moins d'impôts sur les bénéfices que les petites et moyennes entreprises, selon plusieurs rapports du Conseil des prélèvements obligatoires.

Enfin, l'État solidaire n'oubliera pas celles à qui nous devons tout, celles qui ont, par leur travail et leurs efforts, contribué à bâtir notre nation : les personnes âgées. Parmi les promesses non tenues de Nicolas Sarkozy, l'abandon de nos aînés est peut-être ce qui me révolte le plus. Je suis frappée de rencontrer quotidiennement au fil de mes visites et déplacements un nombre croissant de Français âgés dans un état de précarité, voire de dénuement, intolérable. Il n'est pas acceptable que ceux à qui nous devons tant de choses, ceux qui se sont parfois battus pour notre liberté et notre indépendance, ceux qui ont reconstruit nos villes, entretenu nos paysages, soient à ce point abandonnés.

D'une façon plus indirecte que les travailleurs, les personnes âgées aussi subissent le dogmatisme fou du mondialisme et du libre-échange européen. Cet élément a rarement été perçu, il est pourtant évident que l'atonie de la croissance économique, conséquence de ce modèle, les pénalise en pesant sur les budgets sociaux qui leur sont destinés. Ainsi, il faut permettre une vraie revalorisation de leur pouvoir d'achat, via une augmentation des petites pensions et du minimum vieillesse. Il faut d'une manière générale s'occuper

bien davantage qu'on ne le fait aujourd'hui des Français des troisième et quatrième âges. La politique de restauration de la France et de la volonté politique que je propose s'adresse donc aussi pleinement à elles. Peut-être même d'abord à elles, parce qu'un pays qui commet la faute morale de ne pas prendre soin de ses anciens est voué à l'explosion sociale, incapable de s'appuyer sur de solides fondations pour construire l'avenir.

Je souhaite en outre que nos seniors aient toute leur place dans la réindustrialisation de la France. Ils sont détenteurs d'un savoir-faire et de compétences que nous n'avons pas le droit de perdre, et qui seront indispensables aux nouvelles générations pour redresser la barre. Dans tous les domaines, industriel bien sûr, mais aussi artisanal et agricole, l'État devra organiser avec les filières adéquates la transmission des savoir-faire et des compétences de nos seniors vers les jeunes. Souvent jetés du marché du travail à cinquante-trois ou cinquante-cinq ans, les seniors pourront relever ce défi que je leur propose, défi également ouvert à nos jeunes retraités volontaires. Le savoir-faire français est un trésor, il n'est pas question de le voir s'éteindre.

L'État stratège

Peut-on vraiment dire que la France ces dernières décennies a été mal gouvernée ? Je ne le pense pas. Ce serait en effet faire trop d'honneur aux responsables politiques qui se sont succédé à la tête de l'État que de considérer qu'ils ont d'une quelconque manière tenu le gouvernail du pays. Ils se sont

en réalité contentés de « gérer » la France, au jour le jour, en reprenant, sans les questionner, les dogmes des équipes précédentes. La France n'est pas gouvernée, elle n'est même pas dirigée, ne sachant pas dans quelle direction elle va. Elle n'est que gérée, et de surcroît mal gérée. Le mandat de Nicolas Sarkozy en aura donné un nouvel exemple, peut-être le plus abracadabrant de tous, en défaisant méthodiquement en fin de mandat tout ce qu'il a fait les premières années... Citons par exemple la suppression du bouclier fiscal, présenté auparavant comme un remède miracle. De surcroît tout ceci se fait au prix d'une insécurité juridique très déstabilisante pour les acteurs économiques.

Cette situation s'explique à mon sens par le manque de confiance de nos élites dans la France. Comment en effet dessiner un cap pour un pays quand on ne croit pas en son avenir ? Comment lui indiquer une direction à moyen et long terme quand on a pour obsession de le fondre dans le magma de la mondialisation et de l'Europe ?

Le bateau France navigue à courte vue. Il ne suit aucun cap. Sans capitaine, il ne peut éviter les obstacles qui se dressent sur sa route qu'au dernier moment. Sans capitaine, chacun vague sans se préoccuper de l'autre.

La France a besoin de savoir où elle va. Il est indispensable qu'elle se fixe des projets à horizon de plusieurs années ou décennies, de façon à relever les défis de l'innovation, de cesser de prendre les trains en marche et de redevenir une locomotive. La France est l'un de ces pays qui est capable du meilleur à condition qu'il sache où il va, et pourquoi il y va.

Il est temps de remettre de la stratégie dans la direction des affaires de la France.

L'État stratège que je suggère aura pour mission de réveiller notre pays, d'impulser et de catalyser les meilleurs projets pour demain, de mobiliser ses innombrables talents. La France par exemple dispose d'organismes de recherche publics d'envergure internationale présents sur tous les secteurs de l'innovation : CNRS, CEA, INSERM, Institut Pasteur, INRA, etc. Nos grandes écoles sont réputées dans le monde entier. Nous avons dans un passé récent été moteurs de projets magnifiques, Ariane et Airbus bien sûr, qui ne doivent rien à la supertechnocratie européenne, mais aussi dans les domaines agroalimentaire et scientifique.

Si l'État stratège occupe le devant de la scène, s'il retrouve son rôle moteur quand la France avance, s'il fait coopérer des acteurs privés, publics, français et étrangers quand ils apportent une valeur ajoutée au projet, alors j'entrevois le meilleur pour notre pays. La France a les moyens d'être une grande puissance du XXI^e siècle. Elle pourra par exemple exploiter au mieux ses gigantesques richesses agricoles et contribuer à nourrir une Terre peuplée de 9 milliards d'habitants en 2050, alors que l'inaction actuelle décime nos paysans, qui ont vu en deux ans leurs revenus fondre de près de 50 %. La France doit aussi participer beaucoup plus activement qu'aujourd'hui à l'aventure spatiale, elle a les moyens d'incarner une puissance scientifique de premier plan. La France aussi, ne l'oublions jamais, c'est un vaste territoire outre-mer, qui doit être mieux arrimé à la République, conformément à la volonté de nos concitoyens ultra-marins, parce

qu'il est synonyme d'une présence et d'un rayonnement planétaire ; partout dans le monde, les Français doivent se sentir impliqués dans une dynamique nationale qui n'est pas que celle de la métropole. « *Sans ambition il n'y a pas de talent* » disait Nina Berberova, écrivain francophone issue d'un autre grand pays, la Russie.

Relever cette ambition suppose de réunir plusieurs facteurs : il faudra en premier lieu modifier radicalement la perception qu'on se fait du pays en haut lieu. C'est en misant sur son avenir qu'on le rendra possible, pas en pratiquant une politique systématique de rabaissement, de repentance et de dilution des volontés collectives.

Il faudra ensuite, sur ce plan également, réarmer l'État en lui donnant les moyens d'avoir une réelle vision prospective. Après la suppression du commissariat au plan, le Centre d'analyse stratégique, rattaché au Premier ministre, n'a pas été en mesure d'atteindre ce but, n'ayant ni le soutien politique ni les moyens nécessaires. L'État stratège dégagera des marges de manœuvre bien plus conséquentes qu'aujourd'hui pour l'investissement, en contrepartie d'économies qu'il est urgent de réaliser sur des postes de dépenses aussi inutiles que nocives pour la nation. Pensons à la fraude sociale, évaluée dans un rapport parlementaire publié en juin 2011 à 20 milliards d'euros par an et à l'immigration, dont les belles âmes affirment qu'elle enrichit le pays alors que les travaux sérieux tels ceux des universitaires Jean-Paul Gourévitch ou Yves-Marie Laulan évaluent son coût net entre 30 et 70 milliards d'euros par an.

L'Aide médicale d'État notamment, créée par Lionel Jospin en 2000, réservée aux clandestins et dont le coût explose

chaque année (plus de 600 millions d'euros en 2011), est un scandale auquel il faut mettre fin, plus encore à l'heure où des priorités budgétaires amènent nos gouvernements à allonger sans cesse la liste des médicaments déremboursés, à augmenter le forfait hospitalier et à pousser à la hausse le tarif des mutuelles. N'oublions pas le coût formidable des plans de renflouement à répétition des pays victimes de l'euro (32 milliards d'endettement supplémentaire pour la seule Grèce), qui pèse sur notre dette publique, et donc sur les échéances que nous remboursons, et qui demain se concrétiseront à coup sûr par des dépenses supplémentaires. En outre, chaque année, la France verse 20 milliards d'euros au budget de l'Union européenne, pour n'en récupérer que 13, aides agricoles de la PAC comprises.

Il y a là aussi d'urgentes économies à réaliser.

Ce programme devra être mis en musique par des dirigeants politiques dignes de ce nom, pour qui ambition, prévision et imagination ne sont pas que des mots.

L'imagination au pouvoir, voilà un slogan que je reprendrais bien à mon compte... Nos dirigeants depuis une trentaine d'années en manquent si cruellement ! Parce qu'une certaine idéologie leur a dit un beau jour que l'État n'était plus à la mode, ils l'ont laissé tomber. Je suis persuadée qu'on doit au contraire s'appuyer sur la puissance d'action qu'il incarne, et inventer de nouvelles façons de faire. L'État stratège reste largement à construire. Il ne sera pas l'État colbertiste des années soixante, parce que cinquante ans ont passé depuis, mais il ne s'interdira pas de reprendre les meilleures choses de l'époque et de traduire dans les faits le volontarisme de l'action publique. Il ne sera en aucune manière non plus

l'État minimal imposé par le modèle euro-libéral. Il sera un État ambitieux et fier, celui dont j'ai dessiné ici les contours et les grands principes. La France a besoin de renouveler sans cesse son modèle, sans copier les autres sous prétexte de suivre telle ou telle mode. Trouver cet équilibre suppose un effort d'imagination auquel nos élites ne s'astreignent plus suffisamment, faute d'ambition pour la France.

L'État influent

La mondialisation ultralibérale n'exerce pas ses ravages exclusivement dans le domaine économique ou moral. Elle ravale la France, par la seule volonté de dirigeants asservis aux diktats du mondialisme, au rang de puissance de seconde zone. La France ne parle plus dans le monde, elle aboie comme le roquet des Américains, en Irak, en Afghanistan, en Libye, et peut-être demain en Iran.

Du statut de puissance respectée, entendue et écoutée sous de Gaulle, on est passé à celui de toutou des États-Unis. Entre les deux ? Une longue chaîne de renoncements. Force est de constater que Nicolas Sarkozy n'est pas le responsable unique de ce déclassement mais qu'il est bien celui d'une acceptation décomplexée de l'asservissement total de notre pays.

La France n'est pourtant pas que cette petite péninsule occidentale de l'immense Eurasie, elle n'est pas seulement 1 % de la population du monde. La France c'est une Histoire millénaire, un apport essentiel à la civilisation, le corpus chrétien laïcisé par le Siècle des Lumières, une langue universelle.

Après avoir été la Mère des armes, des arts et des lois, elle proclamait à la face de l'univers Liberté, Égalité, Fraternité ; par les guerres certes, la colonisation bien sûr, avec son cortège de drames, d'atrocités, d'échecs mais aussi de réussites, d'aventures humaines magnifiques, de progrès flamboyants. Ce qui faisait dire au roi Albert : « *Le génie de la France est une source où de tout temps puisa la pensée des peuples libres* ». Ce qui explique, quoi qu'en disent nos spécialistes de l'auto-flagellation et de la repentance, que l'écho de la parole de la France dans le monde a survécu, quand elle est libre.

La politique étrangère conduite depuis la dernière décennie tourne le dos à cette tradition, et à nos intérêts. L'alignement sur les États-Unis va à l'encontre de la vocation de notre pays, normalement toujours en lutte contre les blocs ou la puissance dominante de l'époque, pour proposer aux peuples du monde une autre voie.

Contre Charles-Quint et l'empire espagnol, contre les Habsbourg, la prédominance anglaise ou l'empire allemand, la France a toujours cherché à obtenir un équilibre stratégique qui lui permette d'exister et de faire entendre sa voix dans le monde.

Cette politique étrangère s'est à travers les siècles généralement appuyée sur l'alliance avec la Russie et une politique arabe (Haroun Al-Rachid et Charlemagne ou François I^{er} et Soliman la symbolisaient déjà), des rapprochements avec les non-alignés de toutes les époques, au bénéfice de notre commerce extérieur et de cette indépendance nationale à laquelle les Français demeurent très attachés.

L'incarnation de cette politique étrangère conforme aux seuls intérêts de la France fut celle du Général de Gaulle, qui nous assura une autonomie réelle, par la constitution de la force de frappe nucléaire, des liens avec les pays arabes nous permettant un approvisionnement énergétique régulier, et une influence réelle dans le Tiers-monde. Un jeu subtil permit à la France d'être entendue entre les deux grands, États-Unis et URSS.

Un esprit a-historique comme celui de notre président est incapable de concevoir les permanences et les pesanteurs qui sous-tendent les politiques étrangères des nations. Elles sont pourtant le creuset fondamental de l'intérêt national.

La politique étrangère que j'appelle de mes vœux passe par la réhabilitation du concept de puissance, concept que nous avons abandonné à mesure que nous nous défaisons de nos outils d'influence et que nous nous fondions dans le magma européen. Dans ce cadre, notre intérêt national est de renouer l'alliance traditionnelle avec la Russie pour contrebalancer l'impérialisme exacerbé d'une Amérique aujourd'hui sans contrepoids, cherchant à obtenir l'endiguement de cette puissance renaissante. `

S'appuyer sur la Russie aujourd'hui c'est créer le véritable espace européen de l'Atlantique à l'Oural, l'Europe des patries poursuivant leurs intérêts nationaux et associées dans une communauté de civilisation, bien éloignée du modèle communautariste ultralibéral américain vers lequel l'Union européenne nous conduit.

Se tourner vers la Russie, c'est aussi lui éviter la tentation de l'action solitaire, porte ouverte à toutes les aventures, comme

le montre l'exemple des États-Unis exerçant seuls leur hégémonie mondiale en Irak, en Afghanistan ou dans leurs rapports avec l'Iran.

La confrontation que l'on pressent déjà entre les États-Unis et l'empire du Milieu, une Chine en expansion continue, nécessitera aussi une voix libre et indépendante, celle de la France. Elle devra aussi renouer le dialogue avec le Moyen-Orient et se tourner vers les puissances arabes.

En Afrique et en Asie, la France devra cesser d'abandonner ses anciennes colonies, devenues aujourd'hui partenaires de cœur et d'intérêt. Elle devra forger avec elles une nouvelle relation décomplexée et fondée sur une politique de co-développement, corollaire indispensable à nos actions vigoureuses en France contre l'immigration clandestine.

Cette nouvelle politique d'influence que je viens de brosser à grands traits ne sera cependant possible qu'à deux conditions.

Il faudra d'abord retrouver notre liberté et notre voix en nous dégageant du carcan européen. Vassalisée aux États-Unis, l'Union européenne n'envisage pas une seule seconde d'incarner une puissance de contrepoids. On a vendu le projet européiste aux Français en tentant de faire croire le contraire, en les persuadant que c'était le seul moyen de retrouver une influence perdue, ils perçoivent désormais qu'à chaque crise internationale, la position officielle de l'UE est en réalité le décalque de celle des États-Unis, l'expression d'une faiblesse et non celle d'une puissance. Ils ont vu que l'actuel président de la commission de Bruxelles, le Portugais

José Manuel Barroso, avait engagé son pays dans la guerre en Irak aux côtés de George Bush alors qu'il était Premier ministre en 2003. Ils doivent aussi savoir que les traités européens mentionnent désormais explicitement l'OTAN, organisation militaire à la botte des États-Unis, comme « *le fondement de la défense collective et l'instance de sa mise en œuvre* ».

À ce sujet, l'Union eut pendant de longues années, jusque 2009, un haut représentant pour la politique extérieure en la personne de Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN... La France n'agira pas de façon isolée, c'est certain, mais elle n'agira de toute façon plus du tout si elle reste dans le cadre anesthésiant de l'Europe de Bruxelles. Entre les deux, il y a le chemin que j'ai tracé.

Pour conduire sa politique mondiale, j'ai l'intime conviction que la France doit bien davantage s'appuyer sur l'une de ses plus grandes forces, son formidable espace maritime, le deuxième du monde. La mer est une richesse infinie, à tous les niveaux, que nous sommes loin d'avoir fini de sonder. Puissance maritime, la France prendra appui sur ses départements et collectivités d'outre-mer, restaurés dans leur fierté et leur dynamisme pour partir ensemble à la conquête de l'or bleu.

La seconde condition de la grandeur et de la liberté pour la France s'appuiera sur la restauration de notre outil de défense, dont les dépenses devront représenter 2 % du PIB d'ici 2017. Il faudra cesser de démanteler l'armée, saignée encore de quarante-cinq mille emplois civils et militaires supplémentaires dans le cadre du livre blanc. Il est criminel

dans le contexte international actuel de réduire à peau de chagrin notre défense nationale et de multiplier les fermetures de casernes. Iront-ils jusqu'à remettre en cause la dissuasion nucléaire ? Espérons qu'ils n'auront pas le temps de nous engager dans cette folie...

J'appelle sur ce sujet-là aussi à ce qu'on retrouve foi en la France. Nous ne sommes pas rien. Nous avons les moyens de nos légitimes ambitions, sous réserve qu'on change rapidement de cap.

L'État solide

Cette voie du redressement ne pourra être empruntée que si les bases financières du pays sont saines. Dire que ce n'est pas le cas aujourd'hui est un doux euphémisme. En trente ans, pas un budget de l'État n'a été voté en équilibre, depuis Raymond Barre ! L'éclatement de la crise de la dette, qui a pris un tour dramatique en 2011, en particulier au sein de la zone euro, a mis le projecteur sur l'état de délitement des finances publiques de nos pays, et de la France en particulier. Les collectivités locales peuvent se permettre de ne pas afficher de déficit trop sévère uniquement parce qu'elles reçoivent de l'État des sommes faramineuses, en augmentation constante (près de 60 milliards d'euros cette année). Inutile de nous appesantir sur l'état catastrophique des budgets sociaux, le « trou de la Sécu » est devenu un abîme... Il y a une voie d'eau dans les finances publiques, qui grossit chaque année, et qui finit par menacer le bateau. Le compteur de la dette publique française s'emballa, affichant désor-

mais 1 700 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter environ 1 000 milliards de provisions pour assurer le financement des retraites des fonctionnaires.

La France est aujourd'hui en proie à deux accélérateurs de dette : Nicolas Sarkozy, le Président de la dette qui affiche le record peu enviable d'accroissement de la dette maximale pour un président (+ 500 milliards d'euros durant le quinquennat), et l'euro, la monnaie de la dette, qui a précipité dans le surendettement les pays qui l'ont adopté. Survenue sur un organisme profondément affaibli par la monnaie unique, la crise de 2008 a provoqué dans la zone euro des dégâts économiques et sociaux inégaux ailleurs.

La dette est-elle indolore ? À l'évidence non. Toute dette contractée aujourd'hui est évidemment un impôt pour demain, et après-demain ! Ce sont nos enfants, et leurs enfants, et sûrement même les enfants de leurs enfants, que nous sommes en train d'accabler par notre impéritie.

Dans ce contexte, le débat sur le fameux « grand emprunt » voulu par Nicolas Sarkozy à la fin de l'année 2009 avait quelque chose de surréaliste. Les 35 milliards d'euros supplémentaires empruntés auprès des marchés ne représentent qu'une dette de plus, et ne peuvent en aucun cas être qualifiés d'acte courageux, ou même de « défi », comme j'ai pu le lire ici ou là. Rien n'est plus simple que de s'endetter. Rien n'est plus facile que de rester prisonnier du « Système euro », un système de mutualisation de la dette, à travers le FMI, le FESF puis le MES, qui oblige les pays membres de l'euro à participer au renflouement des autres pays victimes de la monnaie unique. L'opération symbolique des jeunes mili-

tants du Front national en septembre 2011, qui devant l'Assemblée nationale ont jeté de faux billets de 500 euros à la Seine, visait à faire prendre conscience aux Français de ce que leur représentation nationale est en train, dans leur dos et sans débat, de jeter leur argent par les fenêtres dans le seul but, illusoire, de renflouer une monnaie unique dont le cours haut ne favorise que les riches. Cette politique d'aggravation de notre surendettement s'assimile davantage à de l'acharnement thérapeutique qu'à une saine gestion des deniers publics. L'euro est une monnaie morte qu'on essaie de ranimer à coup de centaines de milliards d'euros, qui ne tombent pas du ciel, mais qui manqueront cruellement aux Français et aux plus misérables d'entre nous, un jour ou l'autre.

Les Français ont le droit d'exiger l'arrêt de cette politique de fuite en avant. Ils peuvent réclamer l'État solide, c'est-à-dire l'État qui prendra les décisions capables de combler les trous et de remettre les comptes publics à flots.

Deux pistes complémentaires se dessinent. D'abord, il faut revenir sur ce principe complètement fou qui veut que l'État soit obligé d'emprunter auprès des banques et des institutions financières, au prix d'intérêts très élevés. Rembourser deux fois la dette en raison des intérêts est inacceptable. Ce système, d'inspiration ultralibérale et imposé sous la pression du lobby des banques et de la finance internationale, est celui qui prévaut en France depuis une loi de 1973, considérablement durcie par le Traité de Maastricht, qui dans son article 104 interdit aux banques centrales d'accorder tout type de crédit au Trésor public et à tout organisme public. La banque de France doit retrouver la possibilité de prêter à

l'État à taux nul. Une nouvelle fois, le carcan européen nuit à notre prospérité, et profite d'abord à certains groupes de pression très influents. Il faudra donc sur ce plan-là aussi nous en dégager, nous libérer du joug d'une banque centrale de Francfort qui nous a conduits d'échec en échec, et renouer avec le volontarisme, en reprenant le contrôle de notre politique monétaire.

Dans ce nouveau cadre, comment rétablir la situation ? Il faudra faire des économies, certes, mais les bonnes ! Entendons-nous bien, par économies, je vise la mauvaise dépense publique, c'est-à-dire les dépenses inutiles, voire nocives, dont personne n'ose jamais parler, qui représentent pourtant des marges considérables. Je pense au coût de l'immigration, qui pèse sur nos finances publiques à tous les niveaux, logement, école, transports, aides sociales, et dont la charge financière est estimée à environ 60 milliards d'euros par an, dont plusieurs milliards imputables à la seule politique de la ville menée à fonds perdus. La fraude sociale est aussi une source de dérives de premier ordre. Il y a dans notre pays 10 millions de cartes vitales *de plus* qu'il n'y a d'assurés sociaux. La fraude à la Sécurité sociale est massive, et doit être combattue non seulement parce qu'elle obère fortement nos budgets sociaux, mais aussi parce qu'elle est moralement scandaleuse. Les fils de la fraude sont devenus tellement inextricables que seule une grande opération nationale de recensement des assurés sociaux pourrait remettre de l'ordre. Je propose ainsi que sur une durée de trois mois l'ensemble des titulaires d'une carte vitale se présentent en préfecture, sous-préfecture ou dans un centre de Sécurité sociale afin de se signaler ; l'ensemble des cartes qui n'auront

trouvé aucun titulaire au bout de ces trois mois seront dés-activées. Voilà qui permettrait, en peu de temps, et à moindre frais, de réduire la fraude dans de très fortes proportions, et de récupérer une manne financière considérable. Voilà aussi qui serait socialement plus juste que de continuer à dérembourser les médicaments, ou encore d'instaurer des franchises médicales.

Je note enfin deux sources d'économies aux deux extrémités de la politique d'affaiblissement de l'État : l'Europe et la décentralisation. La décentralisation, je n'y reviens pas, constitue un poste faramineux de dépenses inutiles. « *Processus désordonné et coûteux* » selon les propres termes de la Cour des comptes dans un rapport d'octobre 2009, elle ne doit pas être considérée comme le produit d'un prétendu « sens de l'Histoire ». Pas plus que l'Europe de Bruxelles. D'une manière générale, cette expression doit toujours éveiller notre prudence. Quand une évolution est unanimement présentée comme allant « dans le sens de l'Histoire », c'est généralement qu'elle est nocive et que ses promoteurs ont renoncé à la défendre de façon argumentée.

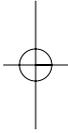
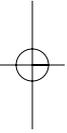
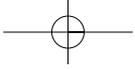
Si l'intercommunalité représente un surcoût de 4 milliards d'euros par an, sans valeur ajoutée démontrée, il faut avoir le courage de défier les potentats locaux et d'y renoncer. S'il y a du clientélisme, des dérives féodales, toujours chèrement payées, soyons intransigeants. Nettoyons les écuries d'Augias, et soyons économes. Passons aussi au tamis les innombrables cadeaux aux amis du pouvoir, telle la niche fiscale dite « Copé » qui bénéficie essentiellement aux très grandes entreprises, sans résultats probants sur l'emploi, et dont le coût budgétaire est estimé à 3,5 milliards d'euros par an.

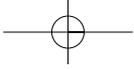
Ces économies seront salutaires à tous les points de vue, soulageant très largement notre déficit, et offrant de surcroît la perspective de financer une vraie politique cohérente de rétablissement de l'État.

Elles tranchent avec les économies dangereuses que les gouvernements réalisent depuis plusieurs années, fermant des collèges, des casernes, des hôpitaux, des tribunaux et des consulats, au mépris du service public, et pour des gains financiers en réalité dérisoires.

Le gouvernement actuel a ainsi estimé les économies issues de la révision générale des politiques publiques, une vaste entreprise de destruction de l'État contraire à notre intérêt, à 7 milliards d'euros sur trois ans... Combien de villages sacrifiés, de fonctionnaires démotivés et de Français privés de services publics pour 7 malheureux milliards ? Cette inversion des priorités n'est pas saine : le gouvernement coupe dans la bonne dépense publique mais laisse prospérer la mauvaise. Je souhaite remettre la France à l'endroit !

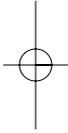
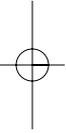
Sur ce sujet encore, le courage et la volonté sont les principales qualités que doit réunir le vrai responsable politique. Elles seront les seules à pouvoir nous extirper de la spirale de la dette et à permettre à la France d'avoir les moyens de ses légitimes ambitions. Dès lors, tout deviendra, cette fois, vraiment possible...

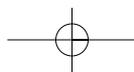
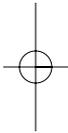
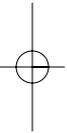
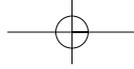




Troisième partie

**LA REFONTE DE L'ÉCOLE,
UN ENJEU PREMIER**





C'est à la jeunesse de France que je consacre cette dernière partie. Elle est l'avenir du pays, c'est donc vers elle que je me tourne. Moi qui crois en la France, je crois naturellement en sa jeunesse. Je connais ses souffrances, je suis élue d'une région où de nombreux jeunes Français peinent à entrer dans la vie active, à s'y faire une place. Beaucoup d'entre eux ont le sentiment d'être sacrifiés. La jeunesse souffre même sûrement plus que la moyenne des Français de la politique de renoncement de nos élites. Elle profitera davantage encore des bénéfices du redressement national que je dessine. Celui-ci ne donnera cependant tous ses fruits qu'à la condition de prendre le problème de bout en bout, et qu'on s'intéresse à ce qui est à la base de nombreuses difficultés pour la jeunesse : l'école. L'école a deux facettes : quand elle fonctionne bien, elle permet le renouvellement des décideurs et la promotion sociale ; quand en revanche elle fonctionne mal, elle est un puissant outil de perpétuation, voire d'aggravation, des inégalités.

L'école devrait assurer l'avenir de la nation et préparer les réussites de demain. Elle devrait offrir aux jeunes Français, notamment issus des milieux populaires, une possibilité de faire valoir leurs mérites et de rendre tous leurs projets possi-

bles. Elle devrait former des citoyens libres et éclairés. Pourtant, l'école n'est plus en mesure de relever tous ces défis. Disons-le franchement, l'école a été laissée à la dérive. Peu à peu, au cours de ces trente dernières années, se sont constituées des enclaves scolaires où règnent le désordre et la violence, à l'instar des quartiers où sont implantés ces établissements, souvent très touchés par l'immigration de masse. Peu à peu les gouvernements de gauche comme de droite ont baissé les bras, cédant à la démagogie en laissant le niveau des élèves s'effondrer. Peu à peu, les valeurs ont déserté l'école.

La situation est grave, mais il est possible de relever la tête et de reconstruire l'école, de la maternelle au lycée. Des professeurs attachés à leur vocation, qui ont souvent le courage d'aller à l'encontre des consignes de leur hiérarchie, n'ont jamais baissé les bras et continuent de se battre pour l'avenir de nos enfants. Des parents d'élèves courageux luttent pour que les choses changent. Le peuple français tout entier reste extrêmement attaché à ce pivot de la nation que constitue l'école de la République. Avec l'aide de tous, je commencerai par réformer en profondeur l'école primaire, en créant un nouveau type d'établissement public. Les directeurs d'école auront les moyens d'accomplir leurs missions. L'école souffre avant tout d'un laisser-aller général. Il faut proposer, face à cette dérive, un relèvement des exigences à l'école, dans tous les domaines : la discipline, les savoirs et les valeurs.

Platon a écrit : « *Lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de*

rien ni de personne, alors c'est là en toute beauté et en toute jeunesse le début de la tyrannie. »

Ce qui n'était à l'époque qu'une réflexion philosophique est aujourd'hui devenu la réalité au quotidien dans bon nombre d'établissements scolaires. Depuis une trentaine d'années, l'insécurité à l'école n'a cessé de progresser, de l'ordre de 10 % par an, d'après les chiffres officiels. La discipline est une valeur en recul, il n'est pas rare qu'un cours entier se fasse dans le brouhaha, ou que des professeurs se voient insultés, quand ils ne sont pas agressés par leurs élèves ou les parents. Cette situation ne peut plus durer. Il va de soi qu'on ne peut rien transmettre quand les conditions élémentaires de sécurité et d'ordre ne sont pas réunies.

Je relèverai très fortement l'exigence d'autorité à l'école. L'école est un lieu à part, sécularisé, dans la République, ce n'est pas un simple appendice de la société. Il faut donc en revenir à des principes élémentaires : à l'école tout le monde n'est pas au même niveau, le professeur est au-dessus de l'élève, le parent d'élève n'est pas le client du professeur. La valeur centrale de respect de l'enseignant retrouvera toute sa place à l'école. Cela passe par des gestes simples : se lever quand le professeur entre en classe, bannir le tutoiement de l'enseignant par l'élève. Les professeurs pourront s'appuyer sur leur administration et leur hiérarchie dans le rétablissement de leur autorité. L'insécurité à l'école sera traitée de la même manière que l'insécurité en général : tolérance zéro. Dans les collèges et les lycées où cela se justifie, les chefs d'établissement seront autorisés à fouiller les élèves suspects et à installer des portiques de détection des métaux. Les parents dont les enfants entreront à l'école avec un objet

dangereux pourront être sanctionnés financièrement. Dans les cas les plus graves, les allocations familiales pourront leur être supprimées.

Je prendrai également les dispositions nécessaires afin de mettre l'élève en condition d'apprendre. Parce qu'un jeune dans l'enceinte scolaire est d'abord un élève, il doit se comporter comme tel, ce qui suppose de ne pas tout tolérer. Ainsi, un code vestimentaire strict doit être établi dans tous les établissements, le téléphone portable doit être prohibé, du primaire au lycée.

L'élève remis à sa vraie place, celle de l'écoute, le professeur pourra plus facilement assurer sa mission première de transmission des savoirs. Son statut sera revalorisé significativement, parce qu'un pays n'a pas d'avenir quand il maltraite ses professeurs. Revalorisation financière, mais aussi revalorisation symbolique, à laquelle les enseignants tiennent beaucoup. À la moindre agression, même verbale, de la part d'un élève ou d'un parent d'élève, la sanction sera immédiate et exemplaire par sa dureté. C'est en remplaçant l'autorité du professeur au cœur de l'éducation, en faisant en sorte qu'il soit respecté, qu'on redressera la situation. Les parents seront associés à ces efforts pédagogiques : il s'agit de l'intérêt de leurs enfants. Pour ceux qui ne maîtrisent pas notre langue, des cours de français obligatoires seront instaurés. Ils pourront ainsi franchir le seuil de l'école et dialoguer avec l'équipe éducative.

Et puis, dans la vie, il n'y a pas que la seule activité intellectuelle. Le travail manuel doit avoir le droit au même respect. Aussi, je m'attacherai à la revalorisation des filières tech-

niques et manuelles. La possibilité de l'apprentissage à quatorze ans sera rétablie. Le collège unique, qui aura été un terrible échec, sera supprimé progressivement au cours du quinquennat.

Parfois, on agira de façon non homéopathique : si l'établissement est trop abîmé, si il y règne une ambiance trop délétère, si le découragement règne parce que la violence y est massive et quotidienne, parce que les professeurs ne s'y sentent plus en sécurité, parce que le savoir a déserté depuis longtemps la cour de récréation, l'établissement sera détruit. Les établissements irrécupérables doivent être physiquement reconstruits ailleurs : plus intelligemment, dans des quartiers moins ghettoïsés. Parfois, ce n'est qu'en faisant table rase d'un passé trop lourd que l'on peut envisager l'avenir avec confiance. Détruire un établissement et en reconstruire un neuf, rebâtir une dynamique de savoirs, c'est parfois la seule façon de tourner une page, et de redonner l'espoir à ceux qui n'y croient plus.

Mais la France ne se limite pas à la banlieue et à ses difficultés. La moitié des Français vivent dans des communes de moins de dix mille habitants. L'Éducation nationale devra faire une place toute particulière aux problèmes des zones rurales et périurbaines. Elle mettra en place des mécanismes de péréquation nécessaires à une vraie égalité entre les élèves sur le territoire national. La décision de fermer les collèges de moins de deux cents élèves à la campagne sera revue. La proximité a des immenses vertus, qu'il faut savoir reconnaître. Le deuxième chantier à ouvrir d'urgence concerne les savoirs. Inutile de le nier : le niveau des élèves baisse d'année

en année. Des études confirment ce sentiment commun. Le ministère de l'Éducation nationale a publié en janvier 2009 une étude réalisée en 1987 puis en 2007 auprès de quatre mille élèves de CM2.

Ses résultats sont sans appel : aussi bien en lecture qu'en calcul ou en orthographe, le niveau a chuté. Quand les élèves faisaient en moyenne onze fautes à une dictée en 1987, ils en font aujourd'hui quinze, avec le même texte. Certains nient toujours cette baisse du niveau : ils sont aveugles ou idiots. D'autres la reconnaissent, mais l'expliquent par la démocratisation et la massification de l'enseignement. Cet argument aurait peut-être pu être recevable dans les années cinquante. Mais pas aujourd'hui. En 1987, l'enseignement était déjà tout autant massifié qu'aujourd'hui, et pourtant le niveau était bien meilleur.

Il y a urgence, parce que cet affaïssement des savoirs pénalise d'abord ceux à qui les parents n'ont pas les moyens d'offrir des cours particuliers, ou de transmettre naturellement leurs propres connaissances. Il pénalise l'avenir de la nation. La France a besoin d'ingénieurs performants, de bons techniciens, de jeunes bien formés et cultivés. Les élites de gauche comme de droite mettront toujours leurs enfants dans les meilleurs lycées, là où le niveau ne baisse jamais, et où ils habitent. Voilà pourquoi on ne peut compter sur elles depuis toutes ces années. Aujourd'hui, 95 % des élèves de grandes écoles sont issus de deux cents écoles maternelles des beaux quartiers, sur les dix-huit mille que compte le pays. C'est inacceptable !

Il y a des solutions pour inverser la tendance. La laïcité, c'est non seulement la neutralité religieuse, mais aussi la neutra-

lité politique. Elle sera appliquée avec la plus grande fermeté. L'école doit être un sanctuaire, mettant à l'abri des modes et des lubies. Il faut cesser de faire de l'élève français le cobaye des pédagogistes, des disciples de la méthode globale, et des professeurs Nimbus de tout poil. Ils ont tué les méthodes traditionnelles d'enseignement, celles qui ont fait leurs preuves. Ces gens-là, que le pouvoir continue d'écouter religieusement, ont empoisonné l'école pendant des années, et leurs préceptes suicidaires ont ruiné le destin de milliers d'écoliers. L'enfant ne construit pas son savoir par lui-même. Il faut sortir au plus vite de ce courant de pensée ravageur, ce qu'a été incapable de faire Nicolas Sarkozy contrairement à ce qu'il avait promis. Le ministre de l'Éducation nationale, Luc Châtel, a encore récemment déclaré que l'école devait être en priorité « *un lieu de vie* ». C'est beau comme du Jack Lang, mais c'est dramatiquement faux.

Non, l'école doit être avant tout un lieu de transmission des savoirs et des connaissances ! Un lieu d'étude et de récompense du travail... Un lieu où est appris le goût de l'effort ! Les élèves seront notés, de zéro à vingt. Le baccalauréat retrouvera son caractère sélectif. Cet examen national, sans contrôle continu, permet l'égalité. Les méthodes classiques d'enseignement redeviendront obligatoires pour que cesse le carnage de l'illettrisme. L'apprentissage de la lecture sera syllabique. L'histoire sera apprise de façon chronologique. La géographie sera enseignée sur des cartes, en commençant par celle de la France.

Sachez par ailleurs qu'on a supprimé progressivement des heures d'enseignement dans les matières essentielles, comme le français. En 1976, un élève qui sortait du collège avait

reçu deux mille huit cents heures d'enseignement du français depuis son entrée en CP. En 2004, c'était deux mille heures, soit huit cents de moins, l'équivalent de deux ans et demi de cours ! À cela s'ajoute la décision récente de supprimer encore des heures en primaire, de ne plus accepter la plupart du temps les enfants de moins de trois ans en maternelle, d'augmenter la place grandissante du sport et des langues étrangères dès les petites classes, au détriment du français et du calcul. Concernant les langues étrangères, ce grignotage incessant des heures de français n'a produit aucun résultat tangible. *Le Monde* a publié en 2009 une étude qui montre que le niveau en anglais des jeunes Français n'a pas du tout progressé en dix ans. Il faut donc cesser de saupoudrer les heures de cours avec des gadgets au détriment de l'apprentissage de notre langue nationale dans les petites classes. Et préférer par exemple le financement au collègue d'un long voyage d'étude, en immersion totale, en Angleterre, en Espagne ou en Allemagne par exemple. Ce n'est qu'en pratiquant une langue sur place qu'on l'apprend véritablement. En parallèle, on pourra récupérer des heures de cours au bénéfice des matières de base. Et le non-remplacement d'un enseignant partant à la retraite sur deux cessera. L'intégralité des départs à la retraite sera remplacée. Il n'y aura cependant pas de créations de postes supplémentaires, dans un souci de responsabilité budgétaire. Les efforts de réduction d'effectifs seront concentrés sur l'administration de l'Éducation nationale. On doit mieux répartir les professeurs et faire en sorte qu'ils soient tous devant une classe, mais on ne doit pas détruire l'école sous prétexte d'économies ridicules, chiffrées à 150 millions d'euros par an, alors que d'autres économies bien plus amples, celles que j'ai exposées dans les pages précédentes, ne sont jamais envisagées.

Je souhaite enfin parler des valeurs. Parce que l'école, ce n'est pas seulement un lieu où l'on apprend des savoirs. On y apprend aussi à devenir un citoyen, un Français à part entière. Malheureusement, ce n'est plus le cas aujourd'hui dans nombre d'établissements. Dans ceux bien sûr qui concentrent tous les problèmes de l'immigration massive : comment enseigner convenablement quand on est face à une classe composée de dix-sept nationalités différentes et où les élèves ne parlent plus français le soir quand ils rentrent chez eux ?

Cette difficulté est exacerbée dans ces établissements, mais elle existe aussi ailleurs, à des degrés divers. La transmission des valeurs doit devenir une priorité. Elle se fera plus aisément quand on aura renforcé les exigences en matière de discipline, parce qu'on aura inculqué aux élèves les valeurs de respect, de travail, d'effort, d'attention à son prochain, d'humilité ainsi que le goût du travail bien fait.

Mais l'école doit apporter quelque chose de plus. C'est à l'école que le futur citoyen doit apprendre le respect et l'amour de son pays, la France. Un pays qui n'a pas confiance en lui, qui ne s'aime pas, ne peut pas aller de l'avant. Pour cela, il faut sortir d'une vision dépréciée de notre Histoire nationale. Non l'Histoire de France ne se résume pas au triptyque esclavage/colonisation/collaboration. Oui, la France, qu'elle soit royale, impériale ou républicaine, est belle, admirable, digne d'être respectée. Forger à l'école un citoyen critique, mais fier de son pays. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra envisager l'avenir avec sérénité et confiance. « *Pour reprendre foi à la France, espérer dans son avenir, il faut remonter son passé, approfondir son génie naturel* » écrivait Michelet dans *Le Peuple*. Cette vérité n'a pas pris une ride.

Je me tourne à présent vers nos jeunes compatriotes, et je leur demande de déjouer les pièges qu'on leur tend, de refuser de rejoindre les petites cases dans lesquelles on aimerait les mettre. Visez toujours plus haut que les cibles qu'on vous propose ! Méfiez-vous du prêt-à-penser médiatique. Il a pour but de faire passer pour jeunes et modernes des opinions qui ne sont en réalité que celles d'une élite soucieuse de conserver sa position privilégiée. Repérez les raccourcis mensongers : « Union européenne égal paix ; nation égal guerre » par exemple... Je m'adresse en particulier aux « jeunes de banlieue ».

Ne vous laissez pas caricaturer par ceux qui se présentent comme vos amis, mais qui en réalité vous méprisent : vous valez bien mieux que la sous-culture « rap/foot/boxe » dans laquelle on voudrait vous enfermer.

Je m'adresse aussi à ceux des bourgs et des villages. Jeunes de France misez sur vous-mêmes, sur votre intuition et votre intelligence. Elles seules nous aideront à relever le défi de la France, de sa liberté et de sa grandeur.

Ne devenez jamais comme nos élites actuelles, croyez en la France !

Conclusion

Dans mon premier livre *À contre flots*, j'avais livré tout de mon enfance, de la jeune fille que je fus, élevée au miel et à l'acide de la chose politique, puis de la femme et de la mère que je devins, modelée par ses expériences personnelles comme professionnelles. C'était un livre transparent sur mon parcours, pourquoi et comment je suis devenue ce que je suis aujourd'hui.

Dans ce livre que vous venez de terminer, j'ai voulu vous donner les clefs pour comprendre qui parle, d'où et pourquoi, vous offrir une grille de lecture sur les mots et les actes de ceux qui nous gouvernent.

Vous y avez trouvé aussi ce qui motive mon combat politique, et quelle est la vision qui est la mienne de mon pays et de mon peuple, en toute transparence.

J'ai voulu, peut-être est-ce orgueilleux, faire de ce livre une boussole dans la tempête de la mondialisation.

C'est aussi un livre sur la liberté.

La vôtre, celle de décider de notre avenir, en toute connaissance de cause.

Laissez parler votre cœur et votre raison, ils sont les meilleurs guides.

Bibliographie

« Allègements de cotisations patronales et dynamique salariale », Romain Aeberhardt et David Sraer, *Économie et statistiques*, N° 429-430, 2009.

« Annulons la dette du Vieux Monde », Emmanuel Todd, *Le Point*, 13 décembre 2011.

« Comment améliorer les performances des PME française à l'international », CNCCEF, septembre 2007.

« Compréhension à l'écrit et à l'oral des élèves en fin d'école primaire », évaluation 2003, Dossier ministère de l'Éducation nationale.

« Critique de la société de l'indistinction », *Commentaires sur le fétichisme marchand et la dictature démocratique de son spectacle*, Éditions Révolution sociale, 2007.

Culture de masse ou culture populaire, Chrisopher Lasch, Éditions Climats, 2009.

« Désindustrialisation, délocalisations », Rapport Lionel Fontagné, Jean-Hervé Lorenzi. Commentaires : Patrick Artus Jacky Fayolle. Compléments : Patrick Aubert, François Benaroya, Daniel Darmon, Édouard Fabre, David Flacher, Louis de Gimel, Frédéric Lainé, Jean-Louis Levet, Dominique Namur, Jacques Pelletan, Sébastien Roux, Fabien Toutlemonde, Jean-Louis Truel et le SESSI, La Documentation française, 2005.

« Economie et management de l'entreprise », cours d'économie industrielle, Thierry Pénard, Université de Rennes-1.

« Entretien avec Pascal Lamy », *Le Monde*, 1^{er} juillet 2011.

Europe Inc - Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale, Belén Balanya, Ann Doherty, Olivier Hoedeman, Adam Ma'anit, Erik Wesselius, Agone Éditions

« Intégration, Interdépendance et mondialisation », Paul Streeten, *Finances & Développement*, juin 2001.

Jusqu'ici tout va bien !, Éric Verhaeghe, Éditions Jacob Duvernet, 2011.

« Kleptocratie américaine », Edward Harrison, *Contre Info*, mai 2009.

L'AGCS : Quand les Etats abdiquent face aux multinationales, Raoul-Marc Jennar et Laurence Kalafatides, Éditions Liber, 2007.

« L'Éducation nationale face à l'objectif de la réussite de tous les élèves », Rapport thématique de la Cour des comptes, mai 2010.

L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes, Jean-Claude Michéa, Flammarion, 2006.

L'Europe en crise. Que faire ?, Maurice Allais, Clément Juglar Éditions, 2005.

L'Impasse Adam Smith : Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche, Jean-Claude Michéa, Flammarion, 2006.

L'Industrie du mensonge : Lobbying, communication, publicités et médias, John Stauber, Sheldon Rampton, Roger Lenglet, Agone Éditions, 2004.

« La démondialisation est un concept réactionnaire », Pascal Lamy, *Le Monde*, 30 juin 2011.

« La désindustrialisation en France », Lilas Demmou, Document de travail de la DG Trésor, juin 2010.

La Diversité contre l'Égalité, Walter Benn Michaels, Éditions Liber, 2009.

La Gauche et la préférence immigrée, Hervé Algalarrondo, Plon, 2011.

« La modération salariale en France depuis le début des années 1980 », Rozenn Deplat, Stéphanie Jamet, Vladimir Passeron et Fabrice Romans, *Économie et statistiques*, n° 307, 2003.

« La montée des inégalités menace nos démocraties », *Dimanche Ouest-France*, 2 octobre 2011.

« Le commerce mondial à l'heure de la mondialisation », Rapport sur le commerce mondial, OMC, 2008.

Le Grand Bond en arrière – Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde, Serge Halimi, Fayard, 2006.

« Le G20 au défi de la “banque de l'ombre” », *Le Monde économie*, 25 octobre 2011.

« Le panorama des PME », CDJ, avril 2011.

« Le partage de la valeur ajoutée en France », Xavier Timbeau, Revue de l'OFCE, 2000.

« Le partage des fruits de la croissance en France », Rapport : Gilbert Cette, Jacques Delpla et Arnaud Sylvain. Commentaire : Jean-Philippe Cotis. Compléments : Paul Cahu et Noélie Delahaie, La Documentation française, 2009.

Le Point de rupture : Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires, Alain Mergier et Jérôme Fourquet, Éditions Fondation Jean Jaurès, 2011.

« Les Grandes Étapes de la crise financière », chapitre 1 : Crise financière : origines et dynamiques, Banque de France, *Documents et Débats*, N° 3, janvier 2010.

« Les inégalités entre ménages dans les comptes nationaux », Maryse Fesseau, Vanessa Bellamy et Émilie Raynaud, INSEE Première, novembre 2009.

« Les inégalités entre générations depuis le *baby-boom* », Marie-Émilie Clerc, Olivier Monso et Erwan Pouliquen, Document de travail, INSEE, juin 2011.

Les Nouveaux Chiens de garde, Serge Halimi, Éditions Liber, 1997, 2005.

« Les très hauts salaires du secteur privé », Michel Amar, INSEE Première, avril 2010.

« Mesurer le pouvoir d'achat », Philippe Moati, professeur à l'Université Paris-Diderot, GERME, Directeur de recherche au CRÉDOC, Robert Rochefort, directeur du CRÉDOC, La Documentation française, Paris, 2008.

« Penser le populisme », Pierre Rosanvallon, *Le Monde*, 22 juillet 2011.

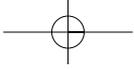
« Propositions en faveur du pouvoir d'achat », Association de consommateurs et d'usagers CLCV.

« Quelles sanctions contre les cartels ? Une perspective économique », Emmanuel Combe, *Revue internationale de droit économique*, 2006.

« Rapport sur le financement des PME-PMI et ETI en France », Observatoire du financement des entreprises, 2011.

« Rapport d'activité », Agence France Trésor, 2010.

« Rapport Stiglitz sur les inégalités », Jean-Philippe Cotis, INSEE, novembre 2009.

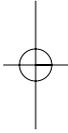
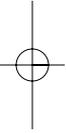


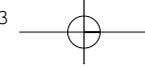
« Sortir de l'euro : plus facile qu'on croit », Laurent Pinsolle, *Marianne* 2, décembre 2010.

« Un nœud de cent quarante-sept sociétés au cœur de l'économie mondiale », *Le Monde économie*, 29 novembre 2011.

« Une comparaison des niveaux de productivité structurels des grands pays industriels », Renaud Bouriés et Gilbert Cette, OCDE, 2005.

« World Wealth Report 2011 », Merrill Lynch Global Wealth Management, *Capgemini*, 2011.





Sommaire

Introduction7

PREMIÈRE PARTIE :

LE MONDIALISME, HORIZON DU RENONCEMENT19

Chapitre 1 :

Le mondialisme n'est pas un humanisme.....21

L'élection de Nicolas Sarkozy : l'espérance et l'amertume21

Mondialisation et mondialisme26

Le mondialisme contre les États32

Le « modèle » américain, au cœur du projet mondialiste.....34

Les Trente Glorieuses... et après ?38

L'économie du diable44

La religion du libre-échange49

Le culte du veau d'or : l'euro.....54

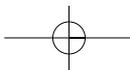
La financiarisation organisée de l'économie.....61

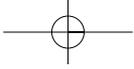
La dette publique, une bonne affaire mondialiste.....72

L'organisation européenne de Bruxelles,
avant-garde du mondialisme74

L'immigration, offensive économique
et culturelle du mondialisme80

Métaphysique ultralibérale89





Chapitre 2 : **L'« Empire du Bien » est d'abord dans nos têtes103**

La diabolisation de la Nation	103
La culpabilisation du peuple français, condition de la fabrication de l'« Homme nouveau »	109
La destruction de l'École et l'abandon de la culture classique	111
Les élites, bénéficiaires et thuriféraires du mondialisme.....	115
La politique au service du mondialisme	124
Le peuple indésirable.....	128
La presse : le quatrième pouvoir au service du vrai pouvoir....	130
L'UMPS : l'illusion de l'alternance au service du projet mondialiste	134
Le verrouillage du jeu.....	142
La fin de la gauche	145
Le sarkozysme, « stade suprême » du mondialisme ?.....	151
Les élites rattrapées par la crise	158

DEUXIÈME PARTIE :

UN AVENIR FRANÇAIS, LA VOIE DU REDRESSEMENT165

Chapitre 1 : **Sur quelles valeurs engager un projet national ?171**

Les forces de la France.....	171
Le peuple français, acteur de son destin	177
L'État, fer de lance du redressement	186



Chapitre 2 :
Quels sont les chantiers prioritaires ?193

Morale publique : il y a urgence.....	193
L'État régalien	196
L'État protecteur.....	203
L'État solidaire.....	214
L'État stratège.....	218
L'État influent	223
L'État solide.....	228

TROISIÈME PARTIE :
LA REFONTE DE L'ÉCOLE, UN ENJEU PREMIER235

Conclusion247

Bibliographie248